

THESES & MASTERS



*Politiques nationales et échanges frontaliers
de produits agro-alimentaires entre le
Nord Nigéria et le Nord Cameroun :
exemple de l'espace Garoua-Gamboru*

Master of Science du CIHEAM-IAMM, n°24

Alix Servais Oyeniran AFOUDA

1994

***Politiques nationales et échanges frontaliers
de produits agro-alimentaires entre le
Nord Nigéria et le Nord Cameroun :
exemple de l'espace Garoua-Gambaru***

*Master of Science du CIHEAM-IAMM
(soutenu en mars 1991)*

Alix Servais Oyeniran AFOUDA

CIHEAM/IAMM
collection *Thèses et Masters* n°24

1994

L'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse.

Ces opinions n'engagent que leur auteur.

AFOUDA (Alix).- Politiques nationales et échanges frontaliers de produits agro-alimentaires entre le Nord Nigéria et le Nord Cameroun : exemple de l'espace Garoua-Gamboru.- Montpellier : CIHEAM/IAMM, 1994.- 108 p.- (Thèse Master of Science, IAMM, 1991, Collection *Thèses et Masters*, n°24).

Dédicace

Je dédie ce travail à la seule personne qui se reconnaît à travers ce poème :

*Son cri strident retentit
Dans la profonde nuit noire,
Rappelant la nécessité de l'espoir,
Comme à chaque fois que les coeurs meurtris
Pleurent dans la douleur, la dignité perdue.*

*Ce signal de ralliement
C'est la voix du dieu du fer,
Qui au-dessus des océans et des mers,
Chante à travers tous les vents
Les bienfaits de la nature*

AFAS

Remerciements

Le travail que nous présentons dans les pages suivantes est donc le fruit d'une collaboration de plusieurs années avec les chercheurs de l'INRA (Montpellier), UNB (Cotonou) et IRAM (Paris). C'est ici le lieu de témoigner notre gratitude à Johny EGG, John O. IGUE et à l'ensemble des équipes dont ils coordonnent les activités.

Nous avons bénéficié des conseils pratiques des enseignants et chercheurs suivants : Benoît DAVIRON, Gabriel DEGERT, Florence JACQUET et François LERIN. Qu'ils trouvent ici l'expression de nos sincères remerciements.

Nos enquêtes de terrain ont été considérablement facilitées par la disponibilité permanente de plusieurs personnes en France, au Nigéria, au Cameroun et au Bénin. Sans oublier les autres qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à la réalisation de ce document.

Que :

Jean-Pierre RAISON de l'Université de Paris X - Nanterre
Madame Anne-Marie FAIDUTTI et Alain SAUSSOL de l'Université de Montpellier I
Mouftaou LALEYE de l'Université de Ilé-Ifé
Ibrahim SULEYMAN, Jida Ramat ILIYA et Balani ASABE de l'Université de Maiduguri
Samuel KAMGA du Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire - Yaoundé
Théophile-Bertrand TCHATCHOUA de Transfert Consultants - Douala
Bio Goura SOULE, Célestine WETOHOSSOU, Germain GONSALLO, Cyr DAVODUN et Antoine-Yves TOHOZIN

trouvent ici le témoignage de notre reconnaissance.

Enfin que notre père, notre mère, nos frères et soeurs, tous nos parents et notre fidèle compagne Frédérica AMEDJI trouvent ici le symbole de l'affection et de l'amour que j'ai pour chacun d'eux.

Table des Matières

Avant-propos	1
Introduction	3
I. Introduction générale	3
II. Problématique	4
III. Hypothèses et objectifs du travail	5
IV. Méthodologie	5
1. Les approches	6
2. Les enquêtes de terrain	6
Chapitre I : Le contexte des échanges	9
I. Les supports des échanges frontaliers	9
1. Les bases historiques	9
2. Les supports physiques des échanges frontaliers	14
A. Les atouts potentiels du milieu naturel	14
B. Les villes frontalières	14
C. Les entrepôts et marchés frontaliers	15
D. Les voies de communication	19
II. Les acteurs du commerce frontalier	19
1. Les commerçants	20
A. Les importateurs	21
B. Les grossistes et demi-grossistes	21
C. Les détaillants	21
2. Les opérateurs de change parallèle	22
3. Les courtiers, les prospecteurs et les passeurs	23
4. Les transporteurs	23
5. Les producteurs	24
6. Les Etats nigérian et camerounais	24
Chapitre II : Le fonctionnement des échanges	27
I. Les circuits de commercialisation	27
1. Les circuits des produits vivriers locaux	28
A. Les circuits des céréales	29
B. Les circuits des autres produits vivriers locaux	29
C. Le comportement des prix le long des circuits	29
2. Les circuits de céréales étrangères	32
II. L'évaluation des flux	35
1. Une appréciation des statistiques douanières	35
2. Une évaluation à partir des échanges sur les marchés périodiques	38
Chapitre III : Les déterminants des échanges : les politiques nationales	43
Introduction	43

I. L'évolution différenciée des agricultures	44
1. Le secteur agricole au Nigéria	44
A. Une agriculture au passé édifiant	45
B. La décadence de l'agriculture à partir des années 70	46
a. Le fonctionnement des structures de production : le rôle marquant de l'Etat	46
b. Le rôle joué par le pétrole	48
C. La nouvelle donne des années récentes : un nouvel élan de l'agriculture nigériane ?	50
D. La situation alimentaire au Nigéria : un déficit chronique	51
E. Le recours aux importations massives de denrées alimentaires	52
2. Le secteur agricole au Cameroun	53
A. Objectifs de l'Etat et financement de l'agriculture	53
B. L'évolution de la production vivrière	56
a. Une production croissante	56
b. Les problèmes agricoles des années récentes	57
- la SODECOTON	57
- la SEMRY	57
II. Les disparités de politiques commerciales et monétaires	60
1. Les mesures du commerce extérieur au Nigéria et au Cameroun	60
A. L'évolution des mesures	60
B. Les conséquences : les réexportations du riz et de la farine de blé du Cameroun vers le Nigéria	62
2. Les disparités monétaires	63
Chapitre IV: L'impact des échanges frontaliers	71
Introduction	71
I. Echanges frontaliers, revenus monétaires et évolution de la production	71
1. Les avantages des commerçants et intermédiaires	71
A. Les marges brutes sur les produits vivriers locaux	71
B. Les marges bénéficiaires sur le riz et la farine de blé importés	72
2. Le manque à gagner des Etats	73
3. Echanges frontaliers et évolution de la production agricole	74
A. Cas d'une production agricole croissante	77
B. Cas d'une production agricole en déclin	77
II. Commerce frontalier, polarisation spatiale et mutations sociales	78
1. La polarisation spatiale	78
2. Les mutations sociales	79
Conclusion	81
I. Bilan : échanges et Pouvoirs Publics	81
II. Perspectives des échanges frontaliers	82
Annexes	83
I. Cartes et tableaux	83
II. Table des cartes et tableaux des annexes	100
III. Table des tableaux, graphiques et figures du texte	100
Bibliographie	103

Avant-propos

Dans le cadre du projet "Echanges Régionaux, Commerce Frontalier et Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest" conjointement financé par le Club du Sahel (O.C.D.E.), le Ministère Français de la Coopération (Paris) et le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel : C.I.L.S.S. (Ouagadougou), nous avons participé à des travaux de recherche dirigés par Johny EGG (INRA - Montpellier) et John IGUE (UNB - Cotonou). Notre participation qui a nécessité des séjours au Nord Nigéria et au Nord Cameroun (17.08.88 au 01.09.88 ; 26.12.88 au 13.01.89 et 31.07.89 au 31.08.89), consistait à appréhender les échanges marchands régionaux, notamment en ce qui concerne les produits agro-alimentaires. La principale remarque faite en son temps par les différentes équipes de chercheurs associés à ce projet, était que le cadre frontalier constitue un atout majeur pour la distribution des marchandises d'un pays à un autre. Effectivement, nous avons pu remarquer que, contrairement à ce que dit la littérature, les échanges entre les pays africains sont intenses et ont des conséquences tant sur le plan régional que national.

C'est de cette remarque que nous est venue l'idée d'étudier les échanges frontaliers des produits agro-alimentaires en liaison avec les politiques nationales.

Si, à l'époque, nous avons parcouru la région pour les objectifs définis par le projet, qui consistaient essentiellement à appréhender le fonctionnement du commerce frontalier et à quantifier les flux trans-frontaliers, dans le cadre de ce travail, nous avons été amenés à reconsidérer l'ensemble du problème en tenant compte des politiques nationales. A travers elle, nous avons cherché à comprendre non seulement les mécanismes du commerce frontalier des produits agro-alimentaires, mais aussi les déterminants et les conséquences. Cette considération nouvelle a nécessité un autre séjour (du 15.06.90 au 17.08.90) dans notre zone d'étude.

Introduction

I. Introduction générale

Les échanges de produits agro-alimentaires ont de tout temps existé en Afrique. Les vestiges des anciennes routes caravanières encore vivaces dans certaines régions témoignent de l'ampleur des activités commerciales. Celles-ci mettaient en contact les populations de la zone forestière des côtes de l'Océan Atlantique avec les peuples du Sahel et même d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Et, de nos jours, certains peuples comme les Haoussa, les Dioula, les Yoruba, les Bamileke, etc. sont réputés pour leur dynamisme commercial acquis depuis des siècles.

L'avènement de la colonisation avec la formation des différents empires coloniaux anglais, français, portugais, etc. n'a pas fondamentalement modifié les grands courants commerciaux.

L'apparition des Etats-nations avec les indépendances favorise la multiplication des frontières. Celles-ci ne sont ni naturelles, ni géométriques, ni anthropo-géographiques¹. Elles apparaissent comme des "lignes de défense nationale" aux yeux des gouvernements. "L'intangibilité des frontières héritées de la colonisation" tant clamées par les dirigeants africains au lendemain des indépendances est la preuve de l'importance et de la primauté qu'ils accordent à la souveraineté nationale. Mais les nouvelles frontières partagent, entre plusieurs états, un même peuple. En séparant les Etats, elles séparent aussi les politiques économiques et monétaires de chacun d'eux. Elles apparaissent alors comme un différentiel sur lequel les populations jouent pour organiser sagement les activités commerciales : les échanges frontaliers. Ces derniers peuvent donc être définis comme l'ensemble des opérations commerciales physiques et monétaires qui s'effectuent à l'intérieur d'un cadre géographique à cheval sur la frontière commune à deux pays. De par l'importance des flux, il s'est créé le long des lignes de partition des espaces fort originaux que J. Igué appelle des "périphéries nationales". Celles-ci apparaissent comme de véritables enclaves qui s'interposent entre les Etats qui les encadrent et qui échappent à leurs contrôles juridiques. Ces périphéries nationales deviennent alors des pôles de diffusion des effets de politiques économiques et monétaires des pays hors des cadres nationaux. C'est dire donc qu'au moment où, en Afrique, le problème de l'intangibilité des frontières issues de la colonisation apparaît comme un frein à l'intégration régionale, et au moment où les commissions mixtes s'acharnent sur les travaux de délimitation des lignes de partition, celles-ci connaissent une dynamique socio-économique. Les espaces frontaliers deviennent ainsi une zone matérialisant une intégration de fait amorcée par les populations riveraines indépendamment des volontés politiques des gouvernements.

Mais la plus grande partie des échanges qui s'effectuent d'un pays à un autre n'est pas comptabilisée par les Etats. Les insuffisances des appareils statistiques et les faiblesses des contrôles douaniers n'expliquent que partiellement ce fait. La raison principale tient à la nature des opérations commerciales à travers la frontière : les marchandises empruntent souvent des voies contournant les postes-frontières et sont facilitées par :

- l'appartenance aux mêmes groupes linguistiques, ethniques et socio-culturels des populations qui vivent de part et d'autre de la ligne de partition.
- la rapide diffusion des informations à l'intérieur de l'espace frontalier.

¹ Par frontière naturelle, nous entendons une limite matérialisée par un obstacle naturel (massif montagneux, cours d'eau, mer, etc.) séparant deux territoires donnés.

La frontière géométrique correspond à un tronçon de méridien ou de parallèle qui sépare deux pays. C'est ce genre de frontière qui existe entre l'Egypte et la Libye, les Etats-Unis et le Canada, etc.

Quant à la frontière anthropo-géographique, selon Yves Lacoste, "elle correspond en tout ou en partie aux limites spatiales d'un groupe ethnique, d'un peuple, d'une nation". L'Europe est partagée dans sa plus grande partie par ce type de frontière. C'est pour cela qu'on les considère comme les plus stables politiquement.

II. Problématique

La situation alimentaire de l'Afrique, particulièrement difficile à partir des années 70, a renforcé la dynamique des espaces frontaliers par le commerce des produits agro-alimentaires qui s'y déroule. Les biens qui font l'objet de transactions d'un pays à un autre, sont prélevés soit sur les productions nationales, soit sur les quantités de céréales importées hors d'Afrique. Dès lors, les politiques nationales en général et agricoles en particulier deviennent déterminantes dans le fonctionnement des échanges. En effet, les intérêts et objectifs des Etats sont si différents d'un pays à un autre, et variables dans le temps, que ces politiques ne se conçoivent pas de la même façon. Il en résulte des disparités d'ordre économique et monétaire sur lesquelles les populations se basent pour organiser le commerce entre les pays. Devant l'ampleur du phénomène, deux questions viennent à l'esprit :

- quelle est la logique du fonctionnement des échanges frontaliers en Afrique ?
- quelles sont leurs conséquences socio-économiques dans les pays concernés ?

La réponse à ces deux principales interrogations suppose une étude fine des périphéries nationales. L'analyse des échanges frontaliers en fonction des politiques agricoles, économiques et monétaires devient alors nécessaire dans la problématique :

- d'une part, de développement du secteur agricole en particulier et de l'ensemble de l'économie en général ;
- d'autre part, de l'intégration régionale.

L'étude des échanges entre le Nigéria et le Cameroun entre dans cette logique. Elle paraît encore plus nécessaire si l'on sait qu'en dehors des disparités économiques et monétaires qui peuvent stimuler les échanges, s'ajoute un autre facteur : le contraste démographique. En effet, avec une population estimée à 105,5 millions d'habitants, le Nigéria apparaît à la fois comme un marché potentiel et un géant aux côtés du Cameroun qui ne compte que 11 millions de personnes.

Outre ces disparités économiques, monétaires et démographiques, l'agriculture, qui occupe encore une part importante (au moins 60 %) de la population active dans les deux pays, a été frappée à des degrés divers par :

- la sécheresse des années 1973-74, 1984-85, qui a particulièrement sévi dans la zone soudano-sahélienne,
- le boom pétrolier de 1973 et la "pétrolisation" des économies qui s'en est suivie.

Ces deux faits ont fondamentalement influencé les politiques agricoles. Comment se définissent-elles ? Comment évoluent-elles ? Et quelles sont leurs incidences sur les échanges frontaliers ? Ce sont là quelques-unes des préoccupations qui nous conduisent à intituler notre thème d'étude comme suit : "Politiques nationales et échanges frontaliers de produits agro-alimentaires entre le Nord Nigéria et le Nord Cameroun : l'exemple de l'espace Garoua-Gaboru".

Le choix de cette zone pour l'étude des échanges frontaliers en liaison avec les politiques nationales repose sur un constat de départ qui se résume en deux points :

- à cause de son poids économique et démographique et de sa politique monétaire qui le singularisent au sein d'un vaste ensemble géographique, le Nigéria connaît d'intenses activités commerciales qui s'organisent dans sa périphérie nationale.
- contrairement au Bénin et au Niger où les espaces frontaliers avec le Nigéria ont un relief relativement monotone (peu accidenté) qui facilite partout les échanges, au Cameroun, les transactions commerciales avec le géant voisin sont concentrées au Nord. Ainsi, l'espace "Garoua-Gaboru" constitue le principal couloir de passage des produits agro-alimentaires. En effet, au sud de cette zone, le reste de l'espace frontalier entre le Nigéria et le Cameroun est confronté aux

accidents de terrain du fait des plateaux de l'Adamaoua et des zones marécageuses. Ces barrières naturelles limitent considérablement les activités commerciales entre les deux pays.

Ainsi, une étude des échanges frontaliers au sein de l'espace "Garoua-Gaboru" a l'avantage de cerner dans un cadre géographique relativement restreint, l'essentiel des flux commerciaux entre les deux pays, ce qui permet d'appréhender dans sa plus grande spécificité le fonctionnement des échanges agro-alimentaires ainsi que leurs déterminants et conséquences.

III. Hypothèses et objectifs de travail

L'espace Garoua-Gaboru est une bande de terre à cheval sur la frontière Nord Nigéria - Nord Cameroun. Il est situé dans le bassin du lac Tchad, sensible aux fluctuations climatiques et marqué par une vieille tradition commerciale. Les échanges commerciaux dans cette région frontalière portent sur les céréales (mil, sorgho, maïs, riz, farine de blé, etc.), les légumineuses (haricots, niébé), les tubercules (igname, patate, manioc), les fruits et légumes, le poisson, le bétail, avec pour contrepartie les produits manufacturés. L'intensité des activités commerciales permet de formuler quelques hypothèses : les transactions sont-elles basées sur :

- des facteurs de complémentarité ? Auquel cas, chaque pays tirerait des bénéfices sur la base des avantages comparatifs de production ?
- des distorsions introduites par les disparités de politiques agricoles, économiques et monétaires ?

Ces hypothèses de départ commandent les objectifs de notre travail qui se présentent comme suit :

1. Dégager l'influence des politiques nationales du Nigéria et du Cameroun sur les échanges frontaliers de produits vivriers. Cela nous amène à faire une brève étude comparée :

- des politiques agricoles en insistant surtout sur les différentes mesures du commerce extérieur (taxes douanières, contingentement, prohibition, licences, etc.),
- des politiques monétaires montrant le rôle de la surévaluation puis de la dévaluation du naira (monnaie nigériane non convertible) face au franc C.F.A. (du Cameroun qui, intégré dans la zone franc, est convertible).

2. Analyser le fonctionnement des échanges frontaliers et leurs incidences dans le contexte régional, voire national des deux pays : cela nous conduit à :

- l'étude des structures de support des échanges (entrepôt et marchés frontaliers, métropoles régionales, etc.),
- l'analyse des différents circuits commerciaux et la stratégie des acteurs du commerce frontalier (commerçants, courtiers, transporteurs, opérateurs de change parallèle, passeurs, prospecteurs, paysans) et de l'Etat,
- l'évaluation des flux de marchandises,
- l'étude des conséquences socio-économiques des échanges frontaliers tant du point de vue des acteurs que celui des Etats.

IV. Méthodologie

Si les politiques agricoles en particulier, et économiques et monétaires en général, sont définies dans les plans d'action des gouvernements et font l'objet d'une attention soutenue et de publications adéquates, les informations sur les échanges frontaliers sont sommaires et lacunaires. Par exemple, les flux commerciaux sont analysés au travers des statistiques qui sont parfois insignifiantes et contradictoires². Il en résulte un faible volume des transactions officielles à la frontière Nigéria-Cameroun. Ces échanges existent pourtant et concernent un volume important de marchandises. Le présent travail procède donc en partie de la documentation existante pour ce qui est de l'analyse des politiques économiques, notamment agricoles. Quant aux échanges frontaliers et leurs incidences, il

² A titre d'exemple, voir en annexes les chiffres sur les importations céréalières au Cameroun suivant les différentes sources.

s'est davantage appuyé sur les enquêtes de terrain. Nous avons donc été amenés à privilégier la constitution de données sur les problèmes les plus mal connus : l'importance des flux, la spécificité du commerce frontalier, la stratégie des acteurs, le fonctionnement du marché parallèle de change, etc. Face à une telle situation, la combinaison de plusieurs types d'approches s'est avérée indispensable et l'adoption des méthodes d'enquête spécifiques nous a paru nécessaire.

1. Les approches

L'impossibilité de se limiter à une seule approche pour l'étude des échanges frontaliers s'explique par le fait qu'on est en face d'une activité dont les mécanismes de fonctionnement dépendent des considérations à la fois économiques et socio-culturelles. Dans la mesure où nous avons cherché à combiner l'observation des flux avec une analyse des politiques nationales, nous avons associé :

- l'approche anthropo-sociologique : en Afrique où l'essor du commerce frontalier est le fait d'une imbrication de liens ethniques, religieux et de parenté entre les différents acteurs, cette démarche a consisté en des entretiens et discussions -le plus souvent possible à bâtons rompus avec les commerçants, les courtiers, les transporteurs, les passeurs, les opérateurs de change parallèle, les paysans, de même que les autorités politico-administratives (représentants de l'Etat). Ainsi, on arrive à comprendre la dynamique sociale des acteurs à travers leur organisation, leur mode d'intervention.
- l'approche géographique : elle a été nécessaire pour expliquer la structuration de l'espace. A partir des observations *de visu*, des enquêtes et des études cartographiques, nous avons dégagé les principaux supports physiques des échanges. Ainsi, aux côtés des villes frontalières et des voies de communication, les entrepôts et marchés frontaliers sont présentés comme les principaux éléments qui assurent la dynamique spatiale des échanges. Dans l'ensemble, cette approche nous a permis de dégager la spécificité géographique de la zone d'étude.
- l'approche économique : les résultats obtenus précédemment ont été soumis à une analyse faisant ressortir des relations de cause à effet à travers les circuits commerciaux, les flux et le prix des marchandises. L'étude des échanges frontaliers a été ainsi faite du point de vue micro-économique en mettant les acteurs au centre du débat, et du point de vue macro-économique en considérant le contexte régional, voire national de chaque pays.

2. Les enquêtes de terrain

Elles comprennent plusieurs étapes et à chaque objectif défini correspond une méthode spécifique. Ainsi :

1. L'importance des entrepôts et marchés frontaliers est dégagée en fonction de leur aire d'attraction, de leur pouvoir de concentration, de leur périodicité et du volume des marchandises exposées.
2. En suivant chaque produit ou type de produits de la zone de provenance (zone de production pour les produits locaux et ville portuaire pour les marchandises importées), jusqu'à la zone de consommation, on arrive à déterminer les différents circuits existants et notamment les principales étapes que connaissent les produits dans leur parcours transnational.
3. L'évaluation des flux de marchandises s'est faite à partir de deux procédés : le dépouillement des statistiques et les enquêtes marchés. Ces dernières comprennent deux volets :
 - l'effectif des vendeurs qui renseigne sur l'abondance des produits exposés et sur les principaux centres d'approvisionnement est apprécié suivant quatre méthodes :
 - . recensement direct des vendeurs assis derrière leurs étalages,
 - . blocage des principales voies d'accès au marché tôt le matin le jour d'animation,
 - . dénombrement des véhicules sur les parkings automobiles et aux abords des marchés,
 - . dépouillement des registres des vendeurs et comptage des souches de tickets vendus par les organismes d'exploitation des marchés.
4. L'évaluation des quantités de marchandises exposées s'est faite en tenant compte de la taille et du volume des étalages, des objets (récipients, cartons, paniers, sacs...) renfermant les différents produits agro-alimentaires. La variation du volume des marchandises dans la journée (entre le matin et le soir : fin d'animation) sur le marché et l'origine de la clientèle, nous ont permis d'estimer les quantités échangées. Un rapprochement de ces estimations avec les statistiques douanières nous a permis d'avoir une idée sur les deux sources de données.

Les enquêtes marchés ont été conduites simultanément avec celles des entrepôts, des magasins et boutiques. Elles consistent en une appréciation du volume des marchandises qui y sont stockées et de leur mode de gestion à partir des entretiens avec les tenants, les colporteurs et les transporteurs.

5. L'étude des mécanismes de prix est faite sur la base de données statistiques collectées auprès des services de l'agriculture et des offices de commercialisation. Aussi des relevés de prix effectués par nous sur les différents marchés, ont-ils permis d'avoir une idée sur leur variabilité spatiale et temporelle. Il nous a suffi de faire une moyenne des différents prix pratiqués le long des circuits et suivant la période de l'année. Les relevés se sont opérés en tenant compte :

- des différentes phases d'animation des marchés au cours de la journée (matin, midi et soir),
 - des grandes périodes agricoles de l'année : période d'abondance (septembre - mars) qui correspond aux moments de récoltes et la période de soudure (avril - août) au cours de laquelle on note une relative pénurie des marchandises agricoles.
6. Le fonctionnement du marché parallèle de change est apprécié à partir :
- d'un dénombrement des opérateurs de change sur chaque marché important,
 - d'une étude des variations des cours entre le naira, monnaie nigériane et le franc CFA, monnaie camerounaise.
7. Les conséquences socio-économiques des échanges frontaliers sont appréciées au niveau de chaque acteur, du contexte régional, voire national de chaque pays. Ainsi, une analyse est faite sur :
- les avantages et inconvénients tirés par les acteurs et les Etats,
 - la polarisation spatiale,
 - l'influence des échanges frontaliers sur la cohésion sociale et le fonctionnement économique des différentes unités administratives auxquelles appartient l'espace d'étude.

Cette approche méthodologique d'ensemble nous a permis de conduire notre travail suivant les grandes articulations ci-dessous :

- I. Le contexte des échanges frontaliers,
- II. Le fonctionnement des échanges,
- III. Les déterminants des échanges : les politiques nationales,
- IV. L'impact socio-économique des échanges frontaliers.

Chapitre I

Le contexte des échanges frontaliers

L'un des faits marquants de la partie septentrionale du Nigéria et du Cameroun est le commerce frontalier. La diversité des circuits et l'importance des flux agricoles témoignent de l'ampleur des activités commerciales. Il est en réalité difficile de comprendre les mécanismes de celles-ci, les ramifications des réseaux marchands dans cette partie de l'Afrique sans se référer aux potentialités naturelles et à l'histoire qui, jusqu'au siècle dernier, ont fait du bassin du lac Tchad la plaque tournante du commerce caravanier¹. L'avènement de la colonisation et plus tard des indépendances nationales, loin de faire disparaître les circuits commerciaux déjà existants, les ont simplement réorientés et redynamisés sur la base d'autres éléments qui, de nos jours, constituent les supports des échanges frontaliers.

Dans le cadre de ce chapitre, après avoir analysé ces supports sur la base des considérations historiques et géographiques, nous dégagons la stratégie des acteurs en présence.

I. Les supports des échanges

Ils sont de deux ordres : les bases historiques et les éléments physiques.

1. Les bases historiques

L'espace Garoua-Gambaru en particulier et le Nord du Nigéria et du Cameroun en général, font partie des anciens royaumes du Soudan Central, notamment le Kanem, le Bornou, le Kotoko, etc. Ces entités politiques se sont établies et ont prospéré au centre des carrefours commerciaux où se rejoignent plusieurs routes caravannières, principalement celles en provenance de Tripoli et du Kavar du Nord, de la frange côtière de l'Atlantique au Sud, de la vallée du Nil et de la Mecque à l'Est, et de la boucle du Niger et des pays Haoussa à l'Ouest. Des courants commerciaux transsahariens se sont donc concentrés dans l'actuel Nord Nigéria et Nord Cameroun par l'intermédiaire des marchands haoussa et bornouan (Karouri, Kotoko, etc.), qui offraient de l'or, du natron, de l'ivoire et surtout des esclaves contre du sel, des denrées précieuses, du cuivre, des chevaux détenus par les commerçants arabes (COMHAIRE, 1979, p. 22).

Ces activités ont favorisé, d'une part l'essor de l'artisanat (orfèvrerie, cordonnerie, tissage, etc.), et de l'agriculture, et d'autre part la création et le développement de certains caravansérails et localités tels que Maïduguri, Dikwa, Yola (au Nigéria), Garoua, Maroua (au Cameroun). Les nouvelles fonctions commerciales de ces établissements humains ont contribué à l'élargissement de l'espace d'intervention des réseaux marchands qui se constituaient sur une base familiale et culturelle, renforcée plus tard par une base religieuse : l'appartenance à la religion musulmane. Et comme le disent Harre, Igué et Arditi, "... Les réseaux marchands qui se sont mis en place le long des principaux axes caravaniers et routes du pèlerinage, ont débordé de leur cadre initial pour s'étendre à tout le bassin du lac Tchad, aux hauts plateaux Mandara, ainsi qu'aux plaines du piémont Sud-Est (HARRE et al., 1990, p. 20). Ce sont donc les ramifications de ces réseaux marchands tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre actuelle zone d'étude qui ont favorisé la mise au point d'un système économique parfaitement maîtrisé et qui a su assurer durablement la prospérité des Etats du Soudan Central (COMHAIRE, 1979 et SEIDENSTICKER, 1983). Mais l'avènement de la colonisation au XIX^{ème} siècle, suivie plus tard par les indépendances ont rendu très rigides ces anciennes relations d'échanges.

¹ Voir à titre indicatif :
. Ki-Zerbo, 1972, et Gammarchella, 1977).

Figure 1 : Localisation du Nigéria et du Cameroun

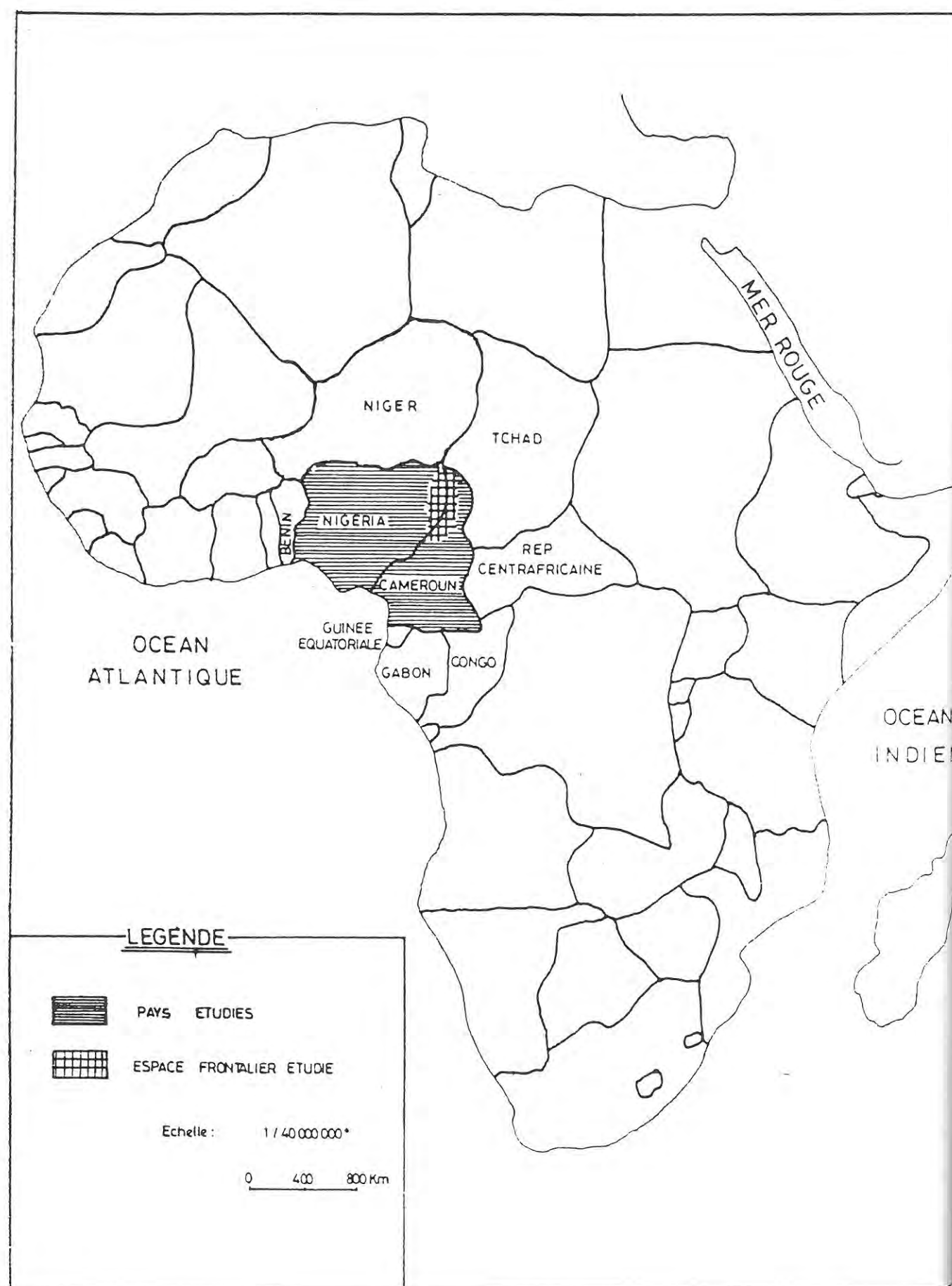
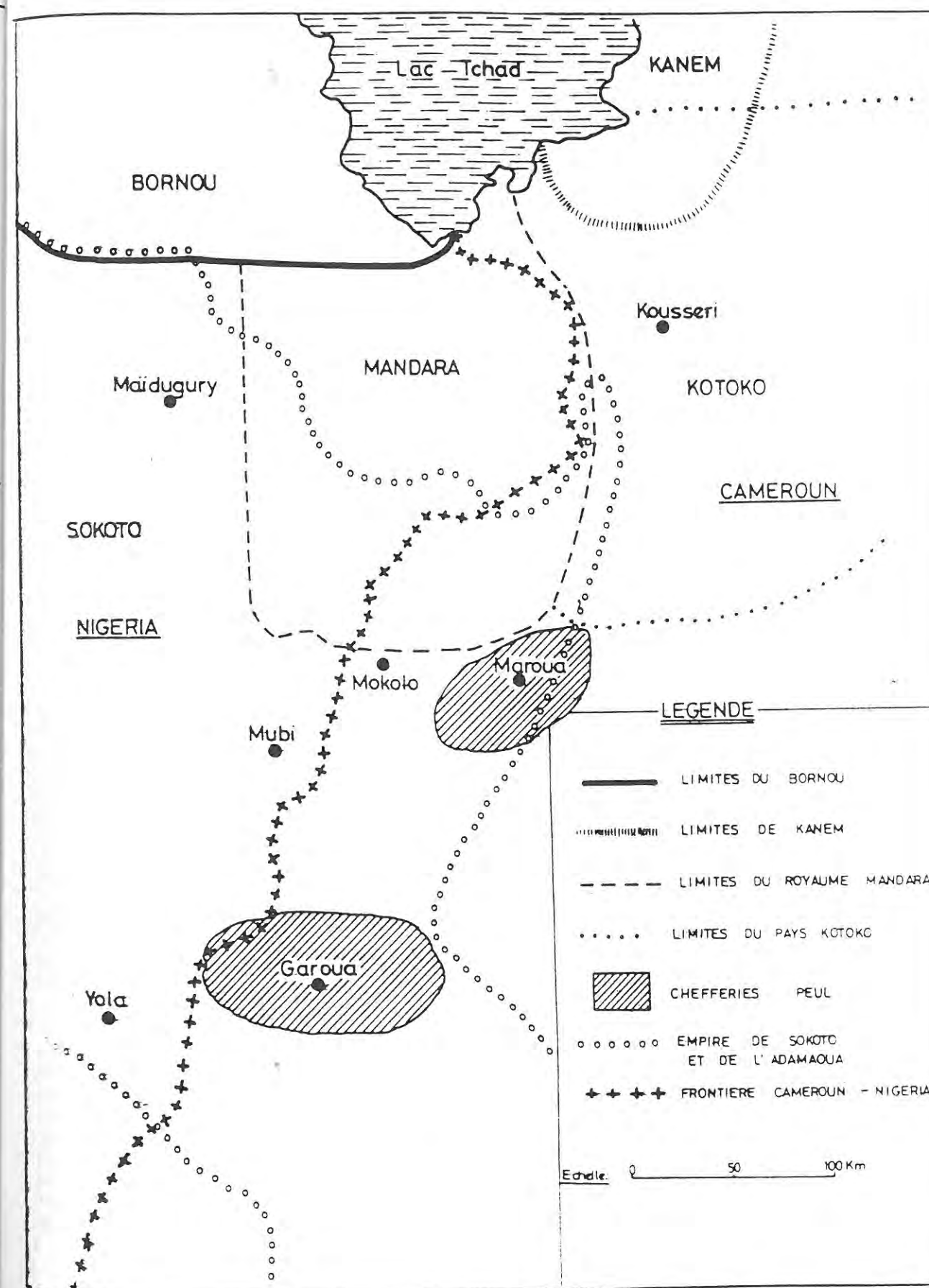


Figure 2 : Evolution des structures politiques traditionnelles à la veille de la colonisation



L'actuelle frontière qui sépare le Nigéria et le Cameroun est le fait d'accords de 1885, 1886 et 1893 entre Anglais et Allemands, de 1916 et 1922 entre Français et Anglais. La défaite de l'Allemagne pendant la première guerre mondiale permet à l'Angleterre et à la France d'organiser l'administration des deux pays dont celle de la partie septentrionale. L'avènement des indépendances n'a rien changé au contexte colonial et la frontière qui s'est établie divise en deux les mêmes peuples. L'essor du commerce frontalier qui s'effectue de manière clandestine apparaît comme une réponse des populations aux nouvelles formes d'administration et aux différentes mesures politiques prises par le Nigéria et le Cameroun.

Suivant les derniers découpages territoriaux à l'intérieur de chaque pays, les unités administratives frontalières qui font partie de l'espace étudié se présentent comme suit.

Tableau n°1 : Divisions administratives à la frontière Nord Nigéria - Nord Cameroun

NIGERIA		
Etats	L.G.A. (*)	Chefs Lieux
Borno	Gwoza	Gwoza
	Bama	Bama
	Ngala	Ngala
	Mongonu	Mongonu
Gongola	Fufore	Fufore
	Mubi	Mubi
	Minchika	Minchika

(*) Local Government Administration

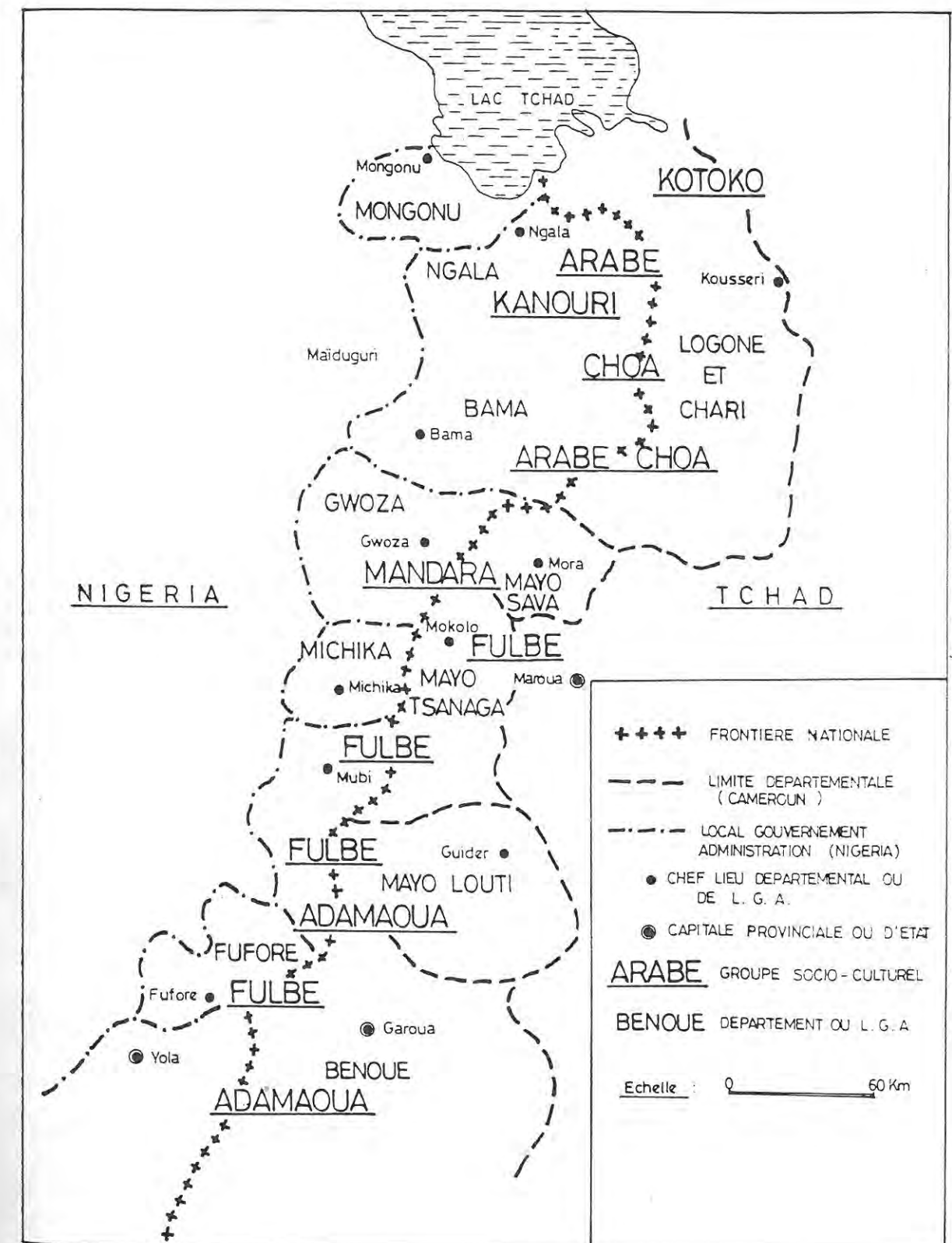
CAMEROUN		
Provinces	Départements	Chefs Lieux
Extrême-Nord	Mayo-Tsanaga	Mokolo
	Mayo-Sava	Mora
	Logone-et-Chari	Kousséri
Nord	Bénoué	Garoua
	Mayo-Louti	Guider

Quel que soit le type d'administration territoriale (nigérien ou camerounais), l'objectif visé par l'Etat est de mieux contrôler l'espace national. Les deux territoires sont d'abord partagés en Etats fédérés ou provinces, lesquels sont ensuite subdivisés en "Local Government Administration" (LGAs) ou départements. Viennent après les districts ou arrondissements, et les villages ou quartiers de villes. Cependant, il existe une grande différence entre le mode de gestion administrative des Etats et celui des provinces. L'Etat au Nigéria est géré en étroite collaboration avec les chefs traditionnels qui ont un pouvoir de décision dans la vie sociale et même politique. En fonction des réalités coutumières, une marge de manoeuvre leur est laissée dans la conduite des affaires locales. Cette forme d'administration appelée encore le système de "l'indirect rule" (l'administration indirecte) a été mise en place par les Anglais pendant la colonisation. Alors que l'Etat constitue son gouvernement, ses institutions d'exécution politique, économique et sociale, la province, quant à elle, n'est qu'une simple délégation du pouvoir central camerounais. Cette différence dans la gestion administrative des deux parties (nigérienne et camerounaise) de notre zone d'étude a un impact sur les relations socio-économiques (Fig. 3).

Pendant la colonisation, l'émigration Kanouri vers le Tchad encouragée par les Français qui souhaitent développer Fort-Lamy², s'étend au Nord Nigéria et au Nord Cameroun. Elle donne naissance à de puissantes diasporas commerçantes qui, avec l'évolution démographique, s'étend dans tous les Etats voisins. Celles-ci jouent de nos jours un rôle très actif dans les échanges avec leur pays d'origine. Et, comme le disent Harre, Igué et Arditi (1990, p. 20) ... "A l'intérieur de chaque pays, les membres de la diaspora ont scellé des alliances politiques et dans certains cas matrimoniales, et tissé des liens avec l'administration, condition indispensable à l'exercice du commerce". Dès lors, on note la réorganisation et la réorientation des anciens circuits commerciaux qui s'étaient développés dans le bassin du lac Tchad, autour d'un certain nombre d'éléments qui, de nos jours, constituent les supports physiques des échanges frontaliers.

² Capitale du Tchad devenue plus tard N'Djamena

Figure 3 : Divisions administratives et groupes socio-culturels à la frontière nord Cameroun - nord Nigéria



2. Les supports physiques des échanges frontaliers

L'espace Garoua-Gambaru est devenu le cadre privilégié d'échanges frontaliers de produits agro-alimentaires. Les éléments qui structurent ce commerce sont les atouts potentiels du milieu rural, les villes frontalières, les entrepôts et marchés frontaliers et les réseaux routiers.

A. Les atouts potentiels du milieu naturel

Situé entre 9 et 13 degrés de latitude Nord et entre 13 et 15 degrés de longitude Est, l'espace frontalier Garoua-Gambaru est inclus dans le bassin du lac Tchad, et composé de deux grands ensembles morphologiques distincts entre le Sud et le Nord, mais qui connaissent une parfaite symétrie entre l'Est et l'Ouest en tenant compte de la frontière.

La partie Sud comprend les hauts plateaux Mandara dont la vue d'ensemble montre un étagement que surplombent des massifs volcaniques. Cet ensemble est caractérisé par la vigueur des pentes, la nudité et l'arénisation des roches. L'altitude varie entre 900 et 1200 mètres. Au Nord, la plaine du lac Tchad s'abaisse progressivement et régulièrement des monts Mandara au rives du lac Tchad et du Logone, et passe d'une altitude de 500 à moins de 300 mètres. Cette relative platitude du modelé au Nord permet aux commerçants, dont la grande partie des activités s'opère dans la clandestinité, de tracer plusieurs pistes contournant les postes frontaliers.

Les sols, en dehors des massifs granitiques, des zones de piémonts, et des points très localisés des talwegs, sont de texture légère. Sur les piémonts, on a des sols peu lessivés, peu profonds et arénacés qui favorisent la culture des légumes, des légumineuses, des fruits, du mil, du sorgho et du maïs. La cuvette du lac Tchad, quant à elle, comprend des sols argilo-sablonneux, argilo-hydromorphes et allomorphes salins. On y pratique surtout les cultures de riz, mil, sorgho, arachide et blé.

La région connaît un climat tropical sec dans le Sud ; il se transforme progressivement en type sahélien pur dans le Nord. On note deux saisons contrastées : une pluvieuse (juin-septembre) et une sèche (octobre-mai). La pluviométrie varie entre 1000 mm sur les monts Mandara et 300 mm sur la plaine aux abords du lac Tchad. En raison de la difficile praticabilité des routes pendant la saison pluvieuse, la saison sèche constitue la période d'intenses activités commerciales.

Plusieurs cours d'eau tels que le lac Tchad, la Bénoué, El Beid, Kilunga, Yedserani, Mbuli, Mayo-Tsanaga, Mayo-Moskoto, etc. drainent la région et permettent de conserver l'humidité des sols pendant une bonne partie de la saison sèche. Ainsi, plusieurs cultures sont pratiquées dans le lit des cours d'eau (légumes, pommes de terre, etc.).

Malgré la situation de l'espace Garoua-Gambaru dans un environnement sensible aux fluctuations climatiques, les atouts naturels permettent la culture d'une gamme variée de produits agricoles qui font l'objet d'échanges commerciaux, favorisant ainsi l'approvisionnement alimentaire des populations habitant l'hinterland où les conditions naturelles sont moins favorables à l'agriculture.

B. Les villes frontalières

Elles jouent un rôle important du fait de l'effectif de la population qui constitue un débouché important pour les produits vivriers, et de leur situation géographique par rapport à la frontière. Elles tirent leur origine de :

- l'évolution des anciens caravansérails qui ont conservé leurs anciennes traditions commerciales ; c'est le cas de Mubi et Bama au Nigéria,
- la volonté du colonisateur de mieux contrôler l'espace conquis ; c'est ainsi que Ngala (au Nigéria), Mora et Mokolo (au Cameroun) ont été déclarés centres de décisions administratives,
- l'évolution de certains villages frontaliers servant d'entrepôts et de points de passage officiel au trafic des marchandises. Ce sont généralement les localités jumelles, accolées les unes aux autres ou séparées de quelques kilomètres seulement. Les plus importantes de ces agglomérations jumelles sont :
 - . Gambaru (Nigéria) - Fotokol (Cameroun) séparées l'une de l'autre par un pont de 30 mètres de long construit sur la rivière El Beid qui sert de frontière.

. Banki (Nigéria) - Amchidé (Cameroun) séparées par une ruelle qui se confond avec les concessions des maisons.

. Kérawa (Nigéria) - Kérawa (Cameroun) divisées en deux par la rivière "Goua" (en Mandara).

Ces villes jumelles qui forment en réalité une seule et même agglomération constituent l'élément dynamisant les échanges frontaliers entre le Nigéria et le Cameroun. En effet, de par leur position charnière sur la frontière, toute tentative de contrôle des activités commerciales en leur sein, s'avèrent vaines et inopérantes. Elles constituent alors des centres de diffusion des marchandises en provenance des entrepôts et marchés frontaliers.

C. Les entrepôts et marchés frontaliers

Les entrepôts frontaliers sont situés dans de nombreux villages créés de chaque côté de la frontière à la faveur des affinités ethniques en réponse aux tracasseries administratives de l'époque coloniale : recrutement militaire, impôt de capitation, travaux forcés, etc. A cause de leur proximité de la ligne de partition, ces villages ont connu une concentration d'entrepôts permettant le stockage de produits divers (vivriers et manufacturés). Ces entrepôts à la frontière camerouno-nigériane facilitent le ravitaillement des marchés périodiques (Fig. 4).

Les marchés se sont mis en place dans les mêmes conditions que les villages entrepôts, soit pour animer la vie des relations entre les groupes victimes de la partition coloniale, soit pour renforcer les échanges commerciaux qui existaient dans la région avant la colonisation. Le Nord du Nigéria et du Cameroun est constitué d'un réseau très serré de marchés d'importance et de nature variables. Suivant leur fonction dans les échanges, nous distinguons les marchés de collecte et ceux de distribution. Ils s'animent tous une fois par semaine.

- Les marchés de collecte regroupent en grande partie les habitants des villages concernés et des localités avoisinantes. La vente des marchandises s'effectue au détail.
- Les marchés de distribution ont un rayonnement international. Ils sont fréquentés non seulement par les Nigériens et les Camerounais mais aussi par des commerçants en provenance du Tchad et de la République Centrafricaine. Les plus importants sont Gambaru, Banki, Kérawa, auxquels on peut adjoindre Boukoul et Demsa. La caractéristique principale des marchés de distribution est qu'ils sont tous ceinturés d'innombrables boutiques, magasins et entrepôts qui contribuent énormément à leur animation. Ils constituent les lieux d'intervention de grossistes, demi-grossistes et détaillants. Le tableau suivant donne une idée sur l'effectif de ces structures commerciales.

On note un accroissement de l'effectif de l'ensemble des boutiques et entrepôts entre les deux périodes considérées. Ceci témoigne de l'essor des échanges frontaliers dans l'espace étudié. L'augmentation des entrepôts dans les marchés frontaliers s'explique par l'intensité des réexportations de riz et de farine de blé du Cameroun vers le Nigéria. En effet, on s'aperçoit que depuis les mesures de prohibition appliquées sur ces produits en 1987 au Nigéria, l'effectif des entrepôts a sensiblement augmenté dans chaque localité frontalière. La très forte concentration des boutiques et entrepôts dans les villes de Garoua et Maroua s'explique par le rôle de métropoles régionales qu'elles jouent dans l'espace camerounais. Quant aux autres villes comme Mokolo, Mora, Kousséri et Bama, elles sont des centres de décisions politiques et administratives d'échelon inférieur aux premières. Les localités situées à la frontière : Banki, Kérawa et Gambaru concentrent chacun un effectif de maisons de commerce qui est largement au-dessus de celui des villes moyennes.

De par leur fonction de collecte et de distribution, les marchés frontaliers jouent un rôle régulateur qui permettent à des régions de très fortes productions vivrières, d'écouler leur surplus vers des zones déficitaires.

En retrait de l'espace Garoua-Gambaru se trouvent de grandes villes qui exercent aussi les fonctions de métropoles régionales dans leur cadre administratif respectif et qui constituent à la fois de grands pôles de distribution des produits manufacturés et des débouchés importants pour les marchandises agricoles. Ainsi, Maiduguri et Yola au Nigéria, de par l'importance de leur population, constituent de grands centres de consommation des produits vivriers.

L'approvisionnement des centres urbains, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la zone d'étude, s'effectue à partir d'une multitude de voies de communication.

Figure 4 : Les principaux marchés périodiques dans l'espace frontalier nord Cameroun - nord Nigéria

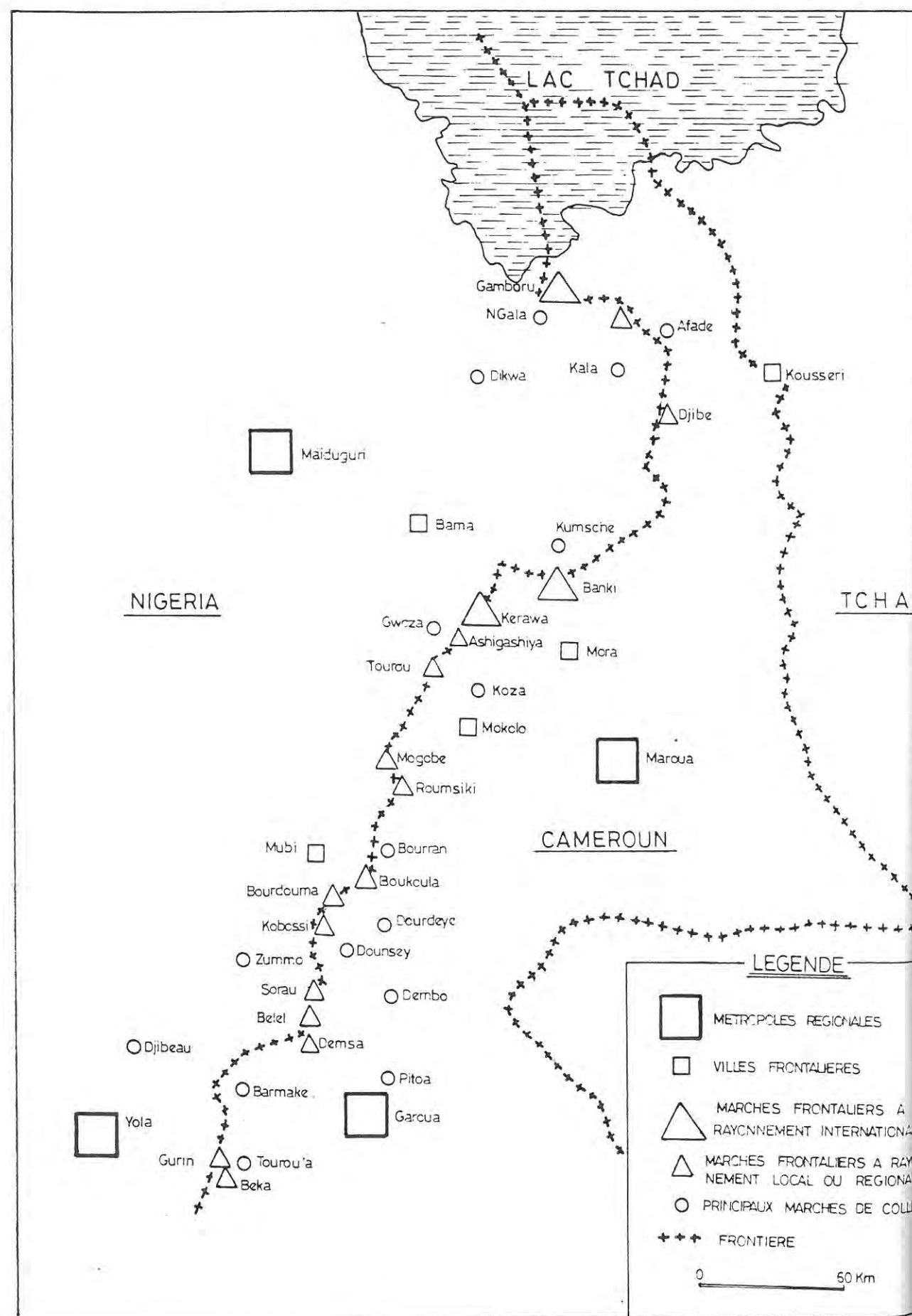


Tableau n° 2 : Effectifs des boutiques et entrepôts dans les principales localités frontalières

Décembre 1988 - janvier 1989											Juillet - août 1990												
Localités	Boutiques					Entrepôts					Boutiques					Entrepôts							
	(1)	(2)	(3)	Autre	Total	Riz	Blé	(4)	(5)	Autre	Total	(1)	(2)	(3)	Autre	Total	Riz	Blé	(4)	(5)	Autre	Total	
Garoua (V)	525	21	34	2216	2796	137	21	122	13	67	360	3156	537	21	30	2192	2780	156	40	109	9	29	343
Mokolo (V)	17	-	7	21	45	2	1	2	-	4	9	54	19	3	11	38	71	7	7	5	1	6	26
Mora (V)	44	14	14	23	95	19	2	10	2	9	42	137	51	10	6	13	80	6	13	6	-	12	37
Maroua (V)	387	41	32	517	977	19	9	-	13	10	51	1028	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kousséri (V)	32	9	17	48	106	16	12	-	4	6	38	144	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gashiga (M)	1(*)	-	-	3(*)	4(*)	-	-	2(*)	3(*)	2(*)	7(*)	11	1	-	-	5	6	-	-	3	-	4	7
Boulai (M)	3(*)	-	-	6(*)	9(*)	-	-	2(*)	3(*)	1(*)	6(*)	15	2	-	-	9	11	1	1	2	-	4	8
Ibib (M)	10(*)	-	-	11(*)	21(*)	7(*)	7	21(*)	6(*)	15(*)	56(*)	77	10	-	-	17	27	7	10	7	1	35	60
Pitoea (m)	16(*)	-	4	37	57	22	18	52	6	32	130	187	27	3	1	58	89	19	31	17	7	14	88
Amchide (M)																							
Banki (M)	162	21	38	68	279	27	12	14	-	18	51	350	51	28	42	145	266	21	13	28	19	33	114
Kérawa (M)	9	3	6	3	21	1	1	-	-	1	3	24	11	3	6	27	47	7	9	21	12	19	68
Bama (V)	432	47	39	210	728	15	8	30	9	16	114	842	521	39	38	195	793	10	24	51	8	84	177
Gamboru (M)	118	26	42	104	290	5	2	32	8	11	58	348	133	39	51	67	290	31	24	59	10	67	191

Source : enquêtes de terrain

(1) Alimentation générale

(2) Electronique, électricité et électroménager

(3) Pièces détachées

(4) Autres céréales

(5) Tubercules

(*) chiffres de juillet-août 1989

(V) Ville

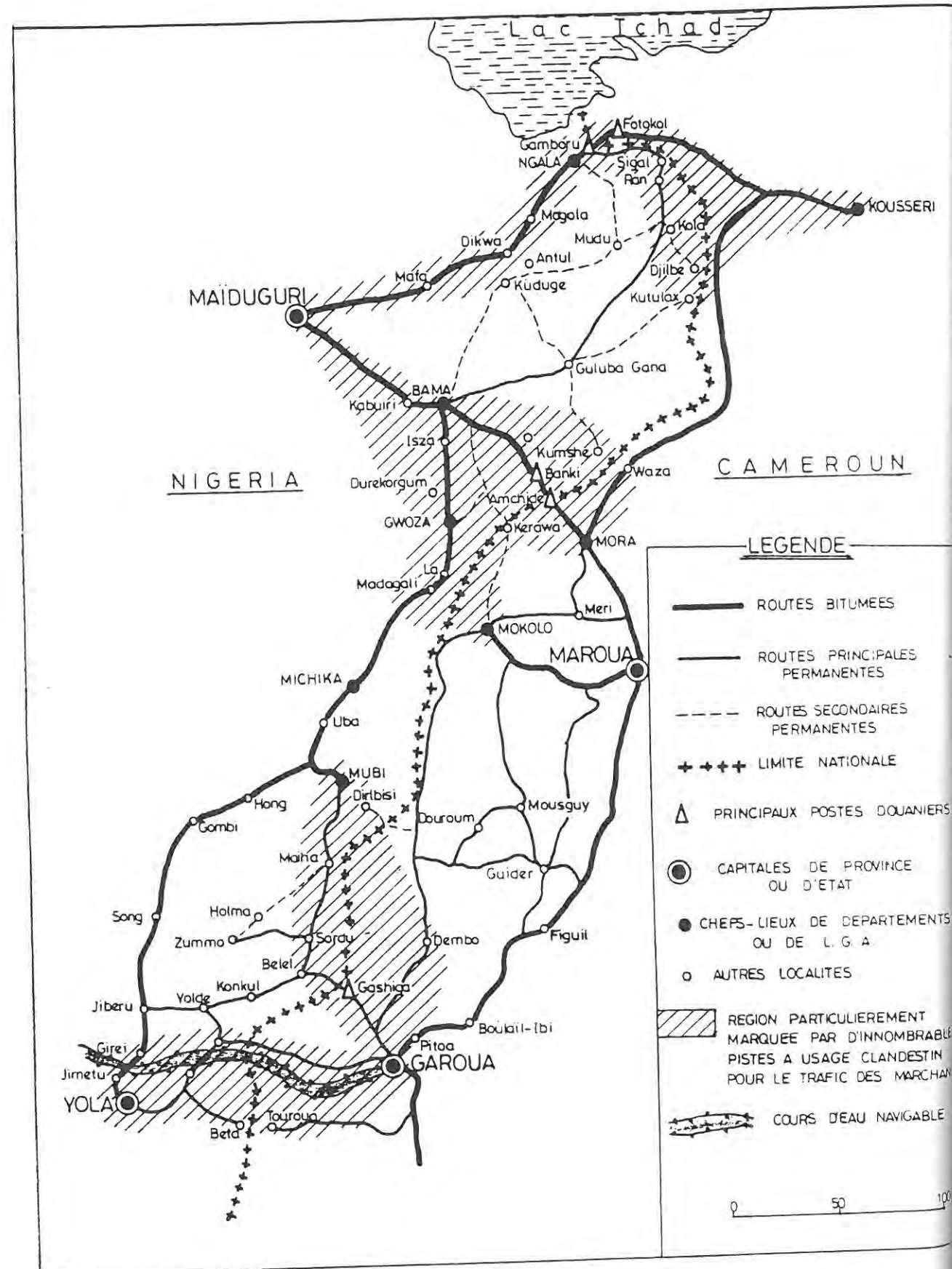
(m) Petit marché frontalier

(M) Grand marché frontalier

NB : - les localités du haut du tableau sont camerounaises, celles du bas nigériennes

- en réalité, Amchide au Cameroun et Banki (ou Yéroua) au Nigéria forment une même agglomération : Banki

Figure 5 : Réseau de communication



D. Les voies de communication

Contrairement au reste de l'espace frontalier entre le Nigéria et le Cameroun, la zone de Garoua-Gambaru est parcourue par des voies qui traversent la frontière et qui, de ce fait, facilitent les échanges entre les deux pays. On peut en distinguer deux types : le réseau fluvial et lacustre et les routes (Fig. 5).

Le lac Tchad au Nord est parcouru toute l'année par des pêcheurs, des commerçants et des producteurs qui convoient leurs marchandises vers chacun des pays riverains : le Nigéria, le Cameroun, le Tchad et le Niger. Les voies fluviales interviennent relativement peu dans les transactions commerciales. Les plus utilisées sont la Bénoué au Sud et El Beid au Nord.

Les routes, en revanche, sont les plus importantes. Toutes les agglomérations et les marchés frontaliers sont reliés entre eux par des voies dont la qualité varie selon qu'on se trouve dans une zone rurale reculée ou dans un secteur urbain. En réalité, toutes ces routes peuvent être praticables en toute saison, mais la nature des sols et les pluies rendent inaccessibles certaines zones qui, de ce fait, peuvent être enclavées pendant une partie de la saison pluvieuse. Ce problème disparaît totalement pendant la saison sèche. Ainsi, le degré de praticabilité des routes influe énormément sur les coûts de transport. Selon la nature des transactions qui s'effectuent d'un pays à l'autre, on distingue les routes officielles et les voies à usage clandestin.

De la latitude de Garoua aux abords du lac Tchad, quelques routes sont utilisées pour le commerce officiel³ entre le Nigéria et le Cameroun. Il s'agit des axes :

- Yola-Garoua en passant par le poste douanier de Gashiga,
- Mubi-Mokolo via Mogodé,
- Maiduguri-Maroua par Limani (Banki),
- Maiduguri-Kousséri par Gambaru.

Parmi ces axes routiers, le premier et les deux derniers connaissent un trafic de marchandises très intense. Ils constituent les principaux points de passage des véhicules lourds. Leur praticabilité est permanente.

Aux côtés de ces routes de commerce officiel, coexistent d'autres voies, surtout utilisées pour les échanges frauduleux. En réalité, les transactions sur les axes clandestins s'effectuent parfois avec la complicité des agents de contrôle frontalier. Suivant leur praticabilité, on peut en distinguer deux catégories :

- les routes secondaires qui sont praticables en saison sèche pour les véhicules lourds et légers. En saison pluvieuse, beaucoup d'entre elles ne sont plus carrossables.
- les sentiers et pistes utilisés par les engins à deux roues et parfois en saison sèche, empruntés par les véhicules légers pour l'acheminement de certaines marchandises. Pendant la saison sèche, il est facile aux trafiquants de tracer à travers la frontière des sentiers et pistes qu'il est pratiquement impossible de dénombrer. Dès qu'un sentier ou une piste est découvert par les douaniers et fait l'objet d'un contrôle plus assidu, les commerçants en créent d'autres immédiatement. Cette pratique montre le caractère clandestin prédominant des échanges frontaliers.

L'importance numérique des agglomérations urbaines et rurales, la nature et la fonction des marchés périodiques et l'ensemble des voies de communication constituent des atouts majeurs qui animent les relations commerciales entre le Nord Nigéria et le Nord Cameroun. Celles-ci se traduisent par une diversité des circuits et flux de marchandises dont la constitution dépend d'un certain nombre d'acteurs.

II. Les acteurs du commerce frontalier

Plusieurs types d'acteurs interviennent dans le commerce frontalier. Les commerçants qui se chargent des transactions physiques se font aider dans leurs activités par les courtiers, les prospecteurs, les passeurs et les transporteurs. Les opérateurs de change monétaire, par le marché parallèle qu'ils ont su créer ou organiser, résolvent d'une certaine manière les problèmes de

³ Les marchandises acheminées sur ces routes sont supposées avoir fait l'objet de dédouanement une fois la frontière franchie. Mais ces formalités ne sont pas toujours effectuées car les commerçants usent de toutes les stratégies pour éviter ces opérations de dédouanement.

tracasseries administratives posés aux commerçants lors des opérations de change par les canaux financiers officiels. Les producteurs interviennent dans les échanges frontaliers, soit en vendant leurs produits aux commerçants, soit en les acheminant eux-mêmes sur les marchés.

1. Les commerçants

Pour comprendre leur organisation dans cette partie du Nigéria et du Cameroun, il faut remonter à l'époque précoloniale avec l'essor du commerce transsaharien qui a marqué la zone. Le développement des premiers circuits commerciaux s'est opéré à l'initiative des marchands musulmans venus pour la plupart des grands centres d'échanges tels que Kano, Zaria, Maïduguri, Katsina, etc. de la bande soudano-sahélienne dans l'actuel Nigéria. En se fixant dans les entités politiques peuls les mieux situées (Garoua, Maroua, Yola, etc.) au XIX^{ème} siècle, ils ont perpétué une stratégie commerciale qui repose d'une part sur la foi musulmane, et d'autre part sur les liens socio-culturels entre groupes situés de part et d'autre de la frontière. L'avènement de la colonisation n'a pas interrompu les migrations de commerçants du Bernou et du pays Haoussa. Une bourgeoisie musulmane s'est formée et est en relation constante avec les sociétés marchandes des pays limitrophes (Nigéria, Cameroun, Niger, Tchad...). Le commerçant représente alors le modèle d'une certaine réussite sociale. Depuis le début des années 60 et la guerre du Biafra (1966-1970) au Nigéria ⁴, plusieurs "El Hadj" ⁵ ont conquis des positions dominantes dans les structures commerciales de la région. L'appartenance aux cercles des plus grands commerçants (importateurs et grossistes) repose sur la foi en la religion musulmane ⁶ : Dieu étant pris à témoin des négociations d'affaires qui s'effectuent sur la base d'une confiance réciproque entre les différents partenaires. Le tableau suivant relatif à l'effectif des commerçants ayant officiellement déclaré leurs activités aux pouvoirs publics à Garoua permet de se faire une idée sur la place de la religion dans les échanges.

Tableau 3 : Effectifs des commerçants inscrits à la Délégation Provinciale du Commerce à Garoua selon leur activité et appartenance religieuse

Type de commerçant	Riz			Farine de blé			Viande de boeuf			Poisson frais/congelé		
	Religion			Religion			Religion			Religion		
	Effectif	Islam	autre	Effectif	Islam	autre	Effectif	Islam	autre	Effectif	Islam	au
Importateur	4	4	0	4	4	0	-	-	-	-	-	
Grossiste/	16	16	0	15	15	0	-	-	-	-	-	
demi-gros												
Détaillants	43	43	0	32	32	0	10	10	0	5	1	
Total	63	63	0	51	51	0	10	10	0	5	1	

Source : Délégation Provinciale du Commerce - Garoua

Comme on peut le constater, en dehors du commerce de poisson frais congelé dans lequel des personnes d'autres religions interviennent, le reste des secteurs d'activités commerciales affichées est entièrement dominé par les musulmans. On note également que le riz d'abord et la farine de blé ensuite sont les deux produits qui mobilisent le plus de commerçants. Dans l'ensemble, tous ceux qui sont inscrits à la Délégation Provinciale du Commerce de Garoua sont les commerçants agréés sur qui l'Etat ou la municipalité peut avoir droit de regard. Il en existe beaucoup d'autres, notamment les grossistes, demi-grossistes et détaillants non inscrits -comme dans la plupart des autres villes- qui jouent un rôle très important dans les échanges frontaliers.

L'influence sociale des commerçants va inciter désormais la plupart des chefs traditionnels (les Lamidos) à devenir plus actifs dans l'organisation des échanges frontaliers. Suivant leur mode d'intervention, on peut retenir deux cas :

- les chefs traditionnels se limitant à fournir aux gros commerçants une partie des récoltes achetées aux paysans à prix préférentiels ⁷

⁴ Pendant cette période de crise politique et économique, les échanges frontaliers entre le Nigéria et les pays voisins se sont particulièrement intensifiés. Ce commerce essentiellement alimenté par la contrebande était assuré par des commerçants très organisés. (Igué, 1976).

⁵ Le musulman qui a fait son pèlerinage à la Mecque

⁶ E. Grégoire, (1986) est l'un des rares auteurs à avoir évoqué l'importance du facteur religieux (la religion musulmane) dans la dynamique des échanges régionaux.

⁷ Pour le paysan, vendre une partie de sa récolte au chef traditionnel constitue une forme de gage nécessaire pour bénéficier de la considération de ce dernier.

- les Lamidos qui, en plus de leur titre social, se sont reconvertis entièrement dans les activités commerciales. Ces derniers disposent de plusieurs entrepôts frontaliers, de véhicules de transport et d'hommes de main.

Cette nouvelle fonction des chefs traditionnels montre le rôle des échanges frontaliers dans la transformation des structures sociales de base. Désormais, la hiérarchie sociale n'est plus simplement définie par la fonction politique et religieuse des membres de la société, mais elle est aussi déterminée par le niveau d'intervention des différents acteurs dans les échanges. C'est cette dernière raison qui amène certains commerçants à rechercher la collaboration et l'appui direct des hommes politiques figurant dans la haute sphère du pouvoir d'Etat, pour accéder au sommet de la hiérarchie sociale : le groupe très restreint des importateurs. En effet, en raison des capitaux importants et des autorisations spéciales que l'activité d'importation nécessite, très peu de commerçants ont le privilège d'être importateurs.

Des enquêtes que nous avons menées dans la partie camerounaise de la zone frontalière de même que dans la ville portuaire de Douala, il ressort que seulement une poignée de commerçants contrôle les importations de riz, de blé et de farine de blé au Cameroun. Dans ce groupe, un homme assurerait à lui tout seul plus de la moitié des importations céréalières camerounaises. Originaire du Nord Cameroun, il aurait développé ses activités d'import-export depuis les années 60. Aujourd'hui, cet "El Hadj" serait devenu un personnage clé de l'activité de réexportation des céréales en direction du Nigéria. Toutes nos tentatives pour le rencontrer et pour cerner les mécanismes de ses transactions se sont avérées infructueuses.

Dans l'ensemble, les commerçants constituent un groupe très organisé dont la structure est pyramidale ⁸. En fonction de leur position dans la hiérarchie, on distingue : les importateurs, les grossistes, les demi-grossistes et les détaillants.

A. Les importateurs

Leur rôle est déterminant dans la mise en marché des céréales importées du marché mondial, notamment le riz et la farine de blé. En raison des mesures de prohibition adoptées au Nigéria à partir de 1987, les importateurs camerounais font venir par le port de Douala le riz et la farine de blé qui sont ensuite acheminés vers les principaux marchés frontaliers après avoir transité par les villes de Garoua et Maroua. De ces centres urbains, l'acheminement des produits vers les marchés frontaliers peut provenir de l'initiative des importateurs ou des grossistes et demi-grossistes. Souvent les accords entre les commerçants camerounais et nigériens placent les marchés frontaliers comme des centres de transit, de stockage des produits avant leur passage d'un côté à l'autre de la frontière. Ainsi, pour ce qui est des céréales importées, les commerçants camerounais approvisionnent les entrepôts frontaliers situés en territoire camerounais pour le compte de leurs homologues nigériens.

B. Les grossistes et demi-grossistes

Ils s'occupent à la fois des céréales importées qu'ils achètent chez les importateurs, et des produits vivriers locaux qui leur sont fournis soit par les chefs traditionnels reconvertis pour l'occasion en collecteurs de produits agricoles, soit par les producteurs ou leurs propres collecteurs.

Les demi-grossistes jouent un rôle de premier plan dans la mise en marché des produits vivriers locaux. En effet, après avoir collecté les marchandises à travers les marchés ruraux, ils peuvent soit les revendre aux grossistes (nationaux) qui disposent d'une logistique plus importante (véhicules de transport, entrepôts frontaliers...), soit les acheminer directement vers les marchés frontaliers.

C. Les détaillants

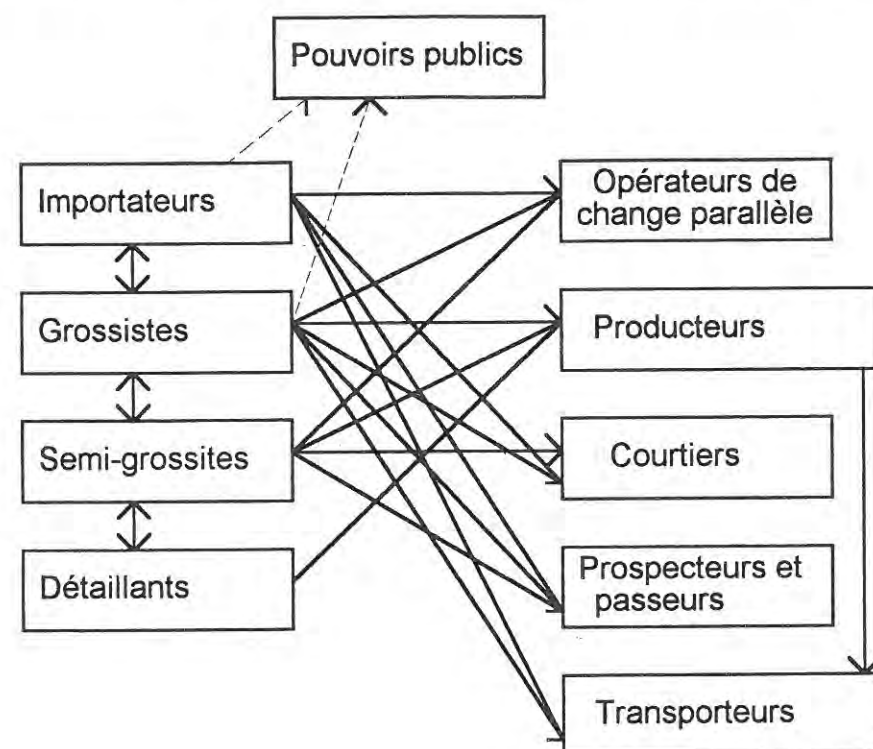
Les détaillants apparaissent comme des personnages de contact entre la sphère des hommes d'affaires les plus riches et les consommateurs (ménages). Ils s'approvisionnent en petites quantités auprès des demi-grossistes pour ce qui est des produits importés et auprès des producteurs pour les produits vivriers locaux.

L'étude des commerçants montre que malgré la structure pyramidale, les différents groupes formés ont des relations de type amont-aval et aval-amont qui renforcent la solidarité entre eux. Dans cette

⁸ Ce type d'organisation a déjà été évoqué dans plusieurs autres travaux sur les échanges marchands régionaux en Afrique de l'Ouest (AMSELLE, 1977, et GREGOIRE, 1986).

stratégie d'ensemble, les importateurs et grossistes ont souvent des affinités avec les pouvoirs publics. L'établissement des relations avec les appareils d'Etat apparaît comme une condition indispensable à l'exercice des activités commerciales. Aussi ont-ils besoin -de même que les demi-grossistes et détaillants- des services d'autres personnes avec qui l'organisation du commerce frontalier est assuré. Les relations que tissent les différents groupes de commerçants entre eux et avec les autres acteurs du commerce frontalier peuvent se schématiser de la façon suivante :

Tableau n° 4 : Relations entre les différents acteurs du commerce frontalier



Ce type d'organisation, qui laisse penser à une véritable division du travail, permet de mener à bien les opérations commerciales qui, le plus souvent, sont clandestines. Ainsi, plusieurs stratégies sont adoptées : corruption des agents de contrôle frontalier, tracé de plusieurs pistes contournant les postes de douane, organisation du trafic à partir d'un travail d'équipe. Avant l'acheminement des marchandises d'un point à l'autre à travers la frontière, plusieurs groupes d'hommes interviennent ; ce sont les opérateurs de change parallèle, les courtiers, les prospecteurs, les passeurs et les transporteurs.

2. Les opérateurs de change parallèle

Les activités de change parallèle ont vu le jour pendant la période coloniale avec l'usage de deux monnaies : la livre sterling anglaise et le franc français. Au lendemain des indépendances et à partir des années 70, date du renforcement des disparités économiques et monétaires entre le Nigéria et le Cameroun⁹, ces activités ont connu un essor considérable. Les opérateurs de change parallèle ont pour tâche de faire contourner aux commerçants les problèmes administratifs inhérents aux changes monétaires par l'intermédiaire des banques centrales avant toute transaction officielle, hors du territoire national. Le tableau suivant relatif à l'évolution de leur effectif sur certains marchés nous permet de cerner l'importance de leurs activités.

⁹ Cette question sera abordée dans le chapitre III.

Tableau n° 5 : Evolution de l'effectif moyen des opérateurs de change parallèle sur quelques marchés périodiques

Localités	Nombre d'opérateurs de change			
	Août 1988 (*)	déc. 88 janv. 89	Août 89	Juillet-août 90
Garoua	-	18	13	7
Gashiga	-	11	7	4
Boulai-Ibib	-	7	7	3
Mora	4	19	13	5
Mokolo	3	7	10	5
Kousseri	8	9	15	11
Gambaru	-	16	20	4
Pitoa	-	7	4	3
Fotokol	-	14	6	11
Banki	13	79	46	83
Total	28	187	141	136

Source : enquêtes de terrain.

On note un effectif d'opérateurs financiers sur les marchés périodiques plus élevé en décembre 88-janvier 89 qu'en juillet-août 90. En effet, le mois d'août dans cette partie du Nigéria et du Cameroun marque le début de la période des fortes pluies pendant laquelle les activités commerciales connaissent un ralentissement relatif.

L'évolution de l'effectif d'opérateurs financiers à Banki est frappante. Cette localité à cheval sur la frontière est le plus grand marché international dans l'espace Garoua-Gambaru.

Sur les marchés périodiques, les opérateurs constituent un groupe organisé. Ils occupent tous une place précise et pratiquent le même taux pour la conversion du naïra (monnaie nigériane) en franc CFA (monnaie camerounaise), ou vice versa. La question qui vient à l'esprit est de savoir comment ces hommes qui, apparemment ne disposent pas de moyens modernes de communication et d'information rapides (téléx, téléphone...), arrivent à se concerter et déterminer le taux de change. La question paraît d'autant plus intéressante que, d'une part, ce taux est partout le même dans un espace géographique donné, et, d'autre part, il est variable d'un jour à l'autre. Les critères de cette variation sont : la spéculation à l'étranger, le trafic de devises en vue d'avoir une monnaie convertible, les décisions économiques (surévaluation ou dévaluation officielle du naïra), les événements politiques (fermetures des frontières, changement de régime politique...). C'est dire donc que le taux de change est fixé selon la loi de l'offre et de la demande.

3. Les courtiers, les prospecteurs et les passeurs

Ces trois catégories d'acteurs travaillent la plupart du temps ensemble. Plusieurs d'entre eux sont des hommes de main des importateurs grossistes et des demi-grossistes.

- Les courtiers se chargent de trouver aux commerçants des partenaires en provenance du pays voisin le jour des marchés. Dans la majorité des cas, ils se connaissent tous et selon différentes demandes physiques et monétaires enregistrées, ils informent les commerçants et les changeurs concernés de la situation.
- Les prospecteurs, qui ont pour tâche le repérage exact des points de contrôle, organisent avec les commerçants le trafic clandestin.
- Les passeurs interviennent après que les prospecteurs aient fait leur travail. Les activités se limitent souvent au niveau de la frontière. Ils se chargent de faire franchir la ligne de partition aux marchandises, soit par des motocyclistes, soit par des propriétaires de véhicules.

4. Les transporteurs

Les transporteurs propriétaires de motos ou de véhicules se chargent de transporter les marchandises jusqu'aux entrepôts frontaliers et centres urbains. Plusieurs tactiques sont adoptées pour tromper la vigilance des agents de contrôle éventuels. Plusieurs types d'engins de transport participent à l'essor des échanges frontaliers. Le tableau de la page suivante nous en donne une idée.

Banki arrive en tête des localités par le nombre de véhicules et de taxis-motos. En effet, elle est le plus grand marché frontalier sur la voie la plus directe et la plus praticable reliant Maïdugari à Maroua (deux métropoles régionales).

Le grand nombre de véhicules à Gamboru vient du fait qu'on est en présence d'une ville relais située à la frontière sur l'axe routier Maïdugari-Kousséri. Gamboru (au Nigéria) et Kousséri (Cameroun) sont les deux principaux centres qui desservent la partie septentrionale de notre aire d'étude, ainsi que la République du Tchad en produits agro-alimentaires, manufacturés et pétroliers.

Si les commerçants et les autres acteurs ont une influence directe sur les échanges frontaliers, le rôle joué par les producteurs agricoles depuis quelques années ainsi que par les Etats n'est pas négligeable.

5. Les producteurs

La diversité des situations résultant à la fois des transformations paysannes et des projets de développement agricole, fait que les agriculteurs produisent non plus pour la seule autoconsommation, mais aussi pour le marché. Le paysan vend ses récoltes aux abords du champ ou sur la place du marché du village où interviennent les détaillants et les demi-grossistes (qui se chargent de la collecte). Depuis quelques années, certains agriculteurs amènent eux-mêmes leurs produits jusqu'aux marchés frontaliers, espérant ainsi gagner plus d'argent. Le plus souvent, la vente des produits agricoles par le paysan s'observe pendant la période suivant les récoltes (septembre-mars). Le prix des produits vivriers est au plus bas à ce moment, mais cela lui procure un revenu monétaire qui permet de faire face à certains problèmes, tels que la scolarisation des enfants, quelquefois l'achat d'engrais chimiques et de pesticides pour certaines cultures (coton, arachide, riz), les cérémonies coutumières, etc.

6. Les Etats nigérian et camerounais

L'influence directe ou indirecte des deux Etats sur les échanges frontaliers provient d'une situation de fait : il n'existe pratiquement pas d'accords harmonisant entre le Nigéria et le Cameroun les différentes mesures appliquées aux frontières dans le cas spécifique des échanges commerciaux¹⁰. L'appartenance des deux pays à des regroupements économiques régionaux différents - CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) pour le premier et UDEAC (Union Douanière des Etats de l'Afrique Centrale) pour le deuxième - fait qu'il s'établit souvent des disparités de politiques économiques qui stimulent les échanges. Ainsi, l'absence d'une coopération douanière - qui règlemente les échanges et définit le code des douanes - entre les deux pays crée des distorsions de tarifs sur lesquelles les commerçants se basent pour organiser le commerce frontalier. A titre d'exemple, depuis 1988 les importations de riz et de farine de blé sont interdites au Nigéria, mais au Cameroun, la réexportation des mêmes produits vers ce pays est plus ou moins autorisée.

Devant une telle situation, le rôle des Etats dans les échanges reste limité à celui du contrôle des flux de marchandises à partir des opérations de dédouanement ou de saisie qui s'opèrent dans les postes-frontières. Mais, dans la plupart des cas, la stratégie mise en oeuvre par les commerçants en liaison avec les autres acteurs, permet de contourner ces points de contrôle frontalier.

¹⁰ Un accord commercial avait été signé entre le Nigéria et le Cameroun pour le riz Semri. Ainsi, jusqu'en 1987/88, ce riz faisait l'objet d'un trafic officiel, organisé par les deux Etats. Pour plus de précisions, voir les circuits de commercialisation de produits vivriers locaux au chapitre II.

Tableau n°6 : Evolution de l'effectif moyen des moyens de transport participant aux échanges sur quelques principaux marchés frontaliers

	Année 1988						Juillet-août 1990					
	Transport personnes			Transport marchandises			Transport personnes			Transport marchandises		
	V (*) 5-9 places	Mini bus	V 3,5 t	V = 3,5 - 5 t		taxis-motos	V (*) 5-9 places	Mini bus	V 3,5 t	V = 3,5 - 5 t		taxis-motos
Gashiga	24	3	10	3	15	17	1	8	3	-	9	
Pitoo	70	15	20	6	19	87	9	16	4	3	16	
Boulai Ibib	17	9	4	5	2	14	7	9	3	1	5	
Gamboru	51	21	28	16	13	54	19	19	39	36	21	
Banki	97	26	21	26	48	96	24	31	21	22	74	

Source : Enquêtes de terrain
(*) V : véhicule

Conclusion

Après le commerce caravanier qui, pendant la période précoloniale, a dynamisé l'ensemble du Nord Nigéria et du Nord Cameroun, l'avènement de la colonisation et des indépendances, qui s'est traduit par le tracé d'une frontière séparant en deux les mêmes groupes socio-culturels, a favorisé l'essor d'une nouvelle forme de commerce : les échanges frontaliers. Ces derniers sont structurés principalement autour des entrepôts et marchés frontaliers à partir d'une organisation conséquente des commerçants et de leurs hommes de main. A ces éléments, on peut ajouter aussi les différentes voies de communication et les atouts du milieu naturel qui facilitent considérablement les transactions.

La stratégie des acteurs et le caractère ambivalent de certains marchés et entrepôts frontaliers - qui sont à cheval sur la frontière, appartenant à la fois au Nigéria et au Cameroun - font que le fonctionnement des échanges entre les deux pays échappent en grande partie aux contrôles des pouvoirs publics.

Chapitre II

Le fonctionnement des échanges

Les échanges commerciaux entre le Nord Nigéria et le Nord Cameroun portant sur une gamme très variée de produits et sont alimentés à partir des circuits essentiellement contrôlés par des commerçants privés. En raison des potentialités naturelles de la région, les échanges agricoles concernent les céréales (mil, sorgho, maïs, riz), les tubercules et racines (igname, patate douce, manioc), les légumineuses (haricot, voandzou, arachide), les fruits et légumes, les épices, le coton, les poissons séchés ou fumés, le bétail, etc. Aux côtés de ces produits locaux, on en note d'autres hors d'Afrique : le riz et la farine de blé. L'étude du commerce frontalier montre que généralement les flux de produits manufacturés sont la contrepartie des flux agricoles. Ainsi, les différents flux de marchandises se présentent comme suit :

- dans le sens Cameroun-Nigéria, nous avons les flux de vivriers locaux, de céréales importées faisant l'objet de réexportation, les flux de bétail, de poissons séchés et fumés, etc.
- dans le sens Nigéria-Cameroun, il y a une multitude de flux de produits manufacturés : les matériaux de construction (ciment, fer à béton, tôles ondulées, quincaillerie diverse), appareils électro-ménagers et électriques (climatiseurs, télévisions, vidéos, radio-cassettes...), automobiles, engins à deux roues (motos, vélos), pièces détachées, pneumatiques, lessives et détergents, cosmétiques, produits pharmaceutiques, les produits agro-industriels (lait, jus de fruit, conserves alimentaires, confiserie, etc.).

Le champ de notre étude étant circonscrit aux seuls produits agro-alimentaires, nous nous en tiendrons seulement à leur analyse. Pour mieux appréhender le fonctionnement des échanges, nous focaliserons notre attention sur l'ensemble des céréales ; les tubercules et racines et les légumineuses, en analysant les différents circuits commerciaux et les flux existants.

I. Les circuits de commercialisation

Ils sont de nos jours entièrement entre les mains des commerçants privés. Un seul circuit avait été créé et contrôlé par les Etats nigérian et camerounais à la suite d'un accord tacite ; il s'agissait du circuit du riz qui, avant de disparaître complètement en 1986, alimentait les marchés nigériens en riz blanchi et riz paddy à partir des productions de la Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua basée à Maga (Semry II) et Kousséri (Semry III) au Cameroun¹. Deux principaux axes routiers étaient utilisés pour l'acheminement des produits de la SEMRY au Nigéria.

- A partir de Maga plus à l'est de notre zone d'étude, le riz blanchi était écoulé sur les villes nigérianes de Maïdugari, Banchi, Kaduna, Kano, Katsina et Yola en passant par les marchés frontaliers de Banki, Kérawa et Dourbeye au Cameroun. Le riz paddy servait plutôt de semence (à cause de sa variété) dans les rizières de la région de Bama et du pourtour du lac Tchad au Nigéria.
- A partir de Kousséri situé au nord de l'espace Garoua-Gambaru, le riz blanchi partait vers les grandes villes du Nord Nigéria en passant par le marché frontalier de Gambaru.

Les analyses qui ont été faites sur ce circuit de commercialisation mis en place par les Etats Nigérian et Camerounais, montrent que son rôle dans les échanges a été marginal et très limité dans le temps (AFRICA INTERNATIONAL, 1989, p. VI et ENGOLA OYEP, 1988). De nos jours, sa disparition peut s'interpréter comme étant à la fois le fait :

- . de la stratégie des commerçants en liaison avec les autres acteurs des échanges frontaliers qui ont su créer et développer des circuits privés plus dynamiques,
- . de la dévaluation du naïra, monnaie nigériane qui a joué en défaveur de l'Etat camerounais²,
- . des problèmes de gestion qu'a connus la SEMRY³
- . et de l'application dans les deux pays du plan d'ajustement structurel⁴.

¹ La société en question a trois zones de culture de riz. En plus des deux sus-mentionnées, il y a la zone de Yagoua (Semry I).

² Voir chapitre III

³ Voir chapitre III

⁴ Voir chapitre III

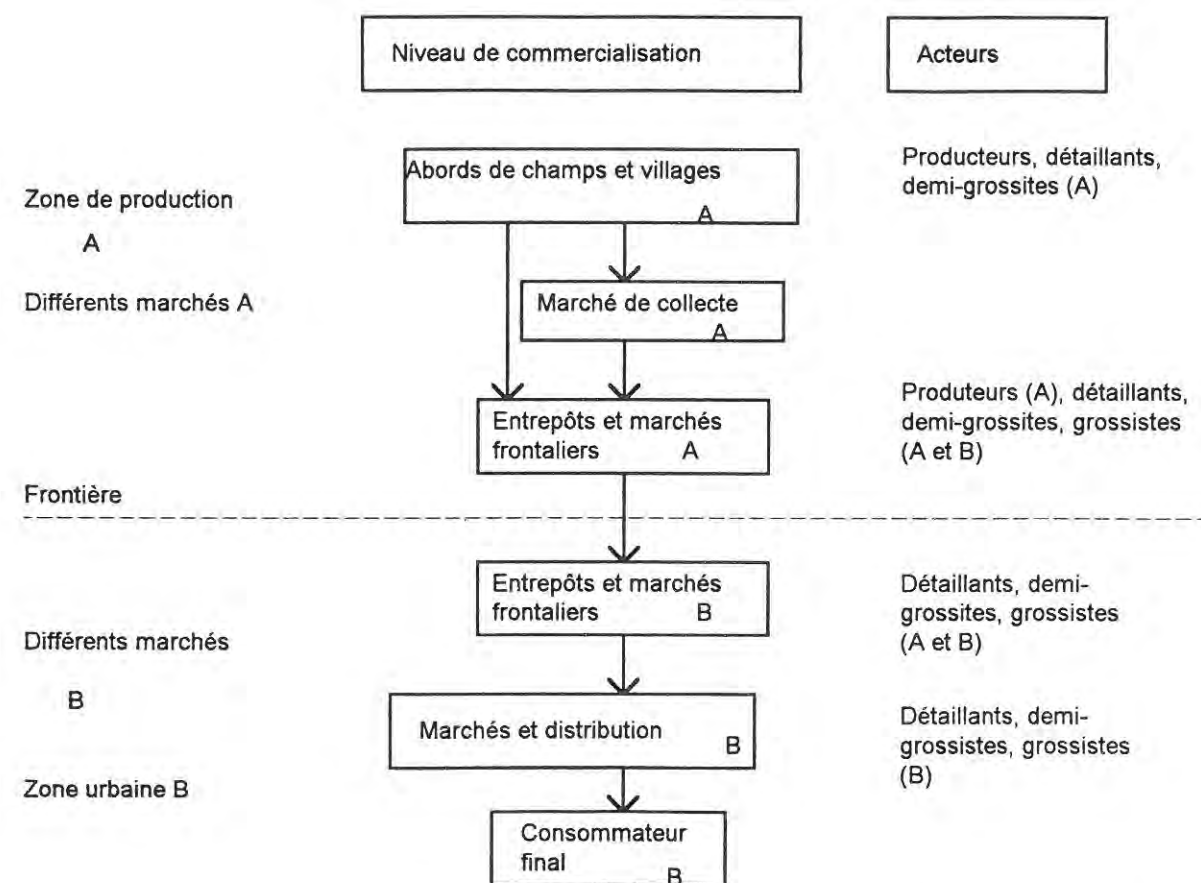
La diffusion des produits agro-alimentaires d'un pays à l'autre est donc assurée par des commerçants privés à partir de plusieurs circuits qui connaissent des ramifications à travers tout le Nord Nigéria et le Nord Cameroun.

Les échanges sont d'abord organisés au niveau national, à l'intérieur de chaque partie de la zone frontalière avant de connaître des prolongements transnationaux. En fonction de la nature des principaux produits verriers qui font l'objet de commerce intense, nous distinguons les circuits de produits locaux et les circuits de céréales étrangères (riz et farine de blé).

1. Les circuits de produits vivriers locaux

Ils sont tous organisés autour des différents marchés périodiques de la région. En tenant compte des différents niveaux de commercialisation, on peut schématiser l'ensemble des circuits de produits locaux de la façon suivante :

Tableau n° 7 : Description des circuits frontaliers de commercialisation des produits vivriers locaux



Généralement, la commercialisation des produits vivriers locaux se fait par étape, des zones de production jusqu'aux centres de consommation. Des principales zones de cultures, les marchandises sont d'abord acheminées par les producteurs vers les marchés de collecte où interviennent les détaillants et les demi-grossistes (qui jouent le rôle de collecteurs). Ces derniers se chargent ensuite de les convoier vers les entrepôts et marchés frontaliers pour les revendre à d'autres commerçants (détaillants, demi-grossistes et grossistes) originaires soit du Nigéria, soit du Cameroun. Les marchés frontaliers apparaissent donc comme des points de convergence de l'ensemble des commerçants à partir desquels la redistribution des produits s'effectue à travers les espaces nationaux. Au-delà de cette description très générale, il convient toutefois de distinguer les circuits de céréales, de tubercules et racines, et de légumineuses qui présentent tous des spécificités.

A. Les circuits de céréales

- La commercialisation du riz (blanchi : brisures, paddy) s'effectue à travers deux principaux circuits qui alimentent essentiellement le marché nigérien : le premier relie la région productrice de Kousséri à la ville de Maidugari avec, pour point de passage, le marché de Gamboru. Le deuxième met en contact la région de Yagoua (en retrait à l'Est de notre zone d'étude) avec les centres de consommation urbaine de Maidugari, de Bama et de Gwoza en passant par Maroua, Mora, Banki et Kérawa au Cameroun (Fig. 6).
- Le mil et le sorgho constituent les principales productions du Nord Nigéria et du Nord Cameroun. Elles instituent également la base de l'alimentation des populations. Les circuits créés à cet effet visent l'approvisionnement des centres urbains nigériens et camerounais. Le commerce de ces produits s'effectue donc en direction des deux pays et seul le différentiel de prix en détermine le sens. Dans leur dynamique spatiale d'un pays à l'autre, les marchés frontaliers de Gashiga, Demsa, Boudjouma, Boukoulou, Banki, Gamboru du côté camerounais, et Bélel, Dirlbisi, Ashigashiya, Kérawa, Banki, Sigal, Gamboru du côté nigérien, constituent les principaux points de passage.
- De façon générale, le maïs part du Nigéria (l'Etat de Gongola, ainsi que les régions centrales et méridionales du pays). Avant de pénétrer dans la partie camerounaise de la zone étudiée, les principales étapes sont : Dirlbisi, Mickika, Ashigashiya, Kérawa, Banki et Gamboru.

B. Les circuits des autres produits vivriers locaux

Nous entendons par "autres produits vivriers locaux" l'ensemble des tubercules et racines (igname, pomme de terre et manioc), les haricots, le niébé et les arachides.

- Tout comme le maïs, les tubercules et racines proviennent presque exclusivement du Nigéria (l'Etat de Gongola, le middle belt et le sud du Nigéria). Leur acheminement jusqu'aux marchés frontaliers nigériens s'effectue par des convois de camions. En raison de leur durée de conservation relativement courte, les commerçants vendent ces produits le plus rapidement possible. Les centres urbains du Nord Cameroun constituent les principales zones de consommation.
- Quant aux légumineuses (haricot, niébé et arachide), elles sont dans la plupart des cas acheminées du Cameroun vers le Nigéria.

Le haricot et le niébé sont principalement cultivés dans les plateaux Mandara, tant du côté camerounais que nigérien. Mais, en raison d'une demande très forte au Nord Nigéria, révélée par les résultats d'une enquête (HARRE, LAMBERT, 1989, p. 109), les commerçants se sont organisés pour créer un circuit qui part aussi du Cameroun. Ainsi, les produits sont d'abord collectés dans la plupart des marchés ruraux et acheminés vers Mora où ils sont stockés. De cette localité, ils sont ensuite envoyés vers Kérawa et Banki où les commerçants nigériens interviennent.

A la différence des autres circuits, celui des arachides connaît plus de ramifications à l'intérieur de l'espace Garoua-Gamboru. En tant que produits de rente, les arachides font plus l'objet de spéculation que les autres. Les exportations camerounaises en direction du Nigéria s'expliquent par une demande croissante. En effet, dans ce pays, la production est toujours stagnante (cf. tableau n° 22 page). Les principaux points de passage au Cameroun sont les marchés de Gashiga, Demsa, Kobossi, Boudjouma, Boukoulou, Mogode, Kérawa, Banki et Fotokol (en face de Gamboru).

Le fonctionnement des circuits de produits vivriers locaux ainsi constitués tient au fait qu'il s'établit entre le Nigéria et le Cameroun un différentiel de prix. Il procède de la conjonction de facteurs qui feront l'objet d'analyse dans le chapitre III comme déterminants des échanges frontaliers, suivant les prix pratiqués le long de ces circuits : entre la zone de production et la zone de consommation, chaque type de commerçant réalise sa marge bénéficiaire.

C. Le comportement des prix le long des circuits

Il n'y a pas généralement de prix garantis aux producteurs, et lorsqu'il existent, ils sont si bas par rapport aux prix du marché que les producteurs préfèrent vendre leurs produits aux commerçants. En raison des coûts et du niveau de production qui changent d'un pays à l'autre, les prix varient aussi le long des circuits. L'évolution spatiale des prix permet ainsi de déterminer l'orientation des flux. Le tableau 8 nous en donne une idée.

Figure 6 : Circuit des produits vivriers locaux

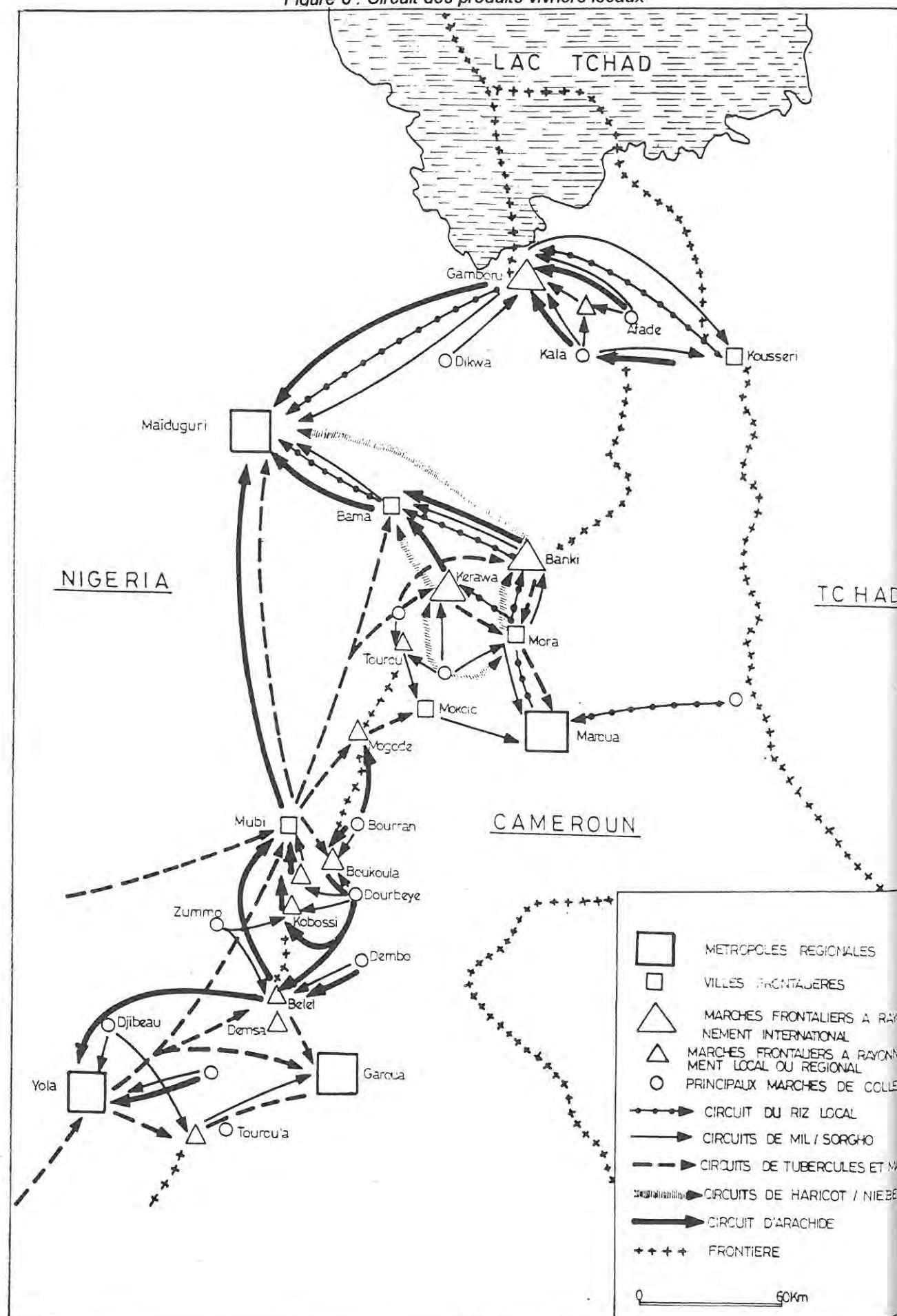


Tableau 8 : Evolution des prix des produits vivriers locaux sur quelques circuits de commercialisations : décembre 88 - janvier 89 (en FCFA par sac d'environ 100 kg)

	Zone de production		Zone de transmission (frontière)		Zone de consommation	
	Marché de	Prix	Marché de	Prix	Marché de	Prix
Riz SEMRY (brisures)	Kousséri C Yagoua C	17000 13000	Gamboru F Banki F	18000 15220	Maiduguri N Bama N	- 15860
Mil blanc	Pitoea C Mora C	4500 6500	Gashiga F Banki F	6000 7000	Yola N Bama N	- 7450
Mil rouge	Mora C Kousséri C	4600 6000	Banki F Gamboru F	5000 8235	Bama N Maiduguri N	5880 -
Maïs	Yola N	-	Gashiga F	5500	Garoua C	6000
Haricot blanc	Mora C	10500	Banki F	13000	Bama N	14115
Niébé	Mora C	8000	Banki F	9500	Bama N	11370
Arachide décortiquée	Mora C	16000	Banki F	16500	Bama N	18820
Patate douce	Bama N	4310	Banki F	5000	Mora C	6500

Source : Enquête de terrain

(C) : marché camerounais

(F) : marché frontalier

(N) : marché nigérian

Banki paraît avoir une importance certaine dans les échanges frontaliers. En effet, ce marché constitue une étape décisive dans l'acheminement des marchandises d'un pays à l'autre. Les prix des produits dans l'ensemble des marchés frontaliers se situent au niveau intermédiaire de ceux pratiqués dans les zones de production et de consommation.

Il n'y a donc pas de prix unique pour chaque type de produit vivrier d'un marché à un autre. Cette évolution spatiale des prix explique le comportement des commerçants (soucieux d'obtenir une marge bénéficiaire importante entre deux marchés) qui se déplacent sur les différents centres d'offre.

Par ailleurs, le prix varie dans le temps : semaine, mois, année. Il fluctue selon plusieurs critères dont l'un des plus importants est l'abondance des produits à un moment donné et sur un marché donné. Le tableau suivant nous donne une idée de cette évolution sur certains marchés.

Tableau 9 : Evolution temporelle des prix agricoles selon les périodes d'abondance et de pénurie sur certains marchés (en FCFA par sac d'environ 100 kg)

	Cameroun				Frontière		Nigéria	
	Garoua		Mora		Banki		Bama	
	P1	P2	P1	P2	P1	P2	P1	P2
Riz SEMRY (brisures)	14000	14000	12000	14000	15000	16530	15860	17480
Riz Paddy	-	-	-	-	9500	9500	9500	10500
Mil blanc	7500	9500	6500	6500	7000	5820	7450	7000
Mil rouge	6000	8000	4600	6000	5000	5200	5860	6080
Maïs	6000	8000	-	-	7000	4525	7060	5850
Haricot blanc	12000	16000	10500	11000	13000	11600	14115	13250
Niébé	9500	-	8000	9000	9000	10750	11370	12500
Arachide	14500	15000	16000	14000	16500	14500	18820	15000
Arachide décortiquée	6000	5000	6500	6000	5000	4610	4310	5425

Source : Enquêtes de terrain

P1 : moyenne de décembre 88 - janvier 89

P2 : moyenne de juillet - août 89

Dans la partie camerounaise de la zone d'étude, on note une hausse générale des prix en juillet-août 89 par rapport aux mois de décembre 88 et janvier 89.

Dans la partie nigériane, la tendance est plutôt à la baisse, notamment pour le mil blanc, le maïs, le haricot blanc et les arachides. En réalité, cette baisse n'est qu'apparente ; elle est la conséquence de la décote du naira sur la marché parallèle de change : plus de 30 % en juillet - août 89 par rapport à décembre 88 - janvier 89 (cf. tableau n° 32 page 67). C'est dire que dans la partie nigériane (Bama) également -en tenant compte de la monnaie nationale (le naira)- les prix des produits sont nettement plus élevés pendant la deuxième période d'enquêtes. Toutefois, malgré la conversion en FCFA, les prix du riz (brisures) et du riz paddy connaissent une hausse en décembre 88 et janvier 89.

Les prix sur le marché frontalier de Banki évoluent différemment selon que les produits proviennent du Nigéria ou du Cameroun. Ainsi, par exemple, pendant que les prix du riz (brisures) camerounais ont augmenté de plus de 10 % (en équivalent CFA), ceux du maïs nigérien ont baissé de plus de 35 % (en équivalent CFA). Ce comportement ambivalent des prix (dans leur évolution temporelle) à Banki confirme le rôle des marchés frontaliers dans les échanges. Nous pouvons, en effet, les considérer comme étant des centres de diffusion des effets de politiques d'Etats hors des cadres nationaux. De ce point de vue, la décote du naira sur le marché parallèle de change -qui est la conséquence d'une dévaluation officielle- rend plus compétitifs les produits nigériens⁵.

L'étude de l'évolution des prix le long des circuits de produits vivriers d'origine locale montre qu'il s'établit des fluctuations (tant au niveau spatial que temporel) qui déterminent le comportement des commerçants et par conséquent l'orientation des flux.

Le fonctionnement des circuits de céréales en provenance du marché mondial diffère quelque peu de celui des autres précédemment décrits.

2. Les circuits de céréales étrangères

Ils ont été créés depuis le début des années 70 pour l'activité de réexportation vers le Nigéria. Les céréales étrangères qui font l'objet de commerce intense sont le riz et la farine de blé. La mise en vente de ces produits provient de l'initiative des importateurs. Depuis les mesures de prohibition adoptées au Nigéria (1987 pour le riz et 1988 pour le blé) pour développer les productions nationales, les deux produits ne font plus l'objet d'importations officielles. Mais leur circulation dans l'espace Garoua-Gamboru montre que les commerçants parviennent à contourner les mesures draconiennes de la politique nigériane.

En effet, du marché mondial, le riz et la farine de blé sont débarqués au port de Douala (au Cameroun) à partir duquel leur diffusion vers le Nord est organisée. Les villes de Garoua et Maroua constituent les premières étapes à partir desquelles la réexportation en direction du Nigéria est organisée. Ainsi, les grossistes et demi-grossistes achètent aux importateurs les marchandises qu'ils se chargent d'acheminer jusqu'aux entrepôts et marchés frontaliers camerounais : Bamaké, Gashiga, Demsa, Kobossi, Boudjouma, Boukoulou, Kérawa, Banki, Fotokol (en passant par la ville de Kousséri). Il arrive que les importateurs acheminent eux-mêmes les produits jusqu'à ces centres commerciaux (notamment Banki) où viennent intervenir les commerçants nigériens. Dans la diffusion des marchandises en direction du Nigéria, deux types de voies sont empruntées :

- les cours d'eau : la Bénoué, au Sud de l'espace étudié, qui permet d'approvisionner la ville de Yola et les localités environnantes à partir de Garoua et Bamaké ; la rivière El Beid au Nord qui est utilisée pour ravitailler le marché de Gamboru à partir de Fotokol.
- la multitude de routes et pistes terrestres tracées à travers la frontière par les commerçants et qui relient les principales localités nigériennes et camerounaises entre elles.

Depuis la prohibition du riz et du blé au Nigéria -les transactions transfrontalières s'effectuent de façon clandestine. Les zones de consommation finale de ces produits sont à la fois les centres urbains et ruraux, ce qui montre leur importance grandissante dans les habitudes alimentaires. Le rôle joué par les demi-grossistes et détaillants dans leur diffusion en zones rurales, est actif. La vente s'effectue au kilogramme sur les marchés périodiques ou à partir des magasins et boutiques installés à proximité.

⁵ Cette remarque fera l'objet d'un développement dans le chapitre III.

Tableau 10 : Description des circuits de réexportation de riz et de la farine de blé en direction du Nigéria

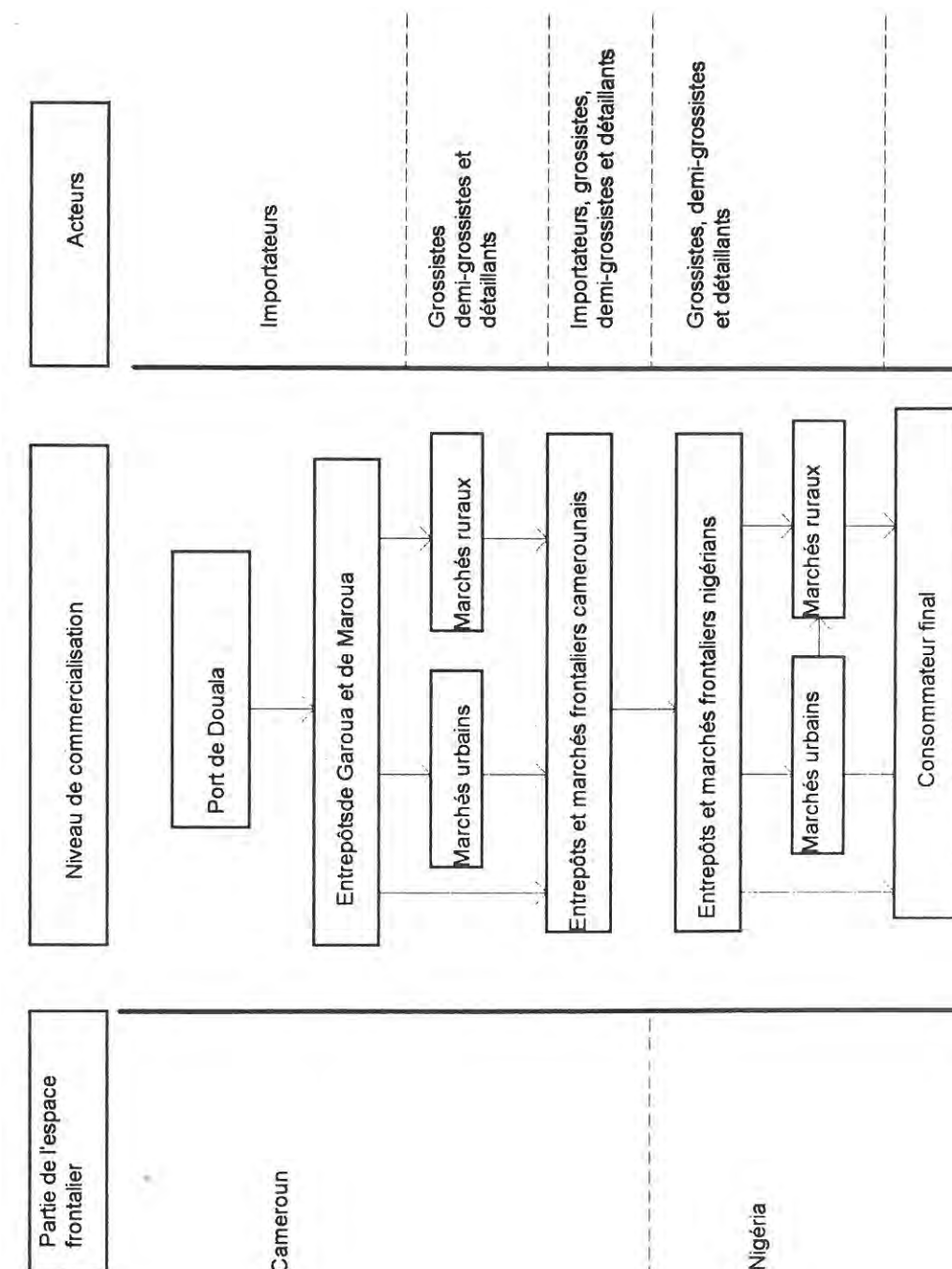
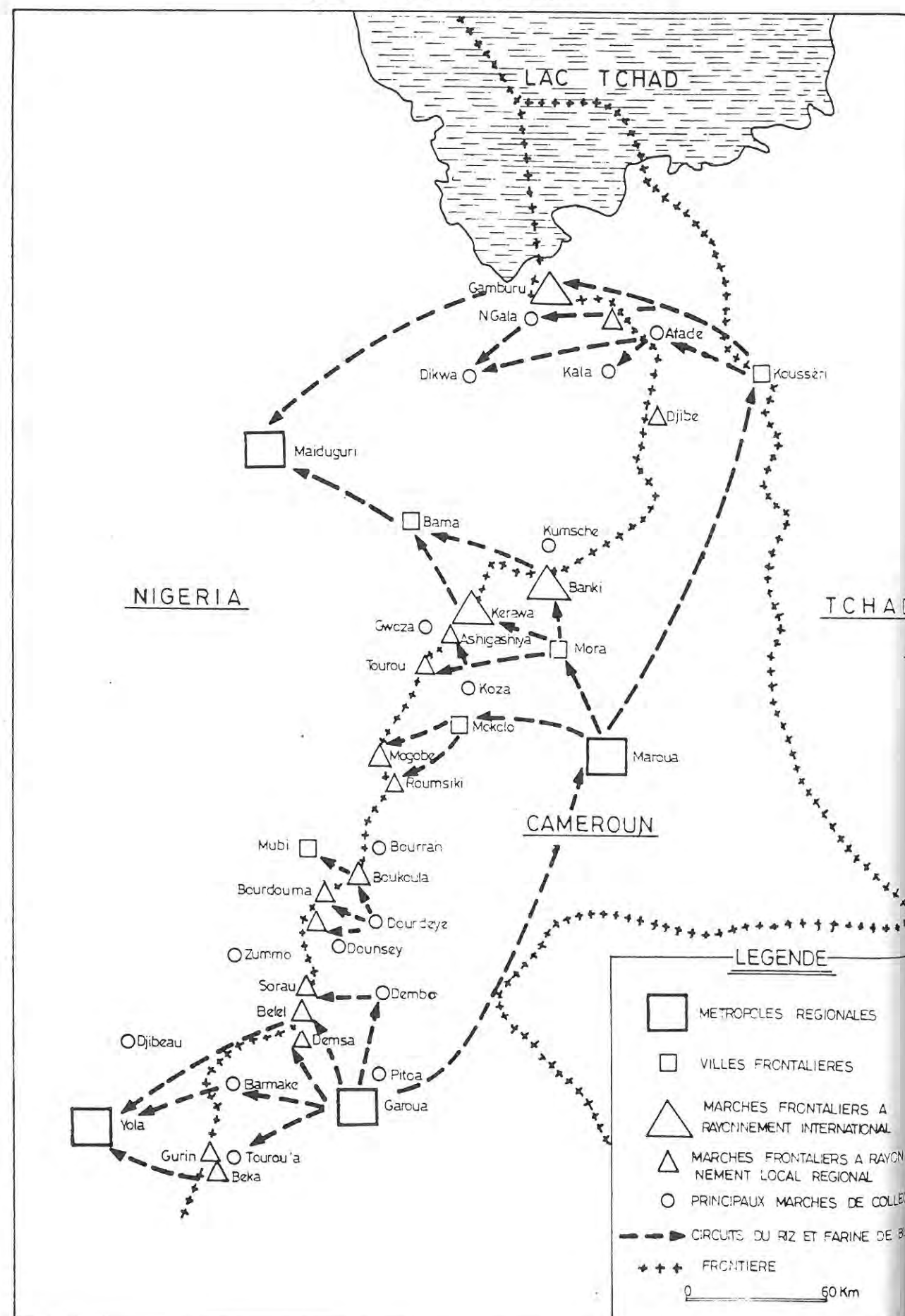


Figure 7 : Circuits de riz et de farine de blé



Dans l'ensemble, les circuits de produits agro-alimentaires, de par leurs nature et diversité, influent sur le système des échanges. A travers ces circuits, les commerçants possèdent de multiples entrepôts, magasins et boutiques dont le mode de ravitaillement et celui des marchés frontaliers échappent aux contrôles des Pouvoirs Publics. Les transactions clandestines qui s'effectuent à grande échelle montrent que les commerçants se sont adaptés aux problèmes spécifiques de la région (tracé de la frontière, création des postes douaniers, etc.) par leur type d'organisation. Pour mieux comprendre cette situation, nous nous proposons d'évaluer les flux de marchandises.

II. L'évaluation des flux

Elle sera faite à partir des statistiques douanières et des échanges qui se déroulent sur les marchés frontaliers.

1. Une appréciation à partir des statistiques douanières

Les statistiques douanières renseignent sur le volume des marchandises ayant fait l'objet d'opérations de dédouanement ou de saisies.

Pour ces opérations, plusieurs postes douaniers jalonnent la zone de Garoua-Gamoru. Le plus souvent, ils sont situés l'un en face de l'autre et de part et d'autre de la frontière. Du Nord au Sud, les principaux sont :

Au Nigéria

- Gamboru
- Banki
- Kérawa
- Michika
- Mubi
- Yola

Au Cameroun

- Fotokol
- Limani (Amchidé)
- Kérawa (Kolofata)
- Mogodé
- Dourbeye
- Gashiga (Garoua)

Les statistiques, que nous avons eues à notre disposition, concernent la partie camerounaise de la zone d'étude.

En raison du mauvais état des voies de communication et de l'importance du trafic, les opérations d'enregistrement et de dédouanement se font plus au niveau de Fotokol, de Limani et de Gashiga pour ce qui est du côté camerounais.

Les autres postes de douanes tels que Mogodé, Dourbeye, Kourgui, Dembo et Boukoulou sont considérés comme secondaires.

La collecte des statistiques douanières dans cette zone d'intenses activités commerciales n'est pas chose facile. Pour la plupart des responsables des douanes, ces données chiffrées ont un caractère confidentiel. Les seules données que nous avons obtenues proviennent de Garoua et Limani et ne concernent qu'une période relativement courte, comme on peut le constater sur les deux tableaux suivants :

Tableau n° 11 : Exportations camerounaises en direction du Nigéria

Années	Riz		Coton	
	Quantité (tonnes)	Valeur (FCFA)	Quantité (tonnes)	Valeur (FCFA)
1984	33517,5	4 591 897 500	-	-
1985	14500	1 986 500 000	-	-
1986	7 987	1 094 321 750	-	-
1987	-	-	944,6 (1)	944 600 000
1988	-	-	3 989,7	3 989 700 000
1989	-	-	2 267,7 (2)	2 267 700 000

Source : Délégation Provinciale des Douanes - Garoua

(1) Période du 03/06/87 au 30/12/87

(2) Période du 01/01/89 au 30/06/89

Tableau n° 12 : Evolution des exportations du Cameroun de janvier à août 1988
à partir de Limani (Banki) - Quantité par sac d'environ 100 kg valeur en Francs CFA

Mois	Produits						Total	
	Riz		Blé/Farine de blé		Poisson séché			
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Janvier	76,5	6 250 000	47	2 300 000	4,12	608 000	127,6	9 158 000
Février	33	3 000 000	75	3 575 000	4,12	608 000	112,1	7 183 000
Mars	25	2 000 000	102,5	4 925 000	-	-	127,5	6 925 000
Avril	45	4 800 000	127,5	6 525 000	-	-	172,5	11 325 000
Mai	50	8 000 000	120	6 300 000	-	-	170	14 300 000
Juin	32,5	2 000 000	12,5	1 000 000	-	-	45	3 000 000
Juillet	134	11 400 000	40	2 000 000	-	-	174	13 400 000
Août	40	3 800 000	-	-	-	-	40	3 600 000
Total	436	41 050 000	524,5	26 625 000	8,24	1 216 000	968,7	68 891 000

Source : Poste de douane de Limani (Banki)

Les produits en provenance du Cameroun, qui font davantage l'objet de dédouanement, sont le riz et la farine de blé. Le riz est produit localement, cependant une grande part des exportations provient de l'étranger (Chine, Pakistan, Thaïlande...) ainsi que la farine de blé (France, USA...). Il s'agit donc surtout d'activités de réexportation en direction du Nigéria.

Entre 1984 et 1986, on note une baisse graduelle des exportations et réexportations de riz vers le Nigéria à partir du poste douanier de Gashiga. Cette baisse qui est de 76,2 % s'explique par les mesures de restriction à l'importation adoptées par l'Etat nigérian : licences, augmentation des tarifs douaniers... Mais on verra plus loin qu'en réalité, le volume des flux n'a pas diminué -au contraire, il a augmenté-, seulement les commerçants évitent de plus en plus les opérations d'enregistrement aux postes douaniers.

Parallèlement, le coton qui n'est pas astreint aux mêmes restrictions que le riz et la farine de blé, fait l'objet de transactions enregistrées en direction du Nigéria.

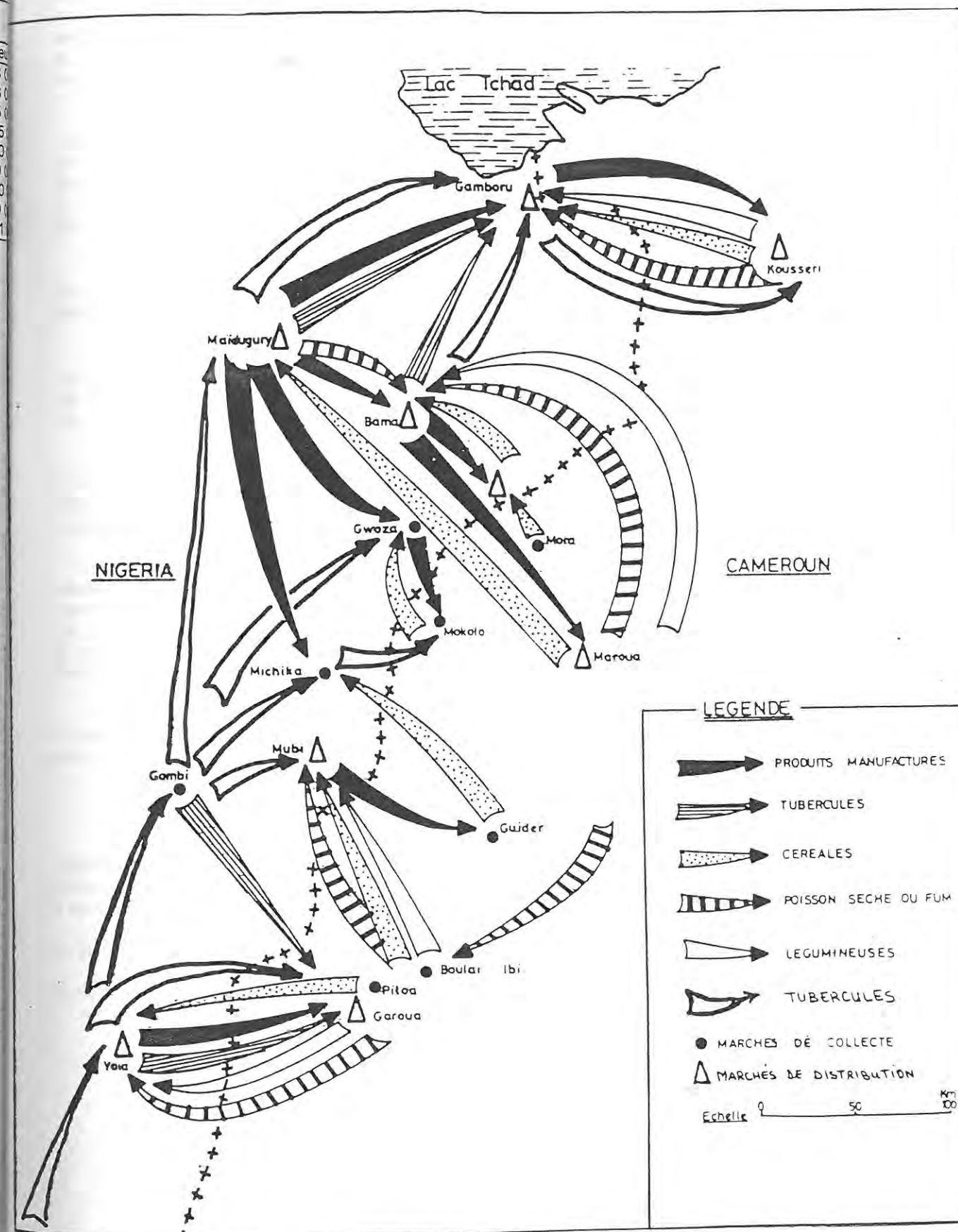
L'évolution mensuelle des exportations camerounaises à partir de Limani est irrégulière avec des pointes en avril, mai et juillet. La baisse enregistrée particulièrement en août s'explique par le fait que, de juillet à septembre, la plupart des routes deviennent difficilement praticables à cause des pluies qui constituent un handicap aux échanges.

Les importations camerounaises concernent les produits agricoles (tubercules, noix de cola, fruits et légumes) et surtout les produits manufacturés (matériel électrique et électro-ménager, les voitures et engins à deux roues, les engins agricoles, les boîtes de conserve, les boissons, etc.). Pour le deuxième type de produits, aucune information chiffrée n'a pu être fournie par les responsables de douanes. Cette attitude montre que les échanges frontaliers s'organisent quelquefois avec la complicité des douaniers.

En raison du caractère artificiel de la cohésion sociale des populations riveraines et du contrôle peu efficace par les douaniers, la grande partie des transactions frontalières s'effectue de façon parallèle. En effet, lorsqu'on considère les quantités totales de riz et de farine de blé exportées par le Cameroun à partir de Limani, cela revient à dire que respectivement 1,81 tonne (soit 36 sacs de 50 kg) et 2,18 tonnes (soit 44 sacs de 50 kg) franchissent chaque jour la frontière⁶. Si l'on se réfère au nombre de véhicules lourds et légers qui participent chaque jour ou chaque semaine à l'acheminement des marchandises agricoles en direction de Banki via Limani, on peut affirmer que les statistiques douanières ne reflètent pas la réalité. Pour remédier à cette insuffisance, nous nous proposons d'apprécier les flux de marchandises à partir des marchés périodiques situés dans la zone frontalière.

⁶ Pour obtenir ces chiffres, il nous a fallu diviser 436 tonnes de riz par le nombre de jours que comptent 8 mois (de janvier à août 1988) et diviser également 524,5 tonnes de farine de blé par 240 jours environ au total.

Figure 8 : Principaux flux commerciaux de produits agro-alimentaires



2. Une évaluation à partir des échanges sur les marchés périodiques

L'appréciation des quantités de marchandises qui traversent la frontière à partir des marchés périodiques n'est pas chose facile. Faute d'informations fiables sur la question, l'analyse ne peut se faire qu'à partir d'enquêtes reposant sur une base déductive pour certains éléments et estimative pour d'autres. Les difficultés de cette analyse résident dans la nature même des échanges et l'organisation des commerçants. Le choix des marchés enquêtés tient compte de leur rôle dans les circuits d'échanges. Les résultats obtenus sont présentés sur les deux tableaux 13 et 14.

Les quantités de marchandises agricoles exposées sur l'ensemble des marchés en décembre 88 - janvier 89, sont plus importantes que celles de juillet-août 89. En effet, la première période d'enquêtes correspond à celle d'après récoltes pendant laquelle les disponibilités sont relativement plus grandes, alors que la deuxième correspond à la fois à celle de soudure (d'où pénurie relative) et des pluies (qui limitent quelque peu l'approvisionnement des marchés à cause de la nature de certaines routes).

La baisse des quantités de produits manufacturés pendant la deuxième période d'enquêtes par rapport à la première, s'explique seulement par la nature des routes camerounaises qui ne facilitent pas la diffusion des marchandises pendant une bonne partie de la saison pluvieuse.

On peut donc dire que les marchés périodiques sont plus animés pendant la saison sèche (qui est celle d'abondance vivrière) que pendant la saison pluvieuse marquée par une relative pénurie des produits agricoles locaux et l'état défectueux des routes. Cette situation d'ensemble a des répercussions sur le volume des flux échangés entre le Nord Nigéria et le Nord Cameroun.

Parmi les marchés frontaliers, celui de Banki est de loin le plus important, et constitue de ce fait le principal couloir de passage des marchandises d'un pays à l'autre. Le volume des échanges à partir de ce marché -selon la nature des produits- est 2 à 5 fois supérieur au volume des transactions effectuées sur les marchés de Gamboru et de Kérawa.

Contrairement aux autres marchés frontaliers, la vente des marchandises s'effectue quotidiennement à Banki et à Gamboru. Les différents entrepôts, magasins et boutiques y contribuent énormément. Par rapport aux quantités échangées les jours de marché (animation hebdomadaire), d'après nos résultats d'enquêtes (cf. annexe, tab. n°2), on peut évaluer à 20 % les quantités de riz et de farine de blé qui franchissent la frontière chaque autre jour de la semaine, et à 10 % celles des autres produits agricoles et manufacturés.

En tenant compte de ces résultats et des données du tableau n° 15, on peut tenter d'estimer le volume annuel des flux de marchandises à travers certains marchés frontaliers. Pour cela, il nous faut procéder par étape :

1. Faire la moyenne des deux périodes d'enquêtes.
2. Pour les marchés de Banki et Gamboru :
- multiplier par 20% les quantités de riz et de farine de blé obtenues en premier
- multiplier par 10% les quantités des autres produits agricoles et manufacturés obtenues en premier
3. Multiplier par 6 les résultats obtenus précédemment en 2 pour obtenir les quantités échangées sur les marchés de Banki et Gamboru pour chaque type de produits pour les six autres jours de la semaine.
4. Additionner les chiffres de 3 aux moyennes obtenues en 1 pour les marchés de Banki et de Gamboru. Ainsi, on obtient le total des quantités échangées pendant une semaine.
5. Multiplier par 52 (le nombre de semaines dans l'année) les quantités hebdomadaires pour avoir les moyennes annuelles.

Tableau 13 : Evolution des quantités et origine des produits agricoles et manufacturés sur certains marchés et l'espace frontalier Nord Nigéria - Nord Cameroun
Moyenne des jours de marché en décembre 88 - janvier 89 et juillet - août 1989

(Produits agricoles : par sac d'environ 100 kg)
(Produits manufacturés en tonnes)

	MARCHES URBAINS						MARCHES RURAUX						MARCHES FRONTALIERS					
	MORA			GAROUA			BAMA			BOULAI IBIB			PITOA			BANKI		
	Q1	Q2	O	Q1	Q2	O	Q1	Q2	O	Q1	Q2	O	Q1	Q2	O	Q1	Q2	O
AGRICILES																		
Riz paddy	28	33	C	118	54	N	645	240	N	12	45	C	80	640	CN	830	400	N
Riz Senny	322	190	C	1584	1125	CN	122	75	C	38	30	C	465	59	C	1000	55	C
Mil et sorgho	-	11	C	82	29	C	573	425	CN	10	10	C	54	10	C	28	26	CN
Mais	27	46	C	56	26	C	67	31	C	4	4	C	10	60	C	320	80	CN
Niebe	116	30	C	67	45	CN	106	27	CN	83	26	C	9	80	C	500	420	CN
Haricot	226	115	C	180	305	CN	185	90	C	260	83	C	122	80	C	700	790	TP
Arachide	-	80	N	486	735	TP	488	345	N	58	26	C	318	140	TPC	-	300	TCh
Riz importé (1)	86	80	TP	-	-	TPCh	270	380	F	37	5	FUSA	200	260	C/F	475	600	C/F/USA
Farine de blé (1)	-	110	-	270	460	F	85	380	F	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MANUFACTURES																		
Jus de fruit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	70	40	N
Matériaux de construction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	200	50	N
Boîtes de conserve	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	50	10	NC
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	60	30	N
Source : Enquêtes de marché																		
O : origine																		
NC : produits venant surtout du Nigéria																		
CN : produits venant surtout du Cameroun																		
F : France																		
Ch : Chine																		
P : Pakistan																		
USA : Etats-Unis d'Amérique																		
T : Thaïlande																		
Q1 : Quantité estimée en déc. 88 - janv. 89																		
Q2 : Quantité estimée en juil. - août 89																		
(1) : sac de 50 kg																		

Tableau 14 : Estimation des quantités de marchandises ayant traversé la frontière à partir de quelques marchés frontaliers (moyenne des jours de marché)

	Kérawa		Banki		Gaboru	
	déc. 88-janv. 89	juil.-août 89	déc.-jan. 89	juil.-août 89	déc. 88-jan. 89	juil.-août 89
Riz (1)	C	N	C	N	C	N
Farine de blé	NE	8	65	44	-	5
Mil/Sorgho	NE	7	30	30	-	3
Maïs (2)	NE	5	15	6	5	1
Niébé/haricot	NE	-	-	-	0,1	-
Arachide	NE	12	10	8	-	3
Igname	NE	3	15	18	18	4
Jus de fruit	NE	-	-	-	5	-
Matériaux construction	NE	-	-	-	1	-
Boîtes de conserve	NE	-	-	-	0,2	-
Autres produits manufacturés	NE	-	-	-	2	-

Source : Enquêtes de terrain
C : en direction du Cameroun
N : en direction du Nigéria
NE : non enquêté

(1) Equivalent riz blanchi
100 kg paddy : 0,8 kg riz blanchi étuvé
: 0,66 kg riz blanchi brisures

(2) Il s'agit à la fois du maïs en grains
et de la farine de maïs produit industriel-
lement au Nigéria et qui se présente en
sacs de 5 kg

Ainsi, par exemple pour obtenir :

- la quantité moyenne annuelle de riz acheminée vers le Nigéria en 1989, à partir de Banki, on devra faire :

$$\frac{(65 + 44)}{2} = 54,5 ; \frac{(54,5 \times 20)}{100} \times 6 = 65,4$$

$$65,4 + 54,5 = 119,9 ; 119,9 \times 52 = 6\,234,8$$

On peut donc faire l'hypothèse que plus de 6 000 tonnes de riz ont été acheminées vers le Nigéria en 1989 à partir du marché de Banki.

- la quantité moyenne annuelle de maïs ayant franchi la frontière à l'entrée du Cameroun à partir du marché de Gaboru serait de :

$$\frac{0,5 + 0,1}{2} = 0,3 ; \frac{(0,3 \times 10)}{100} \times 6 = 0,18$$

$$0,18 + 0,3 = 0,48 ; 0,48 \times 52 = 24,96 \text{ (soit 25 tonnes).}$$

Ainsi, environ 25 tonnes de maïs auraient été envoyées au Cameroun en 1989 à partir du marché de Gaboru. En tenant des deux modes de calcul, on obtient les résultats affichés sur le tableau suivant :

Tableau 15 : Estimation des quantités de marchandises ayant traversé la frontière à partir de quelques marchés (moyenne annuelle : 1989) (en tonnes)

	KERAWA		BANKI		GAMBORU		TOTAL	
	C	N	C	N	C	N	C	N
Riz blanchi	-	416	-	6234,8	-	972,4	-	7623,2
Farine de blé	-	364	-	3432	-	629,2	-	4425,2
Mil/sorgho	364	260	1206,4	873,6	332,6	41,6	1903	1175,2
Maïs (1)	104	-	665,6	-	25	-	794,6	-
Niébé/haricot	-	624	-	748,8	-	249,6	-	1622,4
Arachide	52	156	-	1372,8	-	416	52	1944,8
Igname	312	-	2787,2	-	2662,4	-	5761,6	-
Jus de fruits	208	-	582,4	-	457,6	-	1248	-
Matériaux de construction	52	-	332,6	-	83,2	-	467,8	-
Boîtes de conserve	52	-	83,2	-	12,5	-	147,7	-
Autres produits manufacturés	260	-	707,2	-	104	-	1071,2	-

Source : Enquêtes de terrain

C : en direction du Cameroun
N : en direction du Nigéria

(1) Il s'agit à la fois du maïs en grain et de la farine N de maïs produit industriellement au Nigéria, qui se présente en sacs de 5 kg.

Le riz et la farine de blé sont les principaux produits acheminés vers le Nigéria. Viennent ensuite l'arachide, le haricot, le niébé, le mil et le sorgho. La quasi-totalité des transactions en direction du Nigéria concerne les produits vivriers, ce qui montre le rôle du Nord Cameroun dans l'approvisionnement vivrier du Nord Nigéria.

En contrepartie, le Nigéria offre au Cameroun les produits manufacturés et de plus en plus de produits vivriers : l'igname, le mil, le sorgho et le maïs.

Dans l'ensemble, l'importance des flux constatés varie dans le temps et d'un pays à l'autre.

En rapprochant par exemple les résultats obtenus sur Banki dans ce tableau aux données de douane du poste de Limani (Banki) : tableaux n° 12 et 13, on s'aperçoit que la grande partie des échanges qui s'effectuent entre le Nord Nigéria et le Nord Cameroun n'est pas comptabilisée par les appareils statistiques d'Etats. La remarque paraît d'autant plus importante qu'officiellement, l'importation des céréales, notamment le riz et la farine de blé, est prohibée au Nigéria depuis 1987 et 1988.

Conclusion

L'étude du fonctionnement des échanges frontaliers des produits agro-alimentaires montre que le dynamisme commercial de l'espace Garoua-Gambaru n'est pas le résultat des relations inter-étatiques. Ce fonctionnement est même préjudiciable pour les Etats et rend en effet difficile la définition correcte des politiques agricoles puisqu'il s'effectue de manière informelle. Mais il procède d'une combinaison de facteurs socio-économiques dont l'origine remonte à la période précoloniale. L'apparition de la frontière entre le Nigéria et le Cameroun, loin de constituer un handicap pour les opérations commerciales, les a plutôt stimulées, contraignant les différents acteurs à s'adapter au nouveau contexte géopolitique de la région. Les différents circuits commerciaux qui se sont développés sous l'impulsion des commerçants dynamiques et organisés débordent de leur cadre national et polarisent un espace transnational (l'espace Garoua-Gambaru) dont la gestion économique par les Etats qui l'encadrent est devenue particulièrement difficile. En effet, en détournant les effets des politiques nationales, ce fonctionnement devient contraire à la logique des Etats et bien que présentant des aspects favorables, la question importante est de savoir comment concilier le profit que tirent les acteurs et les problèmes rencontrés par les Etats. La grande partie des échanges qui n'est pas comptabilisée par les Etats, ne peut s'expliquer par l'insuffisance des structures de contrôle frontalier ; ce fait procède plutôt de l'organisation des activités et des stratégies mises en oeuvre par les commerçants en liaison avec les autres acteurs. L'importance des flux montre que :

- l'espace Garoua est devenu la plaque tournante d'un commerce qui alimente en produits vivriers -et manufacturés- une zone largement plus grande regroupant le Nord du Nigéria, le Nord du Cameroun et même le Sud du Tchad,
- il existe une intégration de fait indépendante des volontés politiques des Etats.

Devant une telle situation, deux interrogations, abordées dans les pages suivantes, viennent à l'esprit : quels sont les déterminants et les conséquences de ces échanges frontaliers ?

Chapitre III

Les déterminants des échanges : les politiques nationales

Introduction

Les travaux qui se sont penchés sur les déterminants des échanges frontaliers en Afrique¹ retiennent comme éléments essentiels :

- les disparités de politiques nationales : politiques économiques, agricoles, de commerce extérieur, monétaires, etc. Ainsi, des échanges s'effectuent entre pays à forts potentiels économiques et pays à faibles revenus, entre pays de zone franc et pays utilisant d'autres monnaies nationales, généralement non convertibles, etc.
- les contrastes naturels régionaux avec d'un côté, les pays côtiers dotés d'atouts naturels, et de l'autre, l'ensemble des pays sahéliers dépendant fortement des aléas climatiques. De fait, ce sont les facteurs de complémentarité et les avantages comparatifs de production qui déterminent les transactions inter-régionales. Généralement, les pays sahéliers échangent leur bétail contre les céréales et tubercules en provenance des pays côtiers.

L'espace Garoua-Gambaru est le continuum de deux pays côtiers : le Nigéria et le Cameroun. En raison des conditions naturelles semblables de part et d'autre de la frontière -que nous avons évoquées dans le chapitre I- les échanges s'effectuent en grande partie sur la base des disparités de politiques nationales. En effet, l'étude des économies met en exergue des disparités qui sont engendrées de plusieurs manières depuis les années 70.

Jusqu'au milieu des années 80, alors que la richesse pétrolière a eu pour effet la désarticulation des structures de production agricole au Nigéria, le Cameroun a su, au contraire, mettre en place une politique agricole qui lui permet d'être autosuffisant sur le plan alimentaire et de disposer d'importants surplus qui trouvent souvent leurs débouchés au Nigéria mais aussi au Gabon, en République Centrafricaine et au Tchad.

Par la suite, la crise économique qui a affecté différemment² les deux pays a conduit à une révision des politiques économiques avec, pour corollaire final, l'adoption du plan d'ajustement structurel proposé par la Banque Mondiale³. Alors qu'au Nigéria les pouvoirs publics accordent un regain d'intérêt à l'agriculture, au Cameroun, on note une diminution considérable des aides de l'Etat.

Ainsi, pendant que l'agriculture nigériane connaît une impulsion nouvelle et réduit le déficit vivrier du pays, le Cameroun est confronté au problème de production et enregistre son premier déficit céréalier en 1990.

Parallèlement, l'application au secteur commercial des mesures incitatives ou restrictives et l'utilisation de monnaies différentes dans chacun des pays, créent des opportunités d'échanges.

¹ A titre indicatif, voir dans la bibliographie, les travaux sur les échanges frontaliers.

² Cette différence s'explique par l'origine même de la crise dans chacun des pays.

- Au Nigéria, elle survint avec la baisse des prix du pétrole brut sur le marché international, à laquelle il faut ajouter d'autres facteurs internes inhérents au choix de la politique économique. Dans les années 80, le pétrole représentait plus de 95 % des exportations et contribuait presque exclusivement au financement de l'économie. Pour plus de précisions, voir tableau n° 21 sur la structure des principaux produits d'exportation du Nigéria.

- Au Cameroun, J. Ngandieu (1988, p.26) rapporte ce qui suit : "Pour beaucoup d'analystes nationaux, la critique camerounaise est surtout d'origine externe avec la baisse du dollar et du prix de presque toutes les matières premières du Cameroun sur le marché international... Le Cameroun continue (...) à produire ce qu'il ne consomme pas et à consommer ce qu'il ne produit pas. Cette double dépendance fait des Etats industrialisés, acheteurs des matières premières camerounaises et vendeurs des produits finis, les véritables maîtres du marché camerounais..."

³ Le plan d'ajustement structurel a été adopté en 1987 au Nigéria et en 1988 au Cameroun.

Dans le cadre spécifique du commerce frontalier dans l'espace Garoua-Gambaru, les flux de marchandises agricoles sont donc déterminés par l'évolution différenciée des agricultures et le contraste des politiques commerciales et monétaires.

I. L'évolution différenciée des agricultures

Plusieurs types d'analyses ont été faites à propos des agricultures nigériane et camerounaise⁴. Leur regroupement permet de dégager trois niveaux :

- le secteur agricole est décrit en présentant ses facteurs de blocage et d'évolution à travers le régime foncier, les moyens de production, les institutions d'Etat, etc. C'est-à-dire l'ensemble des facteurs internes susceptibles de promouvoir son développement.
- D'autres travaux dégagent l'importance de l'agriculture dans l'ensemble de l'économie nationale en mettant en exergue la nature de ses rapports avec les autres secteurs d'activités, notamment l'industrie et le commerce.
- Le niveau d'insertion de l'économie agricole dans le contexte mondial est aussi présenté en montrant le degré de compétitivité progressive de l'agriculture.

Comme on peut le constater, le champ à couvrir par une étude sur l'évolution de l'agriculture des deux pays est très vaste. Nous n'avons d'ailleurs pas la prétention d'arriver à cerner tous les aspects du problème. Pour notre part, nous nous bornerons à présenter les principales caractéristiques susceptibles de circonscrire nos propos à la préoccupation majeure suivante : l'équilibre entre l'offre et la demande des produits agro-alimentaires ; la logique de notre raisonnement étant qu'un déséquilibre entraîne des échanges agricoles -officiels ou clandestins- entre les deux pays. De ce point de vue donc, l'orientation et le volume des flux dépendent largement du niveau de l'offre par rapport à la demande vivrière effective des populations. A ce facteur, il faut ajouter le degré de compétitivité des productions nationales qui est surtout influencé par les taux de change entre le naira (monnaie nigériane) et le franc CFA (monnaie camerounaise)⁵.

En fonction du poids démographique du Nigéria (plus de 100 millions d'habitants), l'évolution de la production joue énormément sur les relations commerciales avec les pays voisins. Le Cameroun a su profiter de cette situation pour développer dans certains cas son agriculture. L'exemple des projets SODECOTON et SEMRY au Nord est frappant. Ainsi, les différences de contexte agricoles et alimentaires sont un facteur déterminant pour les flux frontaliers.

1. Le secteur agricole du Nigéria

Les multiples atouts potentiels dont dispose le pays font de son agriculture un élément important pour le développement économique. Mais le rôle joué par cette agriculture a énormément évolué dans le temps.

Tableau 16 : Structure de la production dans les secteurs d'activités économiques

		1965	1980	1987
PIB (millions de USD*)		5850	100 147	24 390
Répartition PIB (%)	Agriculture	54	26	30
	Industrie	13	42	43
	Autres	33	32	27
	Total	100	100	100

Source : Banque Mondiale

* Valeur courante

⁴ A titre indicatif, voir les ouvrages relatifs à l'agriculture des pays dans la bibliographie.

⁵ Cette suggestion sera abordée dans la partie II du présent chapitre.

Tableau 17 : Croissance de la production dans les secteurs d'activités économiques

Indicateurs	1965-73	1973-80	1980-87
PIB	8,4	3,4	- 1,7
Agriculture	2,8	-1,4	0,6
Industrie	19,6	5,7	- 4,4
Autres	6,6	5,4	- 0,3

Source : Banque Mondiale

1980 constitue une des années de prospérité économique du Nigéria. Le produit intérieur brut (PIB) qui était de 100 147 millions de dollars tombe à 24 390 millions de dollars en 1987, soit une baisse de 75,64 %. Les raisons de cette baisse sont certes imputables à la récession de l'économie nationale, mais elles dépendent aussi de la dévaluation en 1986 du naira. Ainsi, à cette hausse du PIB, correspond une décroissance de la production qui est de -1,7% entre 1980 et 1987.

Si en 1965, l'agriculture contribuait pour 54% au produit intérieur brut (PIB), ce chiffre tombe à 26% en 1980. Il faut attendre 1987 pour voir s'amorcer une remontée à 30% qui traduit son importance à nouveau grandissante. Ainsi, après une croissance de 2,8 % entre 1965 et 1973, le secteur agricole connaît un déclin (-1,4%) jusqu'au début des années 80. Depuis lors, une situation de reprise s'observe difficilement.

Pendant que la croissance était presque stable autour de 6% dans le reste des secteurs de l'économie (services, etc.), l'industrie connaît parallèlement une évolution spectaculaire : 19,6% entre 1965 et 1973. La croissance se ralentit entre 1973 et 1980 (5%) avant de devenir négative par la suite (-4%). Le secteur industriel participe à la constitution du PIB pour 13%, 42% et 43%, respectivement en 1965, 1980 et 1987.

Au fil du temps, l'agriculture a perdu son rôle de pilier de l'économie. Un regard sur l'évolution de la production en tenant compte des principales caractéristiques qui la définissent nous permet de dégager les différentes situations qui déterminent l'orientation et le volume des flux frontaliers de produits agro-alimentaires.

A. Une agriculture au passé édifiant

S'il est malaisé d'évoquer le terme Nigéria pour l'époque anté-coloniale, on peut toutefois dire que le pays actuellement circonscrit par le tracé des frontières et qui porte ce nom, a de tout temps constitué une région de productions agricoles importantes. Et, si elle a pu nourrir ses multiples villes précoloniales tant au Nord (Katsina, Zaria, Sokoto, Maïduguri, etc.) qu'au Sud (Ibadan, Ile-Ifé, Bénin, Oyo, etc.), c'est que l'approvisionnement de l'ensemble de la population en produits vivriers était facilement assuré. En effet, malgré un taux d'urbanisation relativement élevé -en 1953, on dénombrait déjà plus de 136 villes à l'ouest de la partie méridionale, dont 120 en pays yoruba (IGUE, 1986)- l'offre alimentaire était garantie à l'ensemble de la population à partir des seules productions locales. Et l'ouverture de la région au monde extérieur, lui permettait plutôt d'écouler ses surplus agricoles. A ce titre, l'exemple de la cola du Sud, des céréales et épices du Nord, qui alimentaient le commerce transsaharien, paraît illustratif.

Pendant la période coloniale, le Nigéria a été une source importante de matières premières agricoles pour la puissance colonisatrice (l'Angleterre) et le monde occidental. LAMBO (1987, p. 2) estime qu'à cette époque, environ 80% de la population active du pays est employée dans l'agriculture qui participe à raison de 70% au total des exportations. Selon J. EGG et J. PHILIPPE (1986, p. 142) la croissance annuelle de l'agriculture était estimée à 5,1% pour les cultures d'exportation et à 2,5% pour la production vivrière. Et d'après H.A. OLUWASANNI (1966), la dynamique du secteur est assurée par de petits producteurs qui interviennent considérablement dans le commerce extérieur depuis la première guerre mondiale. Jusqu'à la fin des années 60, les revenus tirés de l'exportation des produits se sont en moyenne accrus de 3,6% par an, comme l'indique le tableau suivant :

Tableau 18 : Revenus et structure des principaux produits agricoles exportés entre 1950 et 1967 (en millions de nairas)

Produits	1950		1960		1962		1964		1966		1967	
	Rev.	%	Rev.	%	Rev.	%	Rev.	%	Rev.	%	Rev.	%
Cacao	38	21	73,6	21,7	66,6	19,8	80,2	18,7	56,6	9,9	109,4	22,6
Huile de palme	57,6	31,9	80	23,6	51,6	15,3	63,4	14,8	75,6	13,3	27,6	5,7
Arachide	31	17,2	57,8	17,5	82	24,3	94	21,9	111	19,5	93,8	19,4
Caoutchouc	5,6	3,1	28,4	8,3	22,8	6,7	22	5,1	23	4,1	12,6	2,6
Autres produits agricoles	17,6	9,8	20,4	6	14,4	4,3	12,8	3	19,4	3,4	-	-
Total agricole	149,8	83	260,2	77,1	237,4	70,4	272,4	63,5	285,6	50,2	243,4	50,3
Pétrole	-	-	8,8	2,6	33,4	9,9	64,2	14,9	184	32,4	144,2	29,8
Autres produits non agricoles	30,6	17	70,4	20,3	66,2	19,7	92,2	21,6	98,6	17,4	95,8	19,9
Total	124,4	100	339,4	100	337,0	100	428,8	100	568,2	100	483,4	100

Source : Federal Office of Statistics and Economic Indicators, par l'intermédiaire de ENOH (C.O.E.), Human Population Growth and Food Resources, in The Philippine Geographical Society and the National Committee on Geographical Sciences, Vol. XXIX, July-December, 1985, n°3 and 4.

A l'indépendance en 1960, le gouvernement fédéral s'engage à propos de l'agriculture, dans la même logique que celle de l'époque coloniale. L'agriculture comme base et l'industrie comme moteur de l'économie représentent le schéma classique de développement adapté, et il devrait permettre facilement l'intégration et la complémentarité des différents secteurs d'activités économiques. En 1960 et 1962, la part des produits agricoles dans les revenus d'exportation est respectivement de 77,1% et 70,4% du total. Ces chiffres montrent bien la prépondérance de l'agriculture dans l'économie nationale au lendemain de l'indépendance. Mais déjà à cette période, on note la participation du pétrole brut dans l'ensemble des produits exportés. De 2,6% en 1960, la part des recettes pétrolières passe à 29,8% en 1967 dans les revenus d'exportation. Cette participation toujours grandissante du pétrole dans les exportations s'effectue au détriment de l'agriculture qui, en 1967, n'intervient que pour 50,3%.

B. La décadence de l'agriculture à partir des années 70

Pour comprendre le déclin de l'agriculture nigériane en général et celle du Nord en particulier dont la partie nigériane de l'espace Garoua-Gamboru, il faut cerner à la fois le fonctionnement des structures de production qui constituent les variables internes, et le poids économique de certains facteurs externes dont le pétrole constitue l'élément majeur.

a. Le fonctionnement des structures de production : le rôle marquant de l'Etat

L'agriculture nigériane est marquée surtout au Sud et dans la zone intermédiaire (middle belt), par un morcellement extrême du foncier. Dans les années 70, l'Etat a voulu participer de façon plus déterminante dans l'appareil de production. A partir des fonds publics et des capitaux extérieurs (Banque Mondiale notamment), l'Etat finance à travers de vastes projets, la création et le développement des fermes publiques, para-publiques et privées. Ces projets permettent l'installation sur de nouvelles terres des colons agricoles. En tenant compte de l'importance des coûts de fonctionnement et de la nature des productions, les deux principaux types de projets mis en place jusqu'au milieu des années 80 sont : les "Agricultural Development Projects : ADPSs" (Projets de Développement Agricole), les "River Basin and Rural Development Authorities : RBRDAs" (Autorités de Développement Rural et des Bassins Fluviaux). Ils regroupent plusieurs petits projets créés dans tous les états fédérés. Mais la plupart des exploitations sont localisées au Nord et dans la zone intermédiaire (the middle-belt) où il existe plus de terres cultivables.

Dans cet ensemble, la partie nigériane de l'espace Garoua-Gamboru est marquée par les projets agricoles placés sous l'Autorité de Développement du Bassin du lac Tchad (KOLAWOLE, 1988) dont l'organe central (RBRDAs) a bénéficié, jusqu'en juin 1986, d'un financement de 1,115 milliard de

nairas. La multiplicité des projets dans cette partie du Nigéria s'explique par les atouts potentiels du milieu naturel dont le lac Tchad permet la culture irriguée, et par la volonté des pouvoirs publics de maintenir sur place une population en proie au phénomène d'émigration à cause de la désertification. De tous les projets, le "South Tchad Irrigation Project" : SCIP" (Projet d'Irrigation au Sud du lac Tchad) est le plus important, et sans doute le plus ambitieux des projets en cours au Nigéria. Son objectif est d'irriguer 100 000 hectares de terres pour la culture de plusieurs produits dont pourraient dépendre, directement ou indirectement, au moins 1 million d'individus. Cet objectif suppose donc une transformation économique et sociale de la région, une garantie pour l'auto-suffisance alimentaire, notamment pour le riz et le blé. Mais, à l'image de tous les autres projets initiés au Nigéria par l'Etat, les résultats enregistrés montrent que les objectifs définis au préalable sont loin d'être atteints. La superficie des terres irriguées chaque année a varié de 1252 hectares en 1979-80 à 10 227 en 1983-84, pour atteindre finalement le niveau zéro en 1984-85. Dans l'ensemble de 1979 à 1985, seulement 23 867 hectares de terres ont été irrigués et représentent 3,9% des objectifs du plan (KOLAWOLE, 1988, p. 323). L'évolution des différentes productions de ce projet, traduit les problèmes réels de l'agriculture nigériane.

Tableau 19 : Evolution des productions vivrières du SCIP dans le contexte national nigérien : de 1983-84 à 1985-86 (en milliers de tonnes)

Produits	Sorgho			Riz			Blé		
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
Années									
1983/84	12	2700	0,44	120	900	13,33	34,5	-	-
1984/85	12	3000	0,40	120	1000	12	45	-	-
1985/86	12	5120	0,23	130	400	32,50	45	-	-
Total	36	10820	0,33	360	2300	15,65	124,5	-	-

Source : calculs effectués pour :

(1) : Productions du SCIP, à partir de Kolawole (A) in Sanda (A.O.) et Al, 1988, op. cit., p. 23

(2) : productions nationales, à partir des données de la FAO et de Federal Office of Statistics (Lagos)

(3) : (1) en %

2

Bien que d'énormes moyens financiers aient été engloutis dans ce projet, les résultats affichés sont plutôt médiocres au regard de la production nationale. La situation paraît inquiétante si l'on sait que la SCIP a été créée pour que le Nigéria soit à terme auto-suffisant en blé et en riz. Or, la production du blé stagne et on note un déclin pour le riz. Quant au sorgho, sa participation dans le contexte national est insignifiant.

Ces mauvais résultats par rapport aux coûts financiers de l'opération posent le problème de la nature même du projet et de son fonctionnement. Deux insuffisances majeures peuvent être mentionnées.

- Implanté dans un environnement géographique où la densité humaine (48 habitants/km²) est l'une des plus faibles du Nigéria, le projet, en raison de sa grandeur, fait appel à une main-d'oeuvre extérieure qui, souvent, est saisonnière et insuffisante. De même, la prise en compte des préoccupations du projet par les ouvriers agricoles n'est pas toujours évidente.

- La technologie moderne mise en place pour l'intensification de la production est inadaptée et non maîtrisée par les utilisateurs.

Dans l'ensemble, que ce soit les projets créés par les ADPs ou les RBRDAs, leur mode de fonctionnement ainsi que leur rôle dans le développement agricole et rural font l'objet de vives critiques. La plupart des études⁶ qui se sont penchées sur ces deux questions fondamentales s'accordent pour dégager les points suivants :

⁶ Au terme d'une conférence nationale qui s'est tenue pendant 5 jours (du 29 février au 4 mars 1988) à Ile-Ifé sur les problèmes d'aménagement agricole et de programmes de développement rural au Nigéria, les participants se sont concertés pour rassembler leurs communications et en faire un livre plus accessible au public. Ce document retrace les grandes questions débattues dont les critiques formulées à l'encontre du fonctionnement des ADPs et des RBRDAs. Pour plus de détails, voir SANDA et Al., 1988 et The Quarterly Journal of Administration, 1986.

- Lourdeur administrative qui se traduit par une lenteur et une complexité dans les opérations à mener. De ce point de vue, les projets apparaissent simplement comme des éléments de solution au problème crucial de gestion du secteur public au Nigéria.
- Le fonctionnement des projets est basé sur le système capitaliste de production. De fait, les problèmes réels des paysans et des ouvriers agricoles en particulier et du monde rural en général, ne sont pas pris en compte.
- La manipulation des objectifs de projets à des fins purement politiques par les classes dirigeantes.
- La non maîtrise par les agriculteurs de la technologie mise en oeuvre.
- La durée d'exécution des projets trop courte.
- La non circulation des informations entre les différents types de projets, ce qui empêche une coordination des actions à mener, et des échanges d'expériences.

Le dysfonctionnement des projets de développement à travers les exploitations paysannes (privées) et les fermes modernes (publiques et para-publiques), montre les limites du choix stratégique adopté par l'Etat. Ce dysfonctionnement est certes imputable aux raisons sus-mentionnées, mais au-delà, c'est la question de l'agriculture productiviste basée sur une intensification en capital qui est posée. On s'aperçoit bien ici que l'application de ce modèle connaît plusieurs difficultés. Quelle que soit la volonté de l'Etat, ces mauvais résultats montrent l'échec du modèle préconisé. Si les raisons sont à rechercher dans le fonctionnement des structures de production (d'Etat et privées), ils sont aussi à voir dans les politiques agricoles et économiques mises en oeuvre. De ce point de vue, on peut mettre en exergue le rôle joué par le pétrole.

b. Le rôle joué par le pétrole

Il semble exister au Nigéria une corrélation inverse entre l'évolution des revenus pétroliers et celle de la production agricole. En schématisant, on pourrait dire jusqu'en 1985 que "plus le pétrole procure des revenus à l'Etat, moins la production agricole nationale évolue". Le tableau suivant confirme cette remarque.

Tableau 20 : Structure des principaux produits d'exportation
(en valeur relative %)

Années	1950	1960	1970	1980	1985	1986	1987	1988
Produits :								
Cacao	21,1	21,7	15,5	2,2	2,1	5,3	5,3	8,5
Arachide	16,9	13,5	4,9	-	-	-	-	-
Huile d'arachide	0,3	3,1	2,6	-	-	-	-	-
Noix de palmiste	18,5	15,4	2,5	0,1	0,07	0,1	0,1	0,3
Huile de palme	13,4	8,2	0,2	-	-	-	-	-
Peaux d'animaux	7,1	2,5	0,6	-	-	-	-	-
Caoutchouc	3,1	8,4	2,0	0,1	0,18	0,3	0,2	0,9
Bois	2,7	3,7	1,5	-	-	-	-	-
Coton	3,3	1,5	-	-	-	-	-	-
Banane	1,9	2,6	-	-	-	-	-	-
Total agriculture	83,3	84,7	30	2,4	2,3	5,7	5,6	9,7
Pétrole	-	1,3	57,6	96,1	97,1	93,8	92,9	88,4
Autres	11,7	14	8,4	1,4	0,6	0,5	1,5	1,9
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Central Bank of Nigeria, Annual Reports and statement of accounts. Various issues.

On s'aperçoit que la part des produits agricoles dans les exportations n'a fait que baisser au fil des années. De 53,3% et 84% respectivement en 1950 et 1960, on est passé à 2,3% en 1985, avant de remonter quelque peu à 9,7% en 1988. Parallèlement à cette baisse relative considérable des produits agricoles, l'exportation du pétrole brut prend des proportions énormes : 97,1% en 1985 contre 57,6% en 1970 et seulement 1,3% en 1960. Pour comprendre cette situation, il faut se référer surtout à l'importance des revenus procurés par la vente du pétrole brut (Tab. 9 en annexe) qui jusqu'en 1985 assurent 90% des ressources de l'Etat Fédéral (EGG, 1985, INRA, p. 4). La rente pétrolière permet à l'Etat de s'engager dans la voie de l'industrialisation et de développement des

infrastructures de communication (Tab. 23). L'importance accordée au secteur industriel se traduit par les sommes énormes dégagées pour son développement : de 217 millions de naïras entre 1970 et 1974, elles sont portées à 13,21 milliards de naïras pour la période 1981-1985, soit un accroissement d'investissement de 59,37%.

De même, la modernisation des infrastructures de transport (environ 31% du budget de l'Etat entre 1970 et 1980) vise avant tout le développement de l'industrie, car en réalité, cette modernisation n'a touché que les infrastructures urbaines et inter-urbaines.

Dès lors commence l'application d'une politique économique qui s'opère au détriment de l'agriculture. On assiste alors au dépeuplement des campagnes au profit des centres urbains où les jeunes ruraux sont à la recherche d'un travail plus rémunérateur.

Tous ces facteurs ont une incidence notoire sur la production agricole qui n'arrive plus à couvrir les besoins alimentaires de la population.

Tableau 21 : Evolution de la production vivrière au Nigéria
(en millions de tonnes)

Années	1961-1965	1971-1975	1976-1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1988*
Cultures												
Total céréales	7,5	7,7	9	9,7	10,2	8	9,8	11,3	12,4	13,2	12,4	13,6
Blé	0,02	0,02	0,03	0,03	0,03	0,04	0,05	0,05	0,02	0,03	0,05	0,07
Riz	0,2	0,2	0,6	1,1	1,4	1,3	1,3	1,4	1,4	1,5	1,4	1,4
Sorgho	3,7	3,4	3,8	3,8	3,9	2,7	3,7	4,0	5,4	5,9	5,1	6,0
Mil	2,6	2,9	3,1	3,2	3,3	2,3	3,0	3,6	4,0	4,4	4,0	4,5
Maïs	1,0	1,2	1,5	1,6	1,6	1,6	1,8	2,3	1,3	1,4	1,8	1,6
Total tubercules et racines	23,8	26,4	27,8	30,5	32,1	28,2	32	34,6	36,8	37,5	39,1	40,3
Igname + taro	16,2	16,6	17,1	19,5	20,4	18,2	20,2	21,1	21,8	22,6	23,2	23,8
Manioc	7,6	9,8	10,7	11,0	11,7	10,0	11,8	13,5	14,7	14,9	15,9	16,5
Niébé/haricot	0,6	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,9	1,33	0,8	1,5	1,6
Arachide	1,5	0,7	0,5	0,6	0,6	0,4	0,6	0,6	0,7	0,6	0,5	0,7

Source : FAO

. Africa Economie digest

. Central Bank of Nigeria

* Prévisions

Entre 1971 et 1983, on note une stagnation, voire un déclin de la production vivrière : les productions de mil et de sorgho localisées au Nord du pays ont connu une baisse annuelle moyenne, respectivement de 1% et 2,3%.

Quant aux tubercules et racines cultivées au Sud et au Centre où les conditions climatiques sont plus stables, l'ensemble des productions a peu augmenté : 0,6% en moyenne par an.

L'arachide qui, durant les années 60, faisait l'objet d'exportations importantes, a connu au fil des années une baisse de production de 3,6% durant la période considérée.

Si l'on rapproche ces chiffres du taux d'accroissement de la population qui est de 3,2%, on peut comprendre que le Nigéria soit confronté au problème alimentaire à partir des années 70.

La croissance de la production qui s'est amorcée à partir de 1984 semble se maintenir jusqu'en 1989. Elle est en moyenne de 7,5% par an pour l'ensemble des céréales et de 3,3% pour les tubercules et racines. Des spécificités s'observent cependant dans ces caractéristiques générales. Par exemple, alors que la production du riz est pratiquement stagnante, celle du blé connaît une hausse particulièrement remarquable à partir de 1986, soit une augmentation annuelle de 83,3%.

Au regard de l'ensemble de ces données sur l'évolution de la production vivrière au Nigéria, on peut se poser une question : la hausse de la production relativement marquée qui s'observe à partir de 1986, constitue-t-elle l'amorce d'un nouvel élan de l'agriculture ?

C. La nouvelle donne des années récentes : un nouvel élan de l'agriculture nigériane ?

Une évidence apparaît à travers les données économiques sur le Nigéria : la croissance négative des années 80. Entre 1980 et 1987, elle est de -1,7% pour le PIB ; et la production industrielle qui désormais devrait jouer le rôle de support de l'économie connaît une baisse de -4,4% pour la même période. Aussi, la baisse des revenus pétroliers remet-elle en cause le financement quasi-exclusif de l'ensemble de l'économie à partir du pétrole. Tous ces facteurs vont militer en faveur de l'agriculture qui, dès lors, connaîtra un regain d'intérêt auprès des pouvoirs publics.

Tableau 22 : Evolution des allocations budgétaires dans les différents secteurs de l'économie au Nigéria (en %)

Allocations (en milliards Naira FCFA)	1er plan 1962-1968	2ème plan 1970-1974	3ème plan 1975-1980	4ème plan 1981-1985	1er plan de redressement 1990-1992
	1,4	3,2	43,3	70,3	46,581
Secteur économique	67,8	53,2	61,5	57,5	44,24
- agriculture	13,6	9,8	7	12,6	19,84
- mines et industrie	13,4	6,8	18,8	18,8	4,28
- transport	25,7	31,1	30,5	18,1	12,63
- autres	0,1	2,3	2,2	3,6	7,49
Secteur social	14,7	20,3	11,6	17,5	20,06
- Education	10,3	11,9	7,4	11	9,55
- Santé	2,5	4,6	2,7	4,3	5,86
- Autres	1,9	3,8	1,5	2,2	4,65
Environnement	9,8	6,2	13,9	16,2	19,48
Administration	7,7	20,3	13	8,8	16,22
Total	100	100	100	100	100

Source : Federal Office of Statistics Management in Nigeria, January-February 1990

Si déjà entre 1981-1985, 1,77 milliards de nairas étaient prévus chaque année pour l'agriculture (soit 12,6% du budget de l'Etat pour la même période), c'est pratiquement à partir de 1986 que, par des mesures concrètes, commence la restructuration du secteur. Ces mesures peuvent se résumer de la façon suivante : diminution, voire cessation de l'emprise de l'Etat sur l'activité de production agricole. Par contre, l'Etat s'engage à promouvoir l'agriculture par des mesures de protection, d'encadrement des paysans, de développement des infrastructures rurales, de crédits bonifiés, etc. D'où la création en 1986 du "Directorate of Food, Roads and Rural Infrastructures : DEFRI" Conseil pour l'Alimentation, les Infrastructures Routières et Rurales) pour assurer le développement intégré des zones rurales, contrairement aux anciennes structures de production : ADPs et RBRDAs. Pour la période 1990-1992, l'Etat porte son aide annuelle à 3,08 milliards de nairas. Ainsi, avec 9,24 milliards de nairas pour les trois ans, soit 19,84% du budget, l'agriculture bénéficie de la part la plus importante, la plus significative non seulement dans le temps, mais aussi par rapport aux autres secteurs de l'économie. L'accent est désormais mis sur l'autosuffisance alimentaire et dès lors un nouvel élan de croissance semble s'observer dans la production agricole.

En réalité, trois raisons fondamentales ont conduit les autorités fédérales à réviser leur politique agricole :

1. La dépendance alimentaire du pays toujours croissante vis à vis de l'extérieur
2. La baisse de plus de la moitié des revenus du pétrole entre 1981 et 1983 rompt l'équilibre basé sur les importations

3. Ces importations, qui réduisent considérablement les coûts de la consommation alimentaire dans les villes, grèvent lourdement le budget de l'Etat. En effet, le coût des importations en 1978 est estimé par G.J. Apeldoorn à 2 milliards de dollars US à prix constant ; à prix courant, il serait de l'ordre de 8 milliards de dollars en tenant compte uniquement du Marché d'Echanges Extérieurs (Foreign Exchange Market : FEM). Les importations alimentaires au Nigéria n'ont fait que pénaliser les efforts du monde rural et, par conséquent dégrader l'agriculture : baisse de production, fort mouvement d'exode de paysans en direction de villes. Mais l'intérêt nouveau accordé à l'agriculture permet d'amorcer une hausse de la production qui, quoique encore relativement faible, prend toute sa signification avec la hausse de la production par habitant, observée ces dernières années.

On peut donc dire que l'évolution de la production agricole au Nigéria, ces deux dernières décennies, est liée au poids économique du pétrole dans le monde. Comme le dit J. EGG, "l'agriculture nigériane a connu progressivement, depuis 1973, le sort commun à presque toutes les agricultures des pays pétroliers : la stagnation, voire le déclin, sous l'effet de la diffusion dans l'économie de la rente tirée de l'exportation du brut (KOLAWOLE, 1988, p. 321). Le Nigéria qui était le plus gros exportateur des produits tropicaux, devient alors le premier importateur de denrées alimentaires au Sud du Sahara, avec une balance agricole largement déficitaire.

D. La situation alimentaire au Nigéria : un déficit céréalier chronique

La difficulté majeure de l'appréciation de la situation alimentaire au Nigéria réside dans la fiabilité des deux variables de base : le volume de la production et l'effectif de la population. A titre d'exemple, concernant la démographie, les données relativement fiables sont celles du recensement de 1963. Le dernier effectué en novembre 1973 a été vivement contesté, et les résultats annulés n'ont jamais été publiés. Depuis lors, en fonction des hypothèses hautes ou basses de croissance, les services nationaux de statistiques, les organismes internationaux, les chercheurs, etc. appliquent les taux jugés probables pour estimer l'ensemble de la population. L'Office Fédéral des Statistiques (F.O.S.) à Lagos l'évalue en 1980 à 94,4 millions d'habitants sur la base des listes électorales avec un taux d'accroissement annuel de 2,5%. Ainsi, en 1990, le Nigéria compterait 120 millions de personnes.

Parallèlement, la FAO, en appliquant un taux d'accroissement annuel de 3,2% estime la population à 105,4 millions d'habitants en 1990.

Pour notre part, la suite de notre raisonnement sera basée sur les données démographiques de la FAO, du fait qu'elles constituent l'hypothèse basse qui, par conséquent, permet d'élever le plus haut possible -au risque de surestimer- la production vivrière par habitant. Cette démarche vise à minimiser le déficit si l'offre nationale n'est pas suffisante.

Tableau 23 : Evolution de la production vivrière par habitant (en kg)

Années	Céréales	Racines + Tubercules
1961-1965	175	423
1971-1973	123	428
1974-1976	125	421
1977-1980	122	381
1982	123	392
1983	88	334
1984	113	366
1985	131	383
1986	133	396
1987	137	392
1988	125	390
1989*	133	395

Source : d'après FAO
Africa Economic Digest
Central Bank of Nigeria
* Prévisions

La période précédant l'année 71 constitue celle d'une abondance vivrière par habitant. Mais après cette date, deux situations différentes s'observent :

- Après une chute de 219% par rapport à 1961-65, le niveau de la production céréalière par habitant est resté sensiblement le même entre 1971 et 1984. Mais si l'on considère l'année 1983 qui enregistre le plus mauvais résultat (88 kg de céréales et 334 kg de tubercules et racines par habitant, on peut dire en tenant compte de l'évolution de la population, que l'effort fourni par l'agriculture par la suite est considérable. En effet, non seulement le niveau de la production par habitant, des années 70 a été atteint, mais il a été largement dépassé, notamment à partir de 1986. Ainsi, par rapport à l'année 1983, la production par habitant jusqu'en 1989 a augmenté annuellement de 8,5% pour les céréales et de 3% pour les tubercules et racines.

La considération réelle à donner à ces résultats doit être rapprochée des besoins alimentaires : la demande effective de l'ensemble de la population. De ce point de vue, la situation paraît alarmante.

Au début des années 70, la FAO avait déjà recensé le Nigéria parmi les 13 pays du monde qui étaient les plus confrontés au problème alimentaire. Selon une étude faite en 1977 par IFPRI (IFPRI, Research Report, n°3, 1970) à Washington, les 2/3 du déficit alimentaire de l'Afrique du Sud du Sahara provenait du Nigéria. Et en fonction des hypothèses faites sur la croissance de la demande alimentaire, l'étude prévoyait que le pays aurait besoin en 1990 de 9,5 à 17 millions de tonnes de céréales dont la grande partie proviendrait des importations. La gravité de la crise alimentaire était telle qu'elle fut mentionnée dans le 4ème Plan de Développement Economique qui fait état d'un déficit de 5,5 millions de tonnes de céréales et équivalents pour la période 1981-1985, soit 1,1 million par an. Ce chiffre officiel est évidemment sous-estimé. Plusieurs travaux affichent des résultats plus inquiétants. Selon S.O. OLAYIDE, le déficit céréalier atteindrait 2,25 millions de tonnes pour la seule année 1980 et 5,25 millions de tonnes pour 1985 (OLAYIDE, 1982, p. 76).

Ces chiffres qui constituent des moyennes nationales masquent cependant les fortes disparités qui existent entre les régions. Il est, par exemple, évident que le Nord Nigéria, qui fournit environ 80% de la production céréalière nationale, n'est pas en situation de déficit céréalier, du moins pour ce qui est de ses deux principales cultures : le mil et le sorgho.

Dans l'ensemble, après le déclin des années 70 et 80, l'agriculture nigériane connaît ces dernières années une impulsion nouvelle qui se traduit par une augmentation de la production plus que proportionnelle à l'accroissement de la population. Le déficit céréalier, quoique se réduisant considérablement, reste encore non négligeable, surtout pour ce qui est du riz et du blé dont la consommation gagne de plus en plus l'ensemble de la population urbaine et rurale. C'est pour cette raison que le Nigéria a recours aux importations, qu'elles soient officielles ou clandestines.

E. Le recours aux importations massives de denrées alimentaires

Les entrées massives des produits alimentaires au Nigéria répondent en premier chef à la politique mise en oeuvre par l'Etat pour développer le secteur industriel pendant longtemps. Il s'est agi de financer à moindre coût l'achat des céréales et autres produits alimentaires plus compétitifs sur le marché international pour approvisionner les villes qui connaissent un accroissement démographique spectaculaire. Et la situation est d'autant confortable pour l'Etat que le coût des importations jusqu'en 1980 n'a jamais excédé 15% des recettes pétrolières (EGG et PHILIPPE, 1986, p.148). Mais parallèlement, il s'est créé une situation de crise agricole par suite du dépeuplement des campagnes au profit des villes. Il s'en est suivi une accélération de la transformation des habitudes alimentaires. Désormais, le riz et le blé jouent un rôle plus prépondérant dans l'alimentation urbaine et rurale. Malgré la restructuration de l'économie et notamment du secteur agricole à partir de 1986, on assiste encore de nos jours aux entrées de produits vivriers au Nigéria.

Tableau 24 : Evolution des importations de céréales au Nigéria (1961-1989)
(en milliers de tonnes)

Années	Total céréales	Blé + farine de blé	maïs	riz
1961-65	104	68	-	1,3
1966-70	215	174	-	1,1
1971-75	426	382	4,2	3,8
1976	852	735	9,8	65
1977	1239	770	37	422
1978	2008	1363	47	564
1979	1333	956	111	245
1980	1762	1176	168	387
1981	2440	1517	293	600
1982	2631	1605	345	651
1983	2336	1498	100	700
1984	1354	1071	40	213
1985	1957	1442	77	356
1986	1369	996	50	320
1987	595	141	0,3	400
1988	333	25	0,3	200
1989	ND(1)	278	-	220

Source : FAO
(1) non déclaré

Les importations de céréales au Nigéria se sont accrues jusqu'en 1983 avant de connaître, par la suite, une baisse graduelle. Elles sont majoritairement centrées sur le blé et la farine de blé ; viennent ensuite le riz et le maïs. Les importations de blé (grains et farine) font en moyenne 2 à 3 fois celles du riz, et 20 à 30 fois celles du maïs. Ces résultats montrent la part de plus en plus importante des deux premiers produits dans l'alimentation des populations.

La baisse enregistrée à partir de 1983 s'explique par le renforcement du contingentement des produits. On verra plus loin que ces restrictions vont plutôt favoriser le développement des flux de réexportation en direction du pays.

Par rapport à 1986, l'année 1987 enregistre une forte baisse des importations de l'ensemble des céréales (56,5%). Elle est de 85,8% et 99,4% respectivement pour le blé (grains et farine) et le maïs. Ce fait s'explique par les mesures de prohibition à l'importation qui frappent l'ensemble des produits et par la volonté de l'Etat nigérien de promouvoir les productions nationales. Malgré ces restrictions, on enregistre des entrées de céréales dans le pays. Les volumes enregistrés à partir de 1987 (pour le riz) et 1988 (pour le blé et la farine de blé) doivent être interprétés comme le résultat :

- des autorisations spéciales délivrées par l'Etat,
- des flux de réexportation à partir des pays voisins, notamment le Bénin et le Cameroun.

Le déficit céréalier chronique du Nigéria, malgré sa forte réduction ces dernières années -avec la hausse de la production plus que proportionnelle à l'accroissement de la population- constitue un atout pour le Cameroun qui essaie d'exporter vers ce pays des produits provenant soit de son agriculture, soit de l'extérieur.

2. Le secteur agricole au Cameroun

A. Objectifs de l'Etat et financement de l'agriculture

Le développement de l'agriculture au Cameroun répond aux deux objectifs principaux qui marquent la politique économique depuis l'indépendance. J.M. GANKOU résume ces impératifs de la manière suivante : "d'une part développer au maximum la production sous toutes ses formes en exploitant les ressources naturelles et en créant des industries de transformation ; d'autre part, veiller au strict

équilibre du budget de l'Etat pour ne pas être contraint à des manipulations monétaires qui pourraient avoir des répercussions fâcheuses sur l'ensemble de l'économie" (GANKOU, 1985, p.9).

Ces impératifs s'inscrivent dans le programme d'application de la politique économique qui se fonde sur deux principes : le "développement autocentré" et le "libéralisme planifié"⁷. Ce dualisme économique a conduit les autorités camerounaises à donner une place primordiale à l'agriculture qui participe pour 40% à la constitution du Produit National Brut (PNB). Elle occupe les 3/4 de la population active, dégage 70% des revenus d'exportation et 35% des revenus fiscaux⁸. Les principales cultures d'exportation sont le café, le cacao, le coton, l'arachide, etc.

A la différence du Nigéria où l'injection des revenus pétroliers dans l'économie s'est traduite par un phénomène inflationniste sans précédent⁹ au Cameroun, l'économie n'a pas fondamentalement ressenti les effets pervers que pourraient engendrer la rente pétrolière. En effet, jusqu'en 1985, les ressources procurées par le pétrole n'avaient pas été budgétisées, ce qui aurait permis de contenir le phénomène d'inflation¹⁰. D'où l'adage populaire : "Avant le pétrole, il y avait l'agriculture, et après le pétrole, il y aura toujours l'agriculture".

En effet, le Cameroun possède un potentiel nettement suffisant pour l'augmentation de la production agricole. Seulement 14% de la superficie totale du pays sont actuellement consacrés à l'agriculture. Le reste est soit boisé, soit inutilisé et représente une partie des pâturages. Dans sa politique en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, le gouvernement s'engage dans le développement de la production, de la transformation et de la commercialisation tout en observant les priorités principales suivantes à partir des années 70 :

- Rendre le secteur agricole traditionnel plus dynamique par l'intermédiaire des projets de développement intégré,
- Créer des structures de crédits agricoles décentralisées pour aider les initiatives dans le domaine des produits agro-alimentaires,
- Créer et rendre dynamique des circuits d'Etat pour la commercialisation des produits agricoles,
- Développer les infrastructures de transport pour désenclaver les zones rurales.

L'expansion économique du Cameroun permet à l'Etat de consacrer des fonds importants au développement rural, notamment à l'agriculture.

Tableau n°25 : Evolution des allocations budgétaires dans les différents secteurs de l'économie au Cameroun (unité : milliards de FCFA courants)

Allocations	IVème plan (1976-1981)		Vème plan (1981-1986)		VIème plan (1986-1991) *	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Développement rural	10,8	5,6	545,1	23,7	1082,6	26,1
Secteur secondaire	3,3	1,7	377,2	16,4	709,3	17,1
Secteur tertiaire	0,8	0,4	176,6	7,7	170	4,1
Infrastructure de communication	49	25,6	486,4	21,1	829,6	20
Enseignement, santé, culture	23,9	12,4	363,4	15,8	663,7	16
Urbanisme, équipement, recherche	57,2	29,8	351,8	15,3	692,7	16,7
Autres secteurs	47	24,5	-	-	-	-
Total	192	100	2300	100	4148	100

Source : Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire - Yaoundé

* Prévisions

Les sommes prévues pour le développement de l'agriculture sont considérables. Elles varient de 10,8 milliards de francs lors du 4ème Plan à 545,1 milliards lors du 5ème Plan et atteint 1082 dans le 6ème Plan. Ainsi, respectivement 5,6%, 23%, 7% et 26,1% des allocations budgétaires de l'Etat sont consacrées à l'agriculture. A partir de 1981, la part importante du budget de l'Etat consacrée à l'agriculture répond surtout au financement de plusieurs projets de développement agricole et rural à travers tout le pays. Mais, à partir de 1987, les problèmes économiques et financiers graves que connaît le Cameroun vont amener l'Etat à réduire considérablement ses aides à l'agriculture -tout comme aux autres secteurs d'activités.

Dans l'ensemble, les projets jouent un rôle important dans l'évolution de la production et du bilan vivrier.

Tableau 26 : Evolution des principales productions vivrières au Cameroun (en milliers de tonnes)

Années	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82	1984/85	1987/88	1989/90
Produits								
Total céréales	871	947	960	955	991	1213	1065	1144
Mil/Sorgho	326	409	464	441	452	569	500	496
Maïs	478	497	456	461	479	533	475	614
Riz*	67	41	40	53	60	111	90	34
Total tubercules et racines	-	-	-	1842	2042	2085	1758	2059
Ignames + taro	-	-	-	1223	1280	1399	1458	1660
Manioc	-	-	-	619	650	686	300	369
Niébé/haricot	-	-	-	137	152	174	175	185
Arachide	-	-	-	188	194	227	250	288
décortiqué								

Source : Ministère de l'Agriculture - Yaoundé

* Total riz Semry et riz traditionnel

⁷ Nous ne rentrerons pas dans l'analyse de ces concepts économiques. Mais pour leur définition, nous entendons par :
- "Développement auto-centré", le développement de tous les secteurs d'activités économiques dans un pays à partir des ressources nationales disponibles en vue d'une satisfaction des besoins nationaux.
- "Libéralisme planifié", le libre échange avec l'extérieur par les importations et les exportations s'effectue à partir d'une réglementation conséquente de l'Etat.

⁸ Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire, données économiques de base sur le Cameroun, Yaoundé
⁹ Au Nigéria, après un taux annuel moyen d'inflation de 9,1% et 16,2% respectivement entre 1965-73 et 1973-80 (chiffres de la Banque Mondiale), le taux est passé à 21% en 1981 et à plus de 50% en 1983 (FORREST, 1988, pp. 95-130). A partir des années

¹⁰ L'inflation observée serait due en grande partie à la forte augmentation des salaires préconisée par le décret Udoyi.

¹¹ Le taux annuel moyen d'inflation au Cameroun est selon la Banque Mondiale de 7,5%, 10,4% et 8,1% respectivement entre 1965-73, 1973-80 et 1980-87.

Tableau 27 : Bilan vivrier au Cameroun en 1978, 1985, 1990
(en milliers de tonnes)

Produits	1978			1985			1990		
	Product.	Demande	excédent/ déficit	product.	demande	excédent/ déficit	product.	demande	excédent/ déficit
Total	947	831	116	1213	1051	162	1144	1180	-87
céréales									
Mil/Sorgho	409	333	76	569	357	212	446	374	72
Maïs	497	368	129	533	463	70	614	530	84
Riz	41	50	-9	111	104	23	34	125	-91
Blé	0	80	-80	0	120	-120	0	152	-152
Total	-	906	-	2085	974	1111	1758	1007	751
tubercules et racines									
Igname + tarot	-	491	-	1399	542	857	1458	560	898
Manioc	-	415	-	686	432	254	300	447	-147
Niébé/ haricot	-	167	-	227	186	41	288	202	86
Arachide décortiquée	-	86	-	174	108	66	185	126	59

Source :

- Mission de reconnaissance des projets agricoles - Banque Mondiale 1979
- Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire - Service de la Planification Alimentaire
- Ministère de l'Agriculture

B. L'évolution de la production vivrière

a. Une production croissante

Le slogan "l'agriculture comme base de l'économie nationale", en cours au lendemain de l'indépendance est maintenu même après 1978, date à laquelle le Cameroun commence à injecter dans l'économie les recettes pétrolières¹¹. Vers la fin des années 70, on assiste à une multiplication des projets de développement qui relancent le secteur agricole. Le contexte sous-régional africain devient favorable au Cameroun d'autant que son surplus agricole s'écoule facilement (de façon officielle ou clandestine) hors des frontières nationales, dont au Nigéria qui constitue un marché potentiel. Dès lors, le renforcement de la politique agricole se fait, d'une part, pour accroître les exportations agricoles. Ainsi, entre 1978 et 1985, on note une hausse de la production qui, en moyenne est de 5,6% par an pour les céréales. De 1980/81 à 1989/90, elle est en moyenne de 1,3%, 3,8% et 5,9% respectivement pour les tubercules, l'ensemble niébé/haricot et l'arachide. Toutefois, l'agriculture camerounaise enregistre une baisse de production à partir de la campagne 1987/88. Elle est davantage marquée pour le mil/sorgho, le riz qui sont cultivés au Nord, et le manioc dont la culture se fait au Sud et au Centre du pays. Cette évolution de la production vivrière qui se traduit par un accroissement régulier jusqu'en 1987 et par une baisse sensible par la suite, a des répercussions sur le bilan vivrier.

Si, dans l'ensemble, le Cameroun arrive à couvrir largement ses besoins vivriers, ces derniers se sont considérablement accrus au cours de la dernière décennie, réduisant ainsi les surplus dégagés ces dernières années du fait d'une production peu croissante, voire stagnante ou en baisse considérable, de la production du riz ce qui fait connaître au pays en 1989/90 une situation de déficit céréalier dont l'origine remonte à 1987 à travers les problèmes rencontrés dans leur fonctionnement par la majorité des projets de développement agricole. En effet, à partir de 1986, le Cameroun est secoué par une crise économique sans précédent, qui a nécessité en 1988 l'instauration du plan

¹¹ Les recettes pétrolières du Cameroun restent modestes aux côtés de celles du Nigéria. Mais rapportées à l'effectif de la population, elles sont plus significatives. Pour avoir une idée, voir en annexe : Tab. 7, 8, 9.

d'ajustement structurel (PAS). Cette mesure de politique économique fait réduire, voire suspendre le financement de l'agriculture par l'Etat.

b. Les problèmes agricoles des années récentes

Au nord du pays, dans les provinces du Nord et de l'extrême Nord particulièrement (tab. 10 en annexes), le financement des projets de développement agricole passe ainsi de 1732,2 millions de francs CFA en 1986/87 à zéro franc CFA en 1988/89. La suspension des aides financières de l'Etat aux projets existants dans la région -comme dans le reste du pays¹²- provoque une baisse de la production. Dès lors, les problèmes rencontrés par les projets dans leur fonctionnement, vont influencer de façon particulière les échanges frontaliers. La situation peut être appréciée à partir de la SODECOTON et de la SEMRY qui constituent les deux principaux projets de développement au Nord Cameroun. Ces projets revêtent le caractère des sociétés d'Etats et définissent donc leur stratégie de production et de commercialisation.

- La SODECOTON

Bien que la Société pour le Développement de la Culture du Coton (SODECOTON) ait pour objectif de développer la culture du coton, la production des cultures vivrières devient de plus en plus importante. La culture du coton ne représente respectivement que 22,68% et 25,24% des surfaces emblavées pendant les campagnes 1986/87 et 1987/88¹³. La stratégie de la société est d'assurer aux paysans l'achat des surplus vivriers, notamment le maïs, le sorgho, le mil, le riz, l'arachide et le niébé. Mais l'effondrement des cours mondiaux du coton auquel s'ajoute la cessation des aides financières de l'Etat en 1988/89 vont contraindre désormais la société à supprimer l'achat aux producteurs de ces surplus. Dès lors, les paysans tentent d'écouler eux-mêmes les produits sur les marchés de collecte. C'est à ce niveau qu'interviennent les commerçants qui se chargent de les acheter et de les faire acheminer par la suite au Nigéria. Les problèmes rencontrés par la SODECOTON vont désormais jouer un rôle supplémentaire dans le volume des flux vivriers en direction du Cameroun.

- La Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua (SEMRY)

L'introduction de la culture du riz au Cameroun est ancienne et se manifeste sous forme de riz de culture pluviale. Mais actuellement, l'importance de la production est le fait de trois projets de développement (SEMRY I, II et III) dans lesquels de gros efforts d'encadrement sont apportés aux paysans et la commercialisation organisée. Les objectifs assignés à la SEMRY sont :

- développer la culture du riz afin de limiter le phénomène d'exode de population dans le Nord Cameroun,
- doter la région d'un pôle de développement afin d'y introduire un flux monétaire, d'hommes et de techniques.

Les trois projets fournissent plus de 90% de la production nationale de riz. L'évolution de la production annuelle se présente comme suit :

¹² Voir au Tab. 11 l'évolution du financement des projets en cours au Cameroun.

¹³ Voir également au Tab. 6 l'évolution des superficies consacrées aux cultures vivrières et au coton dans les deux provinces du nord et de l'extrême nord.

Tableau 28 : Evolution de la production du riz des 3 projets SEMRY

Années	Production (tonnes)
1982-1983	75 200
1983-1984	87 400
1984-1985	96 000
1985-1986	103 034
1986-1987	80 403
1987-1988	24 987
1988-1989	24 726
1989-1990	26 808

Source : Délégation Provinciale de l'Agriculture, Maroua

On constate qu'entre 1982/83 et 1985/86, la production a augmenté en moyenne de 12,33%. Mais la baisse brutale enregistrée à partir de 1987-88 (soit 7,5% en 1987-88 par rapport à 1985-86) s'explique par :

- la suppression par l'Etat camerounais de 200 millions de francs CFA accordés à la SEMRY comme frais de subvention à la production,
- la production de la campagne 1985/86 n'a pu être écoulee par la SEMRY à cause :
 - . d'une bonne saison agricole (bonne pluviométrie) partout dans la sous-région africaine. Ainsi, les pays voisins du Cameroun, notamment le Tchad, le Nigéria et la République Centrafricaine ont moins besoin des productions de la SEMRY qui y trouvaient leur débouché,
 - . d'une dévaluation du naïra (monnaie nigériane) dont le taux de change tant sur le marché officiel que dans les circuits parallèles ne profite plus à la société.
- 1986 constitue l'année record de la production céréalière mondiale. L'offre mondiale étant supérieure à la demande, les prix deviennent relativement très bas. Cette situation amène les importateurs camerounais à faire pression sur le gouvernement pour obtenir des licences d'importation. On assiste alors à des entrées massives du riz asiatique (Thaïlande, Chine, Pakistan) qui viennent concurrencer sérieusement la production nationale.

Les trois projets n'arrivent plus à faire face aux problèmes de gestion et donc à acheter aux paysans leurs productions. Cette situation provoque une chute de la production et décourage les agriculteurs. Dès lors, ils s'organisent eux-mêmes pour vendre leurs produits aux commerçants, soit aux abords des périmètres ou des villages, soit sur les marchés frontaliers.

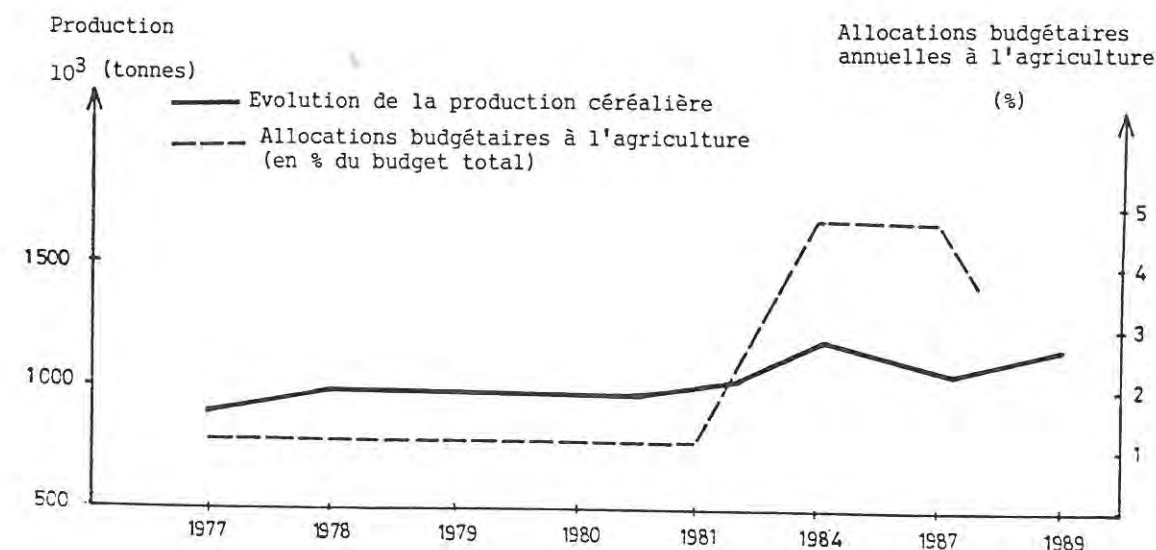
La création de plusieurs projets de développement rural, l'assistance technique aux paysans, ont permis au Nord du Cameroun et à l'ensemble du pays, d'accroître la production agricole. L'autosuffisance alimentaire assurée, le Cameroun exporte vers le Nigéria une partie de ses surplus agricoles. La situation est d'autant plus favorable que la stratégie des acteurs du commerce frontalier facilite l'écoulement des produits. Mais les problèmes de gestion et de fonctionnement rencontrés ces dernières années par les projets agricoles, et qui ont provoqué une baisse de la production, conduisent à deux conséquences majeures.

- L'inversion de certains flux frontaliers de produits agro-alimentaires : de plus en plus, on note l'arrivée sur les marchés camerounais du maïs, du mil, du sorgho, des tubercules et racines en provenance du Nigéria.
- L'organisation nouvelle des producteurs en vue de la vente de leurs produits à partir des circuits frontaliers. C'est dire donc que les échanges frontaliers constituent une opportunité pour une dynamique du monde rural au Nord Cameroun.

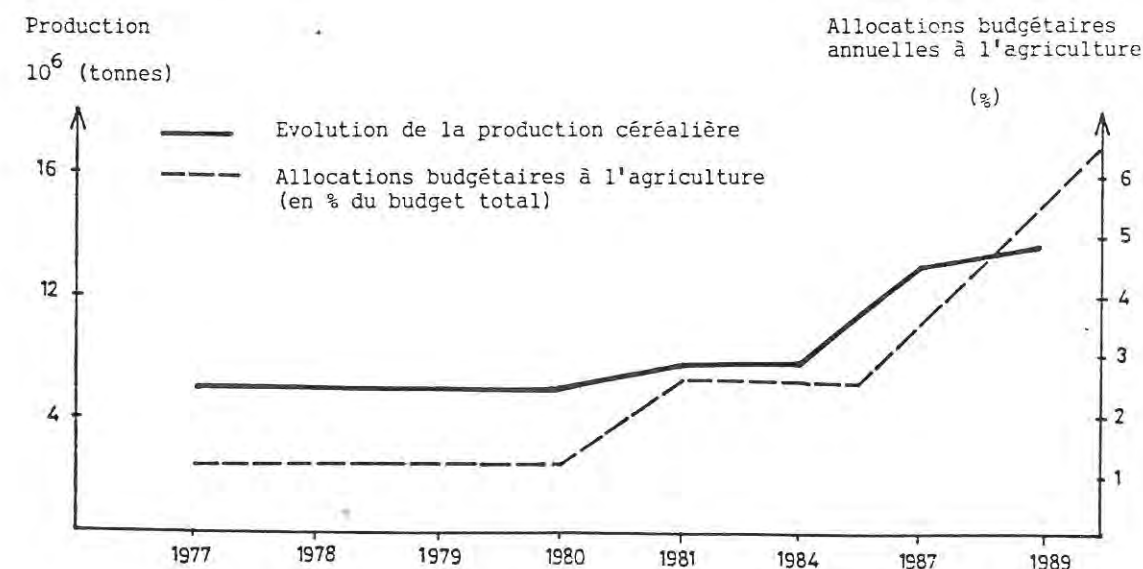
Dans l'ensemble, les contrastes nés de l'évolution des agricultures nigériane et camerounaise stimulent les échanges frontaliers. Au nombre de ces contrastes, on retient :

- le niveau de la production vivrière par rapport aux besoins effectifs de la population,
- le fonctionnement des structures de production qui détermine en grande partie le niveau de la production et qui dépend de la politique mise en oeuvre par l'Etat, notamment les aides financières publiques. Il semble exister donc une corrélation entre l'évolution de la production et celle du financement de l'agriculture (cf. graphique n°1 et 2 suivants).

Graphique 1 : Evolution de la production céréalière et financement de l'agriculture au Cameroun



Graphique 2 : Evolution de la production céréalière et financement de l'agriculture au Nigéria



Entre le milieu des années 70 et 1984/85, alors que la production vivrière au Nigéria connaît un accroissement très peu significatif, voire une stagnation, l'agriculture camerounaise enregistre des résultats qui font couvrir les besoins alimentaires de la population. Ainsi, les surplus sont écoulés vers le Nigéria qui est en situation de déficit. Après 1987, pendant que le Nigéria restructure le secteur agricole et y consacre une part du budget plus importante en vue d'un essor de la production, l'agriculture camerounaise connaît des difficultés par suite du désinvestissement de l'Etat. Dès lors, on assiste au renforcement des échanges frontaliers à partir desquels le déficit céréalier peut être comblé et le surplus écoulé.

Si le niveau de la production vivrière par rapport aux besoins effectifs de la population peut engendrer les échanges frontaliers, ces derniers dépendent également d'une série de variables qui trouvent leur origine dans les disparités de politiques du commerce extérieur et de politiques monétaires.

II. Les disparités de politiques commerciales et monétaires

1. Les mesures du commerce extérieur au Nigéria et au Cameroun

Les principaux instruments du commerce extérieur au Nigéria et au Cameroun sont les tarifs douaniers, le contingentement et la prohibition. Rappelons que :

- le tarif douanier peut être considéré comme le montant des droits à acquitter, les prix fixés pour qu'une marchandise entre dans un pays ou en sorte,
- le contingentement, d'après le dictionnaire Encyclopedia Universalis 1990 est la "limitation autoritaire apportée par l'Etat à certaines activités économiques ou commerciales, lesquelles ne doivent pas dépasser une limite ou contingent... Plus que les droits de douane, le contingentement permet aux gouvernements de limiter les importations de produits étrangers susceptibles de concurrencer dangereusement la production nationale ou entraîner des sorties de devises trop importantes"...
- La prohibition selon le dictionnaire économique et social (1990) est "l'interdiction d'importer, de fabriquer, de vendre certaines marchandises, certaines denrées (pour des raisons de salubrité, de sécurité, de protection douanière)". Dans le cadre des mesures du commerce extérieur au Nigéria et au Cameroun, il s'agit d'une interdiction d'importer qui généralement vise à protéger la production nationale de la concurrence des denrées étrangères.

En fonction de la nature des mesures en cours dans chacun des deux pays, il se crée des disparités sur lesquelles jouent les commerçants pour organiser les échanges frontaliers. En raison du poids démographique du Nigéria et de l'importance de sa demande alimentaire, l'activité de réexportation a vu le jour et s'est développée au Cameroun. Depuis la deuxième moitié des années 70, les flux de réexportation en direction du Nigéria sont devenus très importants. L'évolution des mesures du commerce extérieur explique cette situation.

A. L'évolution des mesures

Au lendemain de l'indépendance au Nigéria, des mesures incitatives à l'exportation des produits agricoles sont adoptées et appliquées. Durant des années, le pays est reconnu comme le premier exportateur des produits tropicaux au Sud du Sahara. La production nationale est relativement protégée. Ainsi, les droits de douane représentent 50 à 100% de la valeur CFA (coût assurance, fret). Le gouvernement fédéral soutient les cours des produits agro-alimentaires d'origine locale par une garantie de prix minimum au producteur. Mais, au fur et à mesure que les recettes pétrolières deviennent plus importantes, les différentes mesures protectionnistes sont plus ou moins abaissées. A partir de 1974, les droits de douane sont diminués successivement de 60 à 30 et à 10%. Le taux de protection effective des produits faisant l'objet de grande consommation en zone urbaine tel que le riz, passe alors de 35% entre 1970-76, à -4% en 1980, avant de connaître une remontée de 13% en 1981 et de 59% en 1982 (OYEJIDE, 1986, p.31). Cette politique fait croître rapidement les

importations alimentaires : céréales, sucre, viande, poisson, huiles végétales, produits laitiers (cf. tableau n°25 pour les céréales).

Il faut attendre 1986 pour voir apparaître à nouveau des mesures très restrictives qui limitent et suspendent l'importation abusive de certaines marchandises alimentaires. A partir de 1988, on assiste purement et simplement à la prohibition du riz et du blé. Cette mesure ultime a pour objectif essentiel de protéger les productions nationales.

L'accroissement de la demande alimentaire et les différentes mesures commerciales au Nigéria, permettent aux importateurs camerounais de faire venir par le port de Douala (Cameroun) du riz et du blé (grains et farine) qui transitent ensuite par les grands centres urbains du Nord, avant d'être acheminés le plus souvent frauduleusement vers le Nigéria. Ces commerçants profitent donc des droits de douane, relativement peu élevés sur le riz et le blé (20% de la valeur CFA) pour alimenter le marché nigérian. Si ces importations sont destinées à satisfaire surtout la demande alimentaire du Nigéria, parallèlement elles concurrencent fortement les productions des trois projets SEMRY pour ce qui est du riz. Face à cette situation, le gouvernement impose l'achat d'un quota de riz SEMRY aux importateurs en le jumelant avec l'octroi d'une licence d'importation. Ainsi, les commerçants s'engagent à prendre le tiers de leurs importations à la SEMRY. A partir de 1979, le gouvernement impose l'enlèvement du quota national avant toute importation et, en plus des droits de douane, plusieurs types de taxes sont créés et augmentés progressivement. De nos jours, les impositions sur les importations sont de l'ordre de 42 à 50% pour le riz et de 52 à 60% pour le blé (OYEP, p. 8) et (COURADE, 1984)¹⁴. Les mesures adoptées par l'Etat camerounais ont fonctionné jusqu'en 1980 ; mais avec la hausse du prix intérieur du riz SEMRY en 1981 (Tab. 13), les commerçants abandonnent l'achat du riz SEMRY au profit du seul riz importé pour alimenter le marché nigérian. Et le système de péréquation mis en oeuvre par l'Etat camerounais en 1987 pour protéger la production nationale n'a apparemment pas freiné les importations massives de riz, tout comme celle du blé¹⁵. Ce fait tient à la stratégie des importateurs camerounais qui s'appuie sur les régimes de faveur du code des investissements.

Au Nord Cameroun, la grande majorité des entreprises agréées au code des investissements sont des boulangeries relevant du régime "C", ce qui leur permet de bénéficier d'une taxation réduite sur la farine de blé considérée comme matière première¹⁶. Or, comme le dit Africa International, "plusieurs de ces boulangeries ont importé plusieurs milliers de tonnes de farine (y compris du riz) alors que leur capacité de production annuelle n'excédait pas 500 à 1000 tonnes. Tout le surplus est recyclé à la frontière nigériane" (AFRICA INTERNATIONAL, 1989, p. X). Il s'agit donc d'une activité de réexportation organisée à la fois par les commerçants camerounais et nigériens pour approvisionner le marché nigérian. Elle apparaît surtout comme une conséquence des disparités de politiques de commerce extérieur entre le Nigéria et le Cameroun. Le tableau suivant nous en donne une idée.

¹⁴ Ces données proviennent également de documents administratifs du Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Mines, Yaoundé.

¹⁵ Voir en annexes, les tableaux 14 à 19 sur les importations de riz et de blé (grains et farine) au Cameroun.

¹⁶ D'après des documents administratifs du Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Mines, Yaoundé, quatre types de régime existent et se présentent comme suit :

- "A" régime des entreprises promotionnelles : 500 millions de FCFA au moins, d'investissement plancher.
- "B" régime des entreprises prioritaires : 2,5 milliards.
- "C" régime des petites et moyennes entreprises, avec 500 millions au plus.
- "D" régime des entreprises sous convention : 5 milliards au moins.

Tableau 29 : Disparités de mesures du commerce extérieur sur les céréales (riz et blé) entre le Nigéria et le Cameroun, et appréciations des flux de réexportation.

Périodes	Nigéria		Cameroun		Flux observés
	Mesures commerciales	Observations	Mesures commerciales	Observations	
1960-1973	. Taxes à l'exportation (5 à 60%) . Taxes à l'importation (50 à 100%)	Protection partielle du marché national	Taux à l'importation (20%)	Libéralisation partielle des échanges	Très peu de flux de réexportation constatés
1974-1985	. Taxes à l'importation (10 à 30%)	Libéralisation partielle des échanges	Taxes à l'importation (20%)	Libéralisation partielle des échanges	Flux de réexportation vers le Nigéria importants
1985-1987	. Taxes à l'importation (50 à 100%) . Licences d'importation	Protection plutôt grande du marché national	. Taxes à l'importation (20%) . Taxes diverses (22 à 40%)	Protection partielle du marché national	Flux de réexportation vers le Nigéria très importants
A partir de 1987	Prohibition (1)	Protection totale des productions nationales	. Taxes à l'importation (20%) . Taxes diverses (22 à 40%)	Protection partielle du marché national	Flux de réexportation plutôt importants (*)

(*) Appréciation faite à partir de deux hypothèses :

- . La mesure de prohibition devrait stimuler davantage les importations camerounaises et par conséquent les réexportations de riz et de farine de blé augmenteraient,
- . mais parallèlement, la prohibition vise à développer les productions nationales de riz et de blé. En fonction de l'ensemble des mesures prises par l'Etat nigérian, on devrait noter une hausse progressive des productions.

(1) La prohibition joue au niveau officiel, et la dévaluation du naira joue au niveau parallèle.

Les disparités nées des différentes mesures du commerce extérieur sont les principaux déterminants des flux de réexportation du riz et de la farine de blé en direction du Nigéria. Comme on peut le constater, les différentes mesures prises au Cameroun sont généralement moins rigides que celles du Nigéria. Cette situation favorise au Cameroun les importations massives de riz et de blé dont l'objectif final est de développer la réexportation.

B. Les conséquences : les réexportations du riz et de la farine de blé du Cameroun vers le Nigéria

Malgré la fraude douanière et le drame des statistiques y afférent¹⁷, on peut apprécier l'importance des flux de réexportation.

¹⁷ Pour les précisions sur l'évolution des importations et le mode d'évaluation des quantités réexportées, voir annexes tab. 14, 15, 16, 17.

Tableau 30 : Estimation des réexportations de riz du Cameroun vers le Nigéria (en milliers de tonnes)

Année	Hypothèse basse	Hypothèse haute
1983	101	230
1984	86	237
1985	123	268
1986	141	195
1987	323	-

Source : Harre (D), Igué (J.O.) et Arditi (C), les échanges marchands entre le Tchad, le Nord Nigéria et le Nord Cameroun, INRA/UNB/IRAM, Paris 1990, p. 81.

Les flux de réexportation de riz sont très importants. En général, ils varient entre 100 et 20 000 tonnes. On note une augmentation certaine à partir de 1986 qui correspond au renforcement des mesures de protection au Nigéria. L'évolution des quantités réexportées (Tab. 19) vers le Nigéria à partir du Bénin confirme cette tendance (VALLEE, 1988, p. 15).

Concernant la farine de blé, Hare, Igué et Arditi estiment entre 60 et 70 000 tonnes le volume exporté en 1987 vers le Nigéria, à partir du Cameroun (HARRE et al., 1990, p. 83). Selon Africa International (1989), ce volume atteindrait en moyenne 100 000 tonnes par an.

On peut donc dire que plus les mesures de commerce extérieur au Nigéria sont restrictives, plus les opportunités du commerce frontalier offertes aux commerçants sont importantes. Les flux de réexportation en direction du Nigéria montrent bien que le déficit vivrier subsiste toujours. Mais en faisant l'hypothèse que :

- la tendance observée au niveau de la production vivrière à partir de 1984 serait maintenue, c'est-à-dire une croissance annuelle de la production supérieure à celle de la population ;
- la politique agricole actuelle permettrait d'augmenter les productions du blé et du riz ;
- il y aurait peu de changement au niveau de la politique monétaire actuelle¹⁸.

On peut alors dire que les quantités de riz et de farine de blé réexportées vers le Nigéria devraient à terme sensiblement diminuer.

De l'étude sur les différentes mesures du commerce extérieur au Nigéria et au Cameroun, il ressort que le libéralisme qui caractérise chacune des économies nationales comporte des restrictions dont le degré varie dans le temps et d'un pays à l'autre. Parce que ces mesures ne sont pas coordonnées entre les pays, il se crée des contrastes qui constituent des opportunités favorables aux commerçants dans l'organisation des échanges frontaliers. A ces éléments s'ajoutent aussi les disparités monétaires.

2. Les disparités monétaires

L'usage de monnaies différentes au Nigéria (le naira non convertible) et au Cameroun (le franc CFA intégré à la zone franc) favorise le développement des échanges frontaliers. L'évolution des taux de change pratiquée tant officiellement que sur les marchés parallèles, influe sur l'orientation et le volume des flux de marchandises agro-alimentaires. Les parités de la monnaie nigériane dépendent largement du contexte économique national.

¹⁸ La monnaie nigériane (le naira), selon O. Vallée, a fait l'objet d'une "dépréciation rampante". D'après le même auteur, à la 5ème séance du marché libre de changes (créé par l'Etat nigérian) en 1986, "le naira était dévalué de fait de 68%". Cette dévaluation jouera évidemment sur le pouvoir d'achat des consommateurs, notamment pour ce qui est des biens importés. Pour avoir une idée plus large sur la question, voir son article.

Tableau 31 : Evolution des parités de la monnaie nigériane

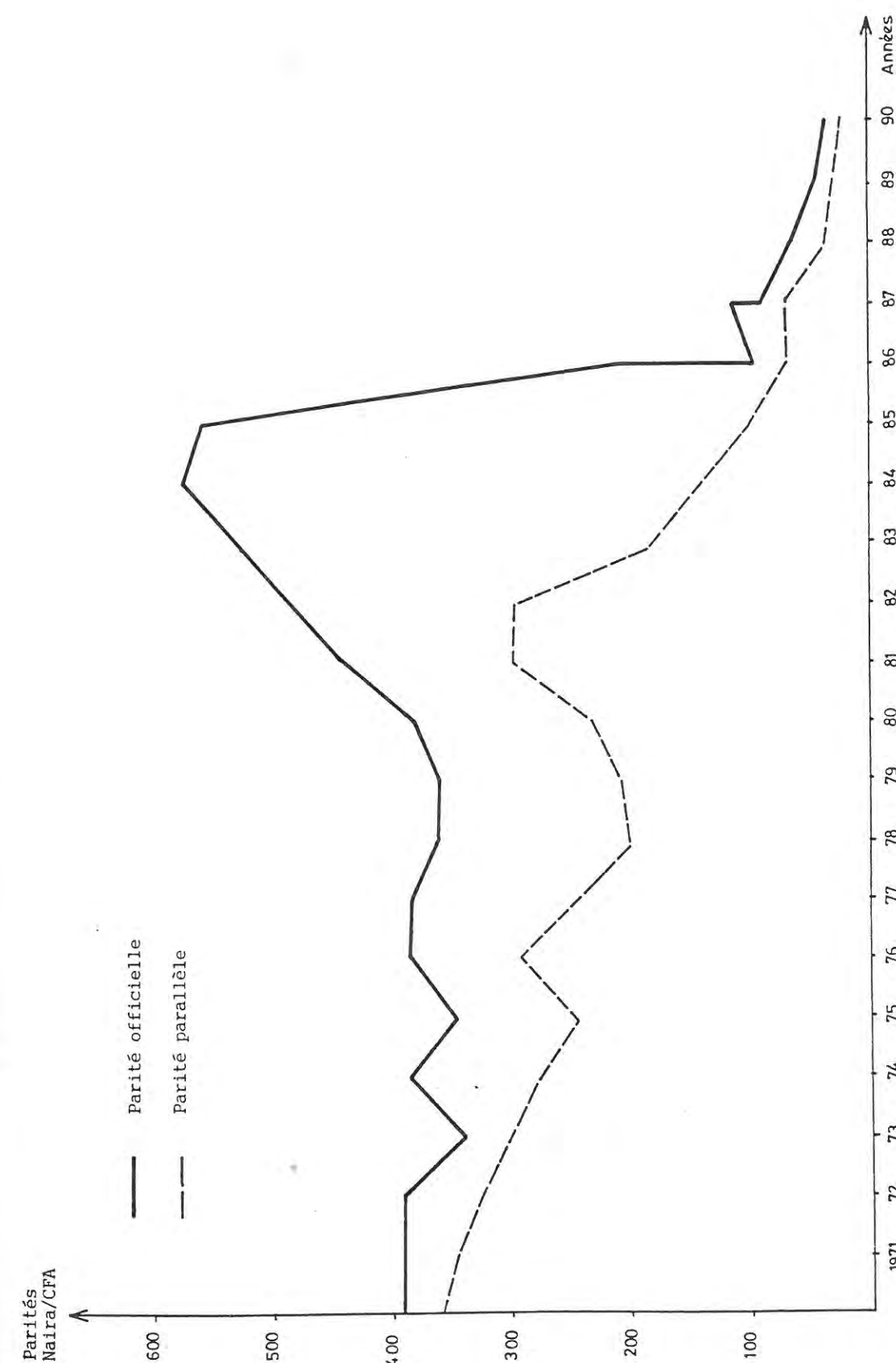
Années	Parités officielles CFA/Naira	Parités parallèles CFA/Naira	% des cotes naira/CFA
1960	690	800-900	(+15% +30%)
1970	389	350	-10
1971	389	345	-11
1972	383	325	-15
1973	339	300	-12
1974	382	275	-28
1975	348	245	-30
1976	381	280	-27
1977	382	240	-37
1978	356	200	-44
1979	353	205	-42
1980	386	230	-40
1981	443	295	-33
1982	449	295	-40
1983	527	180	-66
1984	571	140	-75
1985	503	100	-80
1986	210	70	-67
1986	140	70	-50
1986	95	70	-26
1987	115	70-80	(-30 -40)
1987	93	70-80	(-30 -40)
1988	65*	40-50**	(-23 -38)
1989	44*	34-40**	(-9 -22)
1990	35*	29-33**	(-5 -17)

Source : Vallée (O.) : *Système naira et crise financière. In Nigeria : un pouvoir en puissance* (Bach D.C. et al.). - Paris : Kharthala, 1988. - p46

* Compilation de données de African Economic Digest (AED)

** Moyennes des résultats d'enquêtes effectuées sur quelques marchés de l'espace Garoua-Gamboru.

Graphique 3 : Evolution des parités de la monnaie nigériane



Avec une croissance annuelle de 3,34% par an à partir de 1970, la valeur officielle du naira est portée à 571 francs CFA en 1984. L'année 1985 marque une étape décisive dans cette évolution. De 503 FCFA, le cours du naira connaît une chute de 81,1% en 1986. Entre 1986 et 1990, la dévaluation annuelle du naira était de 21% en moyenne par an. Ainsi, en 1990, le naira ne coûtait que 35 FCFA au niveau officiel.

Les résultats obtenus sur les marchés parallèles montrent une évolution presque semblable à celle déterminée par les parités officielles. Alors que la décôte devenait de plus en plus importante à partir de 1974 pour atteindre 75% et 80% en 1984 et 1985, la nouvelle politique monétaire menée par les autorités nigériennes à partir de 1986 -et qui s'est traduite par des dévaluations successives- a considérablement réduit l'écart qui s'observe entre la parité officielle et la parité parallèle. En 1990, la décôte fluctuait seulement entre 5 et 17%.

Ces fluctuations de cours que connaît la monnaie nigérienne influent sur les échanges. Après un bref aperçu historique, nous analyserons la situation à partir des années 70.

A l'avènement de l'indépendance (1960) et même durant toute la décennie qui l'a accompagnée, le contexte économique national conférait au Nigéria une place de choix parmi les pays africains. On peut noter qu'à cette époque la spéculation sur le marché parallèle permettait de fixer un taux de change du naira supérieur à la valeur officielle. En effet, le Nigéria était un agro-exportateur et des ressources financières lui permettaient de financer les importations de biens d'équipement et de produits manufacturés divers qui étaient réexportés ensuite vers les pays voisins. En décrivant les échanges entre le Nord Nigéria et le Nord Cameroun pendant et juste après la colonisation (les années 60), M. Rousard mentionne ce qui suit : "Un déséquilibre assez accentué se manifeste au détriment des productions camerounaises. En effet, le commerce nigérien propose une grande variété de produits importés à des prix plus intéressants et en quantités plus importantes que par les circuits normaux et officiels... Les achats de denrées importées ne peuvent être faits qu'en échange de production agricoles ou pastorales dont le Nigéria ne manque pas ; les prix proposés sont donc peu élevés et comme les transactions ne se font pas dans la même monnaie, les taux de change défavorisent le franc..." (ROUSARD, 1987, p. 127). De cette observation de Rousard, on peut déduire que jusqu'à la fin des années 60, par rapport aux marchandises manufacturées, les échanges agricoles étaient peu importants et concernaient un nombre réduit de produits.

Du milieu des années 70 jusqu'en 86 qui correspond à peu près à la période de la forte appréciation du naira (tant sur le marché officiel que parallèle), l'ensemble des produits agro-alimentaires -tout comme les produits de luxe : tissus wax, dentelles, etc.- étaient acheminés vers le Nigéria. Le commerce frontalier était d'autant plus fructueux qu'il s'était établi au fil des années une parité parallèle du naira largement favorable au franc CFA. Durant cette période, les commerçants camerounais ont exporté ou réexporté vers le Nigéria plusieurs centaines de milliers de tonnes de céréales (voir en annexe Tab. 17).

Mais depuis septembre 1986, la nouvelle politique monétaire du Nigéria qui se traduit par des dévaluations officielles et par la détermination du taux de change sur la base des offres de devises soumises à des demandes aux enchères, le naira connaît une évolution qui provoque l'inversion de certains flux agricoles : les produits vivriers locaux. Le tableau suivant relatif à l'évolution des taux de change sur les marchés parallèles enquêtés, nous permet d'apprécier la situation.

Tableau 32 : Evolution du cours du naira sur les différents marchés périodiques (nombre de nairas pour 1000 FCFA)

Marchés	août 88	déc. 88	jan. 89	août 89	août 90
Garoua	-	25,5	26	27	31
Gashiga	-	25,5	26	28	31,2
Pitoea	-	-	25,5	28	32,5
Boulai Ibib	-	-	25,5	27	30,5
Mora	21	26	25,5	27,5	33
Mokolo	20	25	25,5	27	31,5
Kousséri	20,5	25	26	28	33
Gamboru	-	-	25,5	28	32,5
Fotokol	-	-	26	28	32
Banki	21	25,5	26,5	29	34,4

Source : enquêtes de terrain

On remarque que le naira se déprécie considérablement sur l'ensemble des marchés périodiques. Cette dépréciation suit l'évolution des marchés périodiques. Cette dépréciation suit l'évolution du cours officiel (tableau précédent). Si, en août 1988, un naira valait entre 47,6 et 50 FCFA, en août 90, il fluctuait seulement entre 29,06 et 32,7 FCFA. Le naira coûte moins cher à Banki que sur les autres marchés. En effet, à cause de l'importance des transactions qui s'y effectuent, cette localité apparaît comme la plate-forme financière à partir de laquelle le taux de change parallèle du naira se fixe.

Dans l'ensemble, cette baisse continue du cours du naira tant au niveau officiel que sur les marchés parallèles paraît rendre plus compétitifs les produits agro-alimentaires du Nigéria qui, de ce fait, inondent de plus en plus les marchés camerounais. Si l'on sait que le Nigéria est toujours confronté - malgré les performances de l'agriculture ces dernières années- au problème vivrier, notamment céréalier, on peut dire que les taux de change jouent sur les prix des produits et par conséquent déterminent l'orientation des flux. Les flux de tubercules et racines qui partent du Sud et du Centre du Nigéria en direction du Nord Cameroun illustrent ce phénomène.

En effet, les tubercules et racines présentent les caractéristiques suivantes :

- leurs cultures sont localisées sur les mêmes latitudes au Nigéria et au Cameroun,
- elles sont pondéreuses et ont un degré de périssabilité élevé (comparé à celui des céréales et légumineuses).

Face à ces caractéristiques, on pourrait dire que l'approvisionnement de la partie septentrionale du Cameroun en tubercules et racines se fait à partir du centre du pays (région plus proche). En réalité, il n'en est pas totalement ainsi. Le Nord Cameroun est ravitaillé en partie à partir du Nigéria. La raison est qu'en fonction du taux de change sur les marchés parallèles, les coûts de transport depuis 1986 sont bas, ce qui permet à ces produits nigériens d'être plus compétitifs sur les marchés frontaliers de l'espace Garoua-Gamboru. La situation paraît d'autant plus vraie que la dévaluation du naira ne s'est pas accompagnée d'une hausse correspondante (équivalente) des coûts de transport au Nigéria comme en témoigne le tableau ci-après sur l'évolution des prix de produits et services.

Tableau 33 : Indices composés des prix à la consommation au Nigéria (1975 : base 100)

	1986	1987	1988	Variation en % entre	
				1986 et 1987	1987 et 1988
Alimentaire	499,2	541,9	824,7	8,6	52,2
Boissons	421,4	457,5	479,8	8,6	4,9
Tabac et cola	672,7	767,5	829,5	14,1	8,1
Carburant et	362,5	378,1	357,3	4,3	-5,5
électricité					
Logement	709	839,1	863,9	18,3	3
Habillement	604,3	787,8	871,4	11,9	10,6
Total transports	422,2	478	552,9	13,2	15,7
Transport rural	432,8	494	575,5	14,1	16,5
Autres	834,4	1015,9	1091,5	21,8	7,4
Total	509,7	561,6	776,5	10,2	38,3

Source : Federal Source of Statistics (FOS), Lagos

L'indice des prix montre que l'inflation qui a suivi la dévaluation du naïra n'a pas eu des effets correspondants sur le transport. La variation annuelle des prix dans le secteur entre 1986 et 1988 est de 15,4% (et de 16,4% pour le transport rural) contre une dévaluation du naïra de 34,5% pour la même période. Rapportés aux taux de change parallèle, les coûts de transport sont relativement bas et permettent aux commerçants nigériens d'acheminer les marchandises vers les marchés frontaliers de l'espace Garoua-Gambaru.

Parallèlement, la hausse des prix de produits alimentaires au Nigéria (52,2% entre 1987 et 1988 contre seulement 8,6% entre 1986 et 1987) aura deux conséquences majeures :

- elle va inciter les paysans à accroître leurs productions pour obtenir un revenu rémunérateur si la variation des coûts d'inputs agricoles est inférieure à celle de la dévaluation du naïra,
- elle va augmenter la marge bénéficiaire des commerçants nigériens si les prix payés aux producteurs évoluent moins vite (moins de 52,2%).

Dans l'ensemble, la dévaluation du naïra apparaît donc favorable à l'agriculture nigérienne. Avec l'accroissement de la production constatée ces dernières années, les produits nigériens devraient à terme être plus compétitifs. Ainsi, les disparités monétaires entre le Nigéria et le Cameroun avec les variations des taux de change qui en découlent, influent sur les échanges.

Conclusion

L'étude des déterminants des échanges frontaliers entre le Nigéria et le Cameroun, plus précisément entre les parties septentrionales des deux pays, met en exergue le rôle des politiques de développement économique. Leur définition en fonction des objectifs purement nationaux, crée des disparités sur lesquelles s'appuient les commerçants pour dynamiser les échanges frontaliers. Généralement, l'évolution du contexte agricole, économique et monétaire au Nigéria influe énormément sur le fonctionnement des échanges. Ainsi :

- l'évolution différenciée des agricultures qui se traduit au Nigéria par un déficit céréalier chronique et au Cameroun par des surplus agricoles, oriente la quasi-totalité des flux agro-alimentaires vers le Nigéria. Mais la nouvelle politique agricole nigérienne permet de plus en plus d'inverser l'orientation des flux des produits vivriers locaux,
- les différentes mesures du commerce extérieur plus restrictives, plus rigides au Nigéria qu'au Cameroun, constituent des opportunités sur lesquelles se basent les commerçants pour développer à partir du Cameroun des flux de réexportation qui alimentent en riz et en farine de blé le marché nigérien ;
- les disparités de politiques monétaires qui, pendant longtemps, ont joué en faveur des commerçants camerounais s'annoncent plutôt favorables ces dernières années à l'agriculture nigérienne dont la

production quoique encore insuffisante au niveau national, concurrence sérieusement celle du Cameroun.

Cette description très sectorielle des déterminants des échanges frontaliers cache cependant des réalités plus complexes. Le plus souvent les flux de produits et de groupes de produits sont déterminés par la conjonction des différents paramètres évoqués. C'est donc l'imbrication de ces derniers qui influe sur le commerce frontalier. Le tableau suivant nous donne une idée de la complexité de la situation.

Les échanges frontaliers dont le dynamisme dépend donc des contrastes nés de l'application des politiques de développement économique au Nigéria et au Cameroun ont des conséquences socio-économiques évidentes.

Tableau 34 : Déterminants des flux frontaliers de produits agro-alimentaires au Nord-Nigéria - Nord-Cameroun

Périodes	Produits et groupes de produits	Orientations des flux	Déterminants
Avant 1970	Ensemble des produits agro-pastoraux	Cameroun-Nigéria	* Parités du naïra (officielles et parallèles) avantageuses pour les commerçants camerounais (1)
Milieu des années 70 jusqu'en 1985	* Riz local	Cameroun-Nigéria	* Politiques nigériennes du commerce extérieur favorisant les importations de produits agro-alimentaires (2) * Déficit vivrier (céréalier) du Nigéria face aux surplus agricoles du Cameroun (3) * Prix du riz camerounais intéressants pour l'Etat Nigérien * Parités du naïra avantageuses pour la SEMRY
	* Riz et farine de blé	Cameroun-Nigéria	* La contrepartie des produits manufacturés importés par les commerçants camerounais (4)
	* Mil, Sorgho, Maïs, Arachide, Haricot, Niébé	Cameroun-Nigéria	* (4) * (3) * (1) * (2)
Après 1986	* Riz local (brisures et paddy) à partir de 1988	Cameroun-Nigéria	* Problèmes de la SEMRY * Parités du naïra défavorables à la SEMRY * Organisation des agriculteurs pour la vente des produits aux commerçants * Prix au Nigéria intéressants pour les commerçants camerounais (5)
	* Riz et farine de blé importés	Cameroun-Nigéria	* Disparités de politiques du commerce extérieur : prohibition au Nigéria face à l'autorisation des importations au Cameroun * (5)
	* Maïs, Mil, Sorgho	Nigéria-Cameroun	* Taux de change du naïra avantageux pour les commerçants nigériens (6)
	* Tubercules et racines	Nigéria-Cameroun	* (6) * Prix du Cameroun intéressants pour les commerçants nigériens

Source : D'après littérature sur les échanges entre le Nigéria et le Cameroun et enquêtes de terrain.

Chapitre IV

L'impact des échanges frontaliers

Introduction

L'impact des échanges frontaliers sera apprécié en tenant compte :

- des revenus monétaires que tirent les différents acteurs et les Etats,
- de l'évolution de la production agricole pour montrer le comportement du producteur,
- des avantages et inconvénients pour les consommateurs,
- de la dynamique régionale et des mutations sociales.

I. Echanges frontaliers, revenus monétaires et évolution de la production

Les revenus procurés par les échanges frontaliers opposent d'un côté les commerçants, les intermédiaires et de l'autre les Etats. Pour les premiers, il s'agit des bénéfices réalisés au détriment des seconds. Entre ces deux parties, les comportements des producteurs et des consommateurs décrivent une situation de compromis du fait des avantages ou inconvénients qu'ils tirent de ce commerce.

1. Les avantages des commerçants et intermédiaires

Il s'agit ici de dégager les bénéfices que tirent les différents acteurs du commerce frontalier en tenant compte des produits vivriers locaux et des céréales importées.

A. Les marges brutes sur les produits vivriers locaux

L'importance de la marge bénéficiaire que réalisent les commerçants avec les intermédiaires dépend à la fois des prix payés aux producteurs, des prix de vente sur les différents marchés, auxquels s'ajoutent plusieurs coûts (frais de corruption des agents de contrôle frontalier, dommages subis par les produits lors des transports et d'emménagement, etc.). Le calcul de cette marge à travers les différents circuits existants paraît difficile. Toutefois, en considérant les prix pratiqués dans les zones de production et ceux de détail sur les marchés des zones de consommation, on peut évaluer l'ensemble des bénéfices que se partagent les différents acteurs qui interviennent dans la commercialisation. Le tableau suivant nous en donne une idée :

Tableau 35 : Moyenne de la marge brute des commerçants à travers les circuits de produits vivriers locaux : juillet-août 1989 (en équivalent FCFA par sac d'environ 100 kg)

Produits	Zone de production		Zone de consommation		Marge bénéficiaire brute	
	Localités	Prix de vente	Localités	Prix de vente	Valeur absolue	%
Riz paddy	Kousséri (1)	6000	Maidugari (2)	9800	3800	63,3
Mil/sorgho	Bama (2)	4800	Maroua (1)	7500	2700	56,2
Maïs	Bama (2)	4250	Maroua (1)	6000	1750	41,1
Haricot/Niébé	Mora (1)	10000	Maidugui (2)	14300	4300	43
Arachide décortiqué	Mora (1)	13200	Maidugui (2)	18820	5620	42,5
Patate douce	Bélel (2)	5100	Garoua (1)	7500	2400	47

Source : enquêtes de terrain

(1) Localité camerounaise

(2) Localité nigériane

La marge bénéficiaire brute perçue par l'ensemble des acteurs du commerce frontalier le long des circuits en août 1990, varie entre 40 et 65%. Les revenus qu'en tirent les commerçants dépendent de la distance qui sépare la zone de production de la zone de consommation, du nombre d'intermédiaires intervenant dans les transactions, de la période de l'année (saison pluvieuse, saison sèche), du cours du naïra sur le marché parallèle de change, et de la nature du produit commercialisé. Suivant ce dernier critère, le commerce du riz (paddy) est le plus rentable (63,3% de marge bénéficiaire brute). La forte demande du riz (paddy ou blanchi) au Nigéria en est la cause. C'est pour satisfaire cette demande toujours croissante que les commerçants ont recours aux importations. Aussi, le mil et le sorgho qui constituent les premiers produits de base des populations font-ils l'objet de spéculation (56,2% de marge brute).

B. Les marges bénéficiaires sur le riz et la farine de blé importés

En fonction de la diffusion des produits dans la zone d'étude, trois types de situations sont à considérer.

Si l'on prend un importateur qui, à partir du port de Douala, fait acheminer du riz et de la farine de blé à Garoua (première étape dans le commerce frontalier), en tenant compte de l'ensemble des taxes et coûts de transport, ses bénéfices nets en juillet-août 1989 se présentent de la façon suivante :

Tableau 36 : Structure des prix et marges bénéficiaires des importateurs camerounais à Garoua

	Riz (1 tonne)		Farine de blé (1 tonne)	
	% taxes	FCFA	% taxes	FCFA
Prix CAF (1) port de Douala		80 000		50 000
Droit de douane	20% sur CAF	16 000	20% sur CAF	10 000
Droit fiscal d'entrée	5% sur CAF	4 000	15% sur CAF	7 500
TCA (2)	10% sur CAF + droit de douane + droit d'entrée	10 000	10% sur CAF + droit de douane et d'entrée	6 750
Taxes diverses	7% sur CAF	7 000	7% sur CAF	3 500
Prix de revient port de Douala après accostage		117 000		77 500
Transport Douala-Garoua (1 447 km)		30 000		30 000
Prix de revient à Garoua		147 000		107 750
Prix de vente (en gros à Garoua)		160 000		120 000
Marge bénéficiaire à Garoua		13 000		12 250
% marge		8,8 %		11,3 %

Source : Direction Douanes - Douala

MINFINANCES - Youndé

Enquêtes de terrain

(1) CAF : Coût Assurance, Frêt

(2) TCA : Taxe sur Chiffre d'Affaires

La marge bénéficiaire nette de l'importateur est de 13 000 FCFA pour 1 tonne de riz et 12 250 FCFA pour 1 tonne de farine de blé, soit respectivement 8,8% et 11,3% du prix de revient à Garoua.

En considérant un commerçant qui, à partir de Garoua, fait parvenir les mêmes marchandises à Banki et à Gamboru (le marché frontalier le plus au Nord de la zone d'étude), les revenus se présentent comme suit :

Tableau 37 : Structure des prix du riz et de la farine de blé et marges bénéficiaires des commerçants opérant à partir de Garoua : juillet-août 1989

Prix et marges bénéficiaires	Riz (1 tonne)	Farine de blé (1 tonne)
Prix de vente (de gros) à Garoua	160 000	120 000
Transport Garoua-Banki via Maroua (300 km)	12 000	12 000
Prix de revient à Banki	172 000	132 000
Prix de vente à Banki	228 300	184 000
Marge brute à Banki	56 300	52 000
% marge à Banki	32,7	39,3
Transport Garoua-Gamboru via Maroua et Kousséri (575 km)	25 000	25 000
Prix de revient à Gamboru	185 000	145 000
Prix de vente à Gamboru	220 000	206 000
Marge brute à Gamboru (1)	65 000	61 000
% marge brute à Gamboru	35,1	42

Source : enquêtes de terrain

(1) Revenus des intermédiaires (autres que les camionneurs) inclus

A ce niveau, il s'agit d'une marge bénéficiaire brute que réalise le commerçant. Les coûts de transport étant déduits, il ne devra payer que les services des autres intermédiaires (courtiers, prospecteurs, passeurs...) et quelquefois acheter la complicité des agents de contrôle frontalier. Cette marge à Banki est de 56 300 FCFA pour le riz et de 52 000 FCFA pour la farine de blé, soit respectivement 32,7 et 39,3% des prix de revient. A Gamboru, elle est de 65 000 FCFA pour le premier produit et 61 000 FCA pour le deuxième, soit respectivement 35,1% et 42% des prix de revient.

L'observation des résultats des deux tableaux (n°37 et 38) montre que :

- comparé à celui du riz, le commerce frontalier de la farine de blé est beaucoup plus rentable ; en effet, ce dernier produit coûte relativement plus cher au Nigéria à cause d'une production nationale insignifiante par rapport à la demande ;
- plus le commerçant achemine ses marchandises vers le Nord de la zone d'étude, plus sa marge bénéficiaire augmente malgré les coûts de transport de plus en plus élevés.

En réalité, les marges bénéficiaires des commerçants sont plus élevées, notamment celles des importateurs. En effet, ces derniers -comme en témoigne l'étude d'Africa International (1989)- usent de tous les moyens pour payer le moins de taxes possibles.

Les revenus du commerçant nigérian dépendent donc davantage de la position géographique du marché frontalier par rapport aux zones de consommation. La diversité des voies de communication qu'empruntent les produits -à cause de la prohibition dont ils sont frappés- ne nous permet pas de dégager des coûts fixes pour le transport. Toutefois, le commerçant nigérian a beaucoup plus d'intérêt à acheter le riz et la farine de blé à Banki par exemple, plutôt qu'à Gamboru pour approvisionner les villes de Bama et Maiduguri.

Si l'on inclut les coûts de transport et les prestations des intermédiaires, on peut dire que les marges bénéficiaires brutes réalisées par les commerçants sur les céréales importées sont plus élevées que celles obtenues sur les céréales locales, abstraction faite du riz (paddy ou blanchi). L'importance de la marge brute sur le riz et la farine de blé -malgré les coûts de transport élevés- explique l'intensité des activités de réexportation en direction du Nigéria.

Dans l'ensemble, le commerce frontalier procure des bénéfices aux commerçants et aux intermédiaires. L'importance de l'effectif de ces acteurs et la diversité de leurs fonctions montre que les échanges favorisent la création d'emplois nouveaux et l'accroissement des revenus. Mais ces échanges ne rencontrent pas l'approbation des Etats qui les jugent s'effectuer à leur détriment.

2. Le manque à gagner des Etats

Les échanges frontaliers qui s'effectuent de façon clandestine entraînent des pertes financières pour les Etats concernés. L'appréciation qu'en font ces derniers reste essentiellement fiscale. Les statistiques disponibles sur le Cameroun permettent de cerner l'ampleur du phénomène.

Si l'on s'en tient aux volumes annuels des flux de réexportation sur les marchés de Kérawa, Banki et Gamboru (tableau n°16), soit un total d'environ 7 600 tonnes pour le riz et 4 400 tonnes pour la farine de blé, on peut calculer les bénéfices théoriques tirés par l'Etat camerounais des échanges frontaliers. Il suffit d'appliquer à ces volumes, les taxes à l'importation des produits. D'après le tableau n°37, on a une taxe d'environ 42% de la valeur CAF sur le riz et 52% de la valeur CAF sur la farine de blé. En les appliquant aux volumes réexportés, l'Etat camerounais tire en 1989 pour :

- le riz qui revient à 160 000 FCFA (valeur CAF) au port de Douala : $(160\ 000 \times 7600) \times 42\% = 510\ 720\ 000$ FCFA
- la farine de blé qui revient à 120 000 FCFA (valeur CAF) au port de Douala : $(120\ 000 \times 4\ 400) \times 52\% = 274\ 560\ 000$ FCFA.

Ce qui donne un gain total de 785 280 000 FCFA au niveau du port de Douala. Mais le problème majeur est que l'ensemble des marchandises importées au Cameroun font l'objet de fraude douanière.

Toujours d'après l'étude d'Africa International (1989, p. V), les recettes douanières de l'ensemble des cinq provinces voisines du Nigéria sont évaluées au cours de l'exercice fiscal 1987/88 à 3 964 042 305 FCFA. L'étude évalue à 2,8 milliards de francs la part des émissions douanières portant sur les importations en provenance du Nigéria, et à plus d'un milliard de francs le bénéfice que tire l'Etat camerounais des exportations et réexportations qui, pour l'essentiel, portent sur les produits agricoles. Au regard de l'intensité des échanges frontaliers, ces chiffres sont sous-évalués et ne traduisent donc pas la réalité. Une évaluation faite par la même étude a permis de conclure : "... Le trafic frauduleux entre le Nigéria et le Cameroun se serait situé en 1988 aux alentours de 107 milliards de francs CFA. Une somme qui a échappé à tous les circuits officiels et n'a rien apporté, ni au Trésor, ni à l'économie nationale. Tout juste a-t-elle permis de développer la consommation des ménages et de renflouer les fraudeurs". En rapprochant ce chiffre des recettes douanières, on comprend que les statistiques de douanes n'illustrent pas véritablement l'intensité des échanges frontaliers entre le Nigéria et le Cameroun.

Si l'on en vient au contexte nigérian, l'ampleur de la contrebande frontalière avec les pays voisins est telle qu'elle a constitué une des raisons principales de la fermeture des frontières nationales entre 1984 et 1986 avec pour corollaire la création de "border zones" selon les termes de J. IGUE dans l'ouvrage Bach et al. (1988, p.219) et le renforcement de sa surveillance par l'Etat. Si la fermeture des frontières s'est révélée relativement efficace pour combattre les flux de contrebande (BACH et al. 1988, p. 213), elle n'a pas découragé les commerçants qui ont affiné leurs méthodes d'échanges parallèles, permettant ainsi aux acteurs d'accroître leurs marges bénéficiaires.

Du fait de leur nature, les échanges frontaliers mettent donc aux prises, d'un côté, les commerçants et les différents intermédiaires, et de l'autre, les Etats. Si les activités s'avèrent bénéfiques pour les acteurs, les Etats les jugent préjudiciables du point de vue de la gestion macro-économique. Mais si l'on se base sur la seule logique des échanges agricoles, qui font l'objet de nos préoccupations, des considérations diverses interviennent pour relativiser le manque à gagner des Etats. Ainsi, le problème présenterait différents aspects selon qu'on est au Nigéria ou au Cameroun, ou qu'il s'agit d'un produit ou d'un autre. De ce point de vue, l'analyse de l'évolution de la production agricole permet d'apprécier les différentes situations susceptibles de se présenter.

3. Echanges frontaliers et évolution de la production agricole

Il n'y a pas de prix garantis aux producteurs. Les prix à la production fluctuent dans le temps et dans l'espace en fonction de l'offre et de la demande. Toutefois, on peut apprécier l'impact des échanges frontaliers chez les producteurs en considérant l'évolution de l'ensemble de la production. Deux types de situation s'observent : le cas où les échanges permettent d'accroître la production, et le cas où ils peuvent provoquer une stagnation, voire une baisse de la production.

Tableau 38 : Evolution des principales productions vivrières dans les différents départements de la province de l'Extrême Nord au Cameroun (1984-1990) (en tonnes)

Productions	Départements		1984-85	1985-86	1986-87	1989-90	Taux d'accroissement annuel moyen : 1984-90 (en %) par :	
	Situation géographique	Dénomination					Département	Situation géographique
Mil/sorgho	(1)	Mayo-Tsanaga Mayo-Sava Logone et Chari	91 435 19 997 6 537	96 411 44 311 6 768	138 735 76 804 12 931	149 314 82 544 8 856	10,5 52,1 5,9	22,8
	(2)	Diamaré Mayo-Danay Kaelé	48 789 59 800 31 325	74 051 66 100 49 638	87 682 111 281 51 750	52 334 65 568 47 733	1,2 1,6 8,7	3,8
	(1)	Mayo-Tsanaga Mayo-Sava Logone et Chari	34 389 1 926 -	34 147 4 832 -	38 749 3 460 -	39 684 4 037 -	2,5 18,2 -	10,1
Arachide	(2)	Diamaré Mayo-Danay Kaelé	1 727 7 500 846	4 252 7 700 3 020	2 100 1 444 2 954	3 982 2 079 1 373	21,7 -12 10,3	6,6
	(1)	Mayo-Tsanaga Mayo-Sava Logone et Chari	19 390 664 -	25 023 4 005 -	21 952 3 344 -	22 363 4 242 -	2,5 89,8 -	46,1
	(2)	Diamaré Mayo-Danay Kaelé	3 014 200 31 325	2 679 200 49 638	2 967 386 51 750	2 355 142 47 733	-3,6 -4,8 8,7	0,1

Source : Délégation Provinciale de l'Agriculture de l'Extrême-Nord - Maroua

(1) Départements accolés à la frontière Nigéria-Cameroun

(2) Départements accolés à la frontière Nigéria-Cameroun

Tableau 39 : Evolution des superficies des principales cultures vivrières dans les différents départements de la province de l'Extrême Nord au Cameroun (1984-1990) (en hectares)

Productions	Départements		1984-85	1985-86	1986-87	1989-90	Taux d'accroissement annuel moyen : 1984-90 (en %) par :	
	Situation géographique	Dénomination					Département	Situation géographique
Mil/sorgho	(1)	Mayo-Tsanaga	123 838	90 532	115 130	168 623	6	49,3
		Mayo-Sava	58 667	59 652	68 653	76 883	5,1	
		Logone et Chari	12 225	16 083	15 883	73 156	83	
(2)		Diamaré	54 477	78 058	80 734	49 622	-1,4	0,1
		Mayo-Danay	59 800	62 100	111 281	65 568	1,6	
		Kaélé	48 593	50 209	52 751	48 879	0,1	
Arachide	(1)	Mayo-Tsanaga	41 402	22 779	46 166	59 863	7,4	4,9
		Mayo-Sava	4 738	6 420	5 687	5 454	2,5	
		Logone et Chari	-	-	-	-	-	
(2)		Diamaré	3 604	732	4 389	1 118	-11,4	-6,6
		Mayo-Danay	7 500	7 700	1 444	2 079	-8,5	
		Kaélé	3 128	4 000	5 717	3 129	0	
Haricot/Niébé	(1)	Mayo-Tsanaga	29 814	27 244	29 003	27 527	-1,3	25,2
		Mayo-Sava	2 124	7 393	8 423	8 733	51,8	
		Logone et Chari	-	-	-	-	-	
(2)		Diamaré	5 046	4 603	505	3 792	-4,1	-2,3
		Mayo-Danay	500	500	700	289	-7	
		Kaélé	3 894	2 512	2 601	2 939	4	

Source : Délégation Provinciale de l'Agriculture de l'Extrême-Nord - Maroua

(1) Départements accolés à la frontière Nigéria-Cameroun

(2) Départements accolés à la frontière Nigéria-Cameroun

A. Cas d'une production agricole croissante

Les possibilités de vente des produits sur les marchés périodiques constituent des garanties nécessaires aux paysans pour l'accroissement de la production. Si l'encadrement technique (fourniture d'engrais chimiques, de pesticides, de semences améliorées, etc.) de la majorité des paysans n'est plus assuré depuis quelques années, l'évolution de la production témoigne des avantages tirés des échanges frontaliers. Le plus souvent, le paysan produit non pas seulement pour l'autoconsommation, mais aussi pour le marché. C'est cette dernière éventualité qui l'incite à produire davantage, dans la plupart des cas par extension des terres.

En prenant en compte l'ensemble de la province de l'Extrême Nord au Cameroun, les deux tableaux suivants -relatifs aux productions et aux superficies emblavées- permettent d'apprécier l'influence positive du commerce frontalier sur l'agriculture.

Quoiqu'encore sujette à des aléas climatiques, la production agricole connaît un accroissement qui est nettement plus appréciable dans les départements accolés à la frontière camerouno-nigériane. Dans les départements plus éloignés de la frontière, les productions d'arachides, de haricot et de niébé connaissent parfois une baisse importante. Le phénomène est plus marquant dans le Diamaré. En effet, les jeunes ruraux abandonnent les terres au profit de la métropole de Maroua et de l'espace frontalier où ils peuvent s'adonner aux activités commerciales et de transport.

Les départements frontaliers de Mayo-Sava et de Mayo-Tsanaga apparaissent comme le grenier de la province de l'Extrême-Nord et surtout de l'espace Garoua-Gambaru.

La production étant encore traditionnelle, l'évolution croissante des superficies cultivées (de 5 à 40 % par an en moyenne entre 1984 et 1990) montre l'essor de l'agriculture dans l'espace frontalier camerounais. Cet accroissement procède à la fois de la volonté du paysan d'accroître ses revenus monétaires et de l'installation de nouveaux agriculteurs.

L'espace frontalier est donc devenu une zone d'attraction où les échanges ont favorisé non seulement le développement de l'agriculture mais aussi l'essor d'autres activités dont le transport, les négoce, etc. (cf. chapitre I). Mais cette concentration humaine peut aussi signifier le développement des activités commerciales au détriment de l'agriculture.

B. Cas d'une production agricole en déclin

Cette situation s'observe principalement pour la production du riz qui est concurrencée par les flux d'importation et de réexportation.

L'analyse que nous avons faite dans les chapitres II et III sur les circuits des céréales importées et leurs déterminants, montre que :

- l'importation du riz au Cameroun a été l'un des problèmes majeurs rencontrés par la SEMRY, ce qui a conduit à une chute de la production de 75,7% en 1987/88 par rapport à 1985/86 (GONSALLO, 1991) ;
- au Nigéria, les flux de réexportation qui partent du Cameroun ont découragé les producteurs de riz qui ne trouvent pas leurs efforts récompensés par les prix pratiqués sur les marchés. En effet, la production nationale -dont la grande partie provient du Nord- stagne depuis 1982 à 1,4 million de tonnes.

Donc, la réexportation du Cameroun contrecarre la politique agricole du Nigéria qui, de ce fait, interdit les importations de riz pour accroître la production. Mais cette protection profite davantage aux commerçants camerounais qu'aux producteurs du Nigéria. En effet, les paysans nigériens se tournent de plus en plus vers la production d'autres cultures jugées plus rentables pour eux : mil, sorgho, maïs, haricot, niébé et arachide.

De nos jours, toute la zone d'étude en général et le monde rural en particulier sont touchés par le phénomène du commerce frontalier. D'une manière générale, l'approvisionnement des consommateurs -que ce soit pour les produits vivriers locaux ou pour les céréales importées- se fait à des coûts relativement moindres à partir des échanges frontaliers qui régulent l'offre.

Selon qu'on se place du côté des producteurs, des commerçants, des consommateurs ou des Etats, on peut schématiser les avantages et inconvénients que tire chacun d'eux à partir des différents flux existants. Le tableau suivant nous en donne une idée.

Tableau 40 : Impact des échanges frontaliers de produits vivriers sur les acteurs économiques

Flux	Nigéria				Cameroun			
	Produc-teurs	Commer-çants	Consom-mateurs	Etat	Produc-teurs	Commer-çants	Consom-mateurs	Etat
Mil/Sorgho (N <-> C)	+	+	+	=	+	+	+	=
Maïs (N -> C)	+	+	=	+	=	+	+	=
Haricot-Niébé (N <- C)	=	+	+	=	+	+	=	-
Arachide (N <- C)	=	+	+	-	+	+	=	+
Tubercules (N -> C)	-	+	+	-	-	+	+	+
Riz local (N <- C)	-	+	+	-	-	+	+	+
Riz importé (N <- C)	-	+	+	-	-	+	+	+
Farine de blé (N <- C)	-	+	+	-	-	+	+	+

Source : d'après - Littérature et enquêtes de terrain

(+) avantage

(-) inconvénient

(=) sans effet

N <-> C : flux en direction du Cameroun et du Nigéria

N -> C : flux en direction du Cameroun

N <- C : flux en direction du Nigéria.

Les commerçants et les consommateurs du pays importateur sont les premiers bénéficiaires des échanges frontaliers qui s'effectuent entre le Nord Nigéria et le Nord Cameroun. La situation paraît plus complexe lorsqu'on considère les producteurs. En effet, tant que les échanges concernent les produits locaux, ils sont bénéfiques ou sans effet pour eux. Mais pour ce qui est du commerce des céréales importées -que ce soit au Nigéria ou au Cameroun- la production s'en trouve affectée négativement.

Quant aux Etats, seul le Cameroun tire véritablement profit de la situation à cause des taxes à l'exportation et à l'importation imposées sur les produits. Les flux de réexportation camerounais contrecarrent la politique agricole mise en oeuvre par l'Etat nigérian pour développer les productions de riz et de blé.

Comme on peut le constater, l'appréciation qu'on peut se faire de l'impact des échanges frontaliers sur la dynamique économique régionale paraît difficile. Celle-ci devra tenir compte non seulement des différents acteurs économiques, mais aussi des effets induits sur le milieu concerné. Au Nord Nigéria, Nord Cameroun, ces échanges favorisent une polarisation spatiale et un changement social.

II. Commerce frontalier, polarisation spatiale et mutations sociales

1. La polarisation spatiale

Les transactions commerciales ont conduit au développement de certaines localités, leur conférant une fonction économique qui fait d'elles des pôles d'entraînement au sein de l'espace Nord Nigéria - Nord Cameroun. La hiérarchie de l'habitat s'en trouve ainsi modifiée. Celle-ci n'est plus seulement liée à la taille et à la fonction administrative et politique des localités, mais dépend également de l'intensité des activités commerciales et de service qui s'y déroulent. En prenant en compte les trois critères à la fois, nous distinguons :

- Le village, qui, avec son habitat dispersé, montre la prépondérance de l'agriculture sur les autres activités économiques ;
- La ville, qui a une structure concentrée et joue le rôle de centre de décisions politiques et administratives. Les différentes infrastructures socio-économiques d'Etat et privées témoignent de la quasi exclusivité des activités non agricoles ;

- Le marché frontalier, qui se situe à un niveau intermédiaire entre les deux cas précédents. Il s'agit d'une localité qui, malgré sa production agricole, organise les échanges commerciaux tous azimuts. De fait, il s'en suit une prolifération des maisons de commerce et de services divers, d'entrepôts, qui en assurent l'animation et la gestion. En raison des relations commerciales qui sont tissées entre les différentes localités, le marché frontalier apparaît comme un pôle d'entraînement.

Le développement des localités se traduit non seulement par la multiplication des entrepôts, magasins, boutiques, et l'accroissement des parcs automobiles, mais aussi par la qualité du bâti. Aux constructions traditionnelles en banco coiffées de paille, se substituent progressivement des maisons en dur (fer à béton, agglomérés de ciment...) aux toits en tôle ondulées galvanisées.

De par leur fonction de distribution et de concentration des produits agricoles et manufacturés, les marchés frontaliers contribuent au développement du monde rural. Les échanges qui se sont créés entre les différents marchés, villages et villes, jouent un rôle essentiel dans les changements sociaux.

2. Les mutations sociales

L'intensité des transactions commerciales entre le Nord Nigéria et le Nord Cameroun a favorisé deux types de situation sociale :

- La montée d'un groupe de commerçants très organisés. Plusieurs parmi ces hommes ont, de par leur richesse, conquis des positions influentes et dominantes dans les structures sociales. Bien que la richesse de ces commerçants soit difficilement quantifiable pour le moment, on peut toutefois en évaluer l'ampleur à travers les différentes réalisations : promotion immobilière, accroissement du parc automobile (voitures légères, véhicules lourds), création d'importants établissements commerciaux. Aussi pour ces riches commerçants, les cérémonies de mariage, de baptême, de décès, etc. constituent-elles des occasions pour exprimer l'ampleur de leur richesse à partir des dépenses somptueuses ;
- Le complexe d'infériorité chez d'autres, par suite de leur non accès au cercle restreint des commerçants musulmans. Cette exclusion, qui a pour base la religion, a provoqué au lendemain des indépendances, des mouvements d'exode dans les hauts plateaux Mandara. Les jeunes gens émigraient volontairement pour aller chercher du travail plus rémunérateur dans les villes.

Les mesures prises par les Pouvoirs Publics pour contrôler et restreindre les échanges frontaliers, qualifiés de parallèles et d'informels dans la zone d'étude, n'ont fait que produire des effets contraires allant dans le sens du renforcement de la solidarité transnationale des populations concernées. De nos jours, deux types de conséquences s'observent suite aux tractations des pouvoirs publics.

- Au Cameroun où les chefs traditionnels ont perdu leurs pouvoirs coutumiers et leur rôle premier dans la vie politique et sociale avec l'avènement de la colonisation et de l'indépendance, une plus grande considération, un plus grand privilège social est donné aux riches commerçants. C'est dire donc que le rôle des chefs traditionnels (chefs de terre, chef religieux, Lamido, etc.) n'est que symbolique dans le fonctionnement et la gestion de la vie politique et sociale à la campagne. A titre d'exemple, un chef de terre est de moins en moins consulté dans l'attribution ou la vente d'une parcelle à un étranger.
- Au Nigéria où un intérêt particulier a été accordé par la puissance colonisatrice anglaise aux chefs traditionnels dans la gestion administrative et politique nationale, et qui n'a pas connu une modification profonde avec l'indépendance, ceux-ci, en gérant leur cadre territorial, se sont aussi enrichis au même titre que les commerçants. Aujourd'hui, nombreux sont les chefs traditionnels qui participent activement aux activités frontalières (production agricole, activités commerciales, services de transport, etc.). C'est dire donc que non seulement les chefs traditionnels conservent leurs privilèges coutumiers, mais aussi, qu'ils acquièrent la notoriété et les considérations sociales dont jouissent les hommes riches.

Cette situation particulièrement différente d'un pays à l'autre provoque une certaine frustration chez les autorités traditionnelles camerounaises des provinces du Nord et de l'Extrême-Nord. Aujourd'hui, seuls les profonds liens ethniques et religieux et quelques contacts entre les chefs traditionnels du Cameroun et du Nigéria permettent de donner une impulsion sociale nouvelle à la zone d'étude. Ces facteurs sont un atout majeur dans la bonne conduite des activités frontalières. Ainsi, sur le plateau Mandara, notamment dans les régions de Kérawa, Gréa au Cameroun, des terres ont été octroyées aux paysans nigériens de l'autre côté de la ligne de partition coloniale pour une exploitation à leur

propre compte. Au Nord, dans les environs de l'indépendance, une plus grande considération, un plus grand privilège social est donné aux riches commerçants. C'est dire donc que le rôle des chefs traditionnels (chefs de terre, chef religieux, Lamido, etc.) n'est que symbolique dans le fonctionnement et la gestion de la vie politique et sociale à la campagne. A titre d'exemple, un chef de terre est de moins en moins consulté dans l'attribution ou la vente d'une parcelle à un étranger.

L'intégration régionale doublée de la solidarité entre les différentes populations qui vivent à cheval sur la frontière, confère à l'espace Garoua-Gambaru une spécificité socio-économique. La prise en compte de celle-ci par les Pouvoirs Publics contribuerait énormément à améliorer les politiques de développement rural dans l'ensemble du Nord Nigéria et du Nord Cameroun.

Conclusion

La plupart des discours des Pouvoirs Publics sur le commerce frontalier insistent sur son côté parallèle, clandestin, illégal, informel... et par conséquent ses implications négatives sur les économies nationales. Nous pensons au contraire, que la question pourrait être reconsidérée dans son ensemble. On devrait alors apprécier les conséquences des échanges non pas du point de vue des avantages budgétaires pour les Etats, mais plutôt des avantages socio-économiques pour les populations. Cette remarque paraît d'autant plus importante que c'est cette logique des Etats qui les incite à créer des distorsions de politiques nationales, mais qui, à l'inverse, favorisent des échanges frontaliers.

Conclusion

I. Bilan : échanges et Pouvoirs Publics

Au terme de ce travail, on peut dire que :

1. Le développement des échanges frontaliers entre le Nord Nigéria et le Nord Cameroun est la résultante de deux facteurs essentiels :

- La volonté toujours affichée des Etats, de définir des politiques de développement uniquement en fonction de leurs préoccupations nationales. Cet état de chose rend rigide la frontière qui, de fait, constitue un différentiel sur lequel les populations s'appuient pour dynamiser leurs activités.
- Les relations séculaires ethniques, culturelles et religieuses qui lient les différentes populations de la zone leur permet de définir des stratégies commerciales. L'aboutissement de celles-ci est la constitution des circuits et des flux de marchandises qui échappent au contrôle des Etats. Le renforcement des mesures prises par les Pouvoirs Publics pour contrecarrer l'action des commerçants n'a fait que produire des effets contraires.

2. Les ramifications des différents circuits et l'importance des flux de marchandises montrent que l'espace Garoua-Gambaru est devenu la plaque tournante d'un commerce sous-régional africain qui alimente à la fois le Nord Nigéria, le Nord Cameroun et le Sud du Tchad.

3. La nature et l'intensité des transactions qui s'effectuent entre le Nord Nigéria et le Nord Cameroun ont des effets variables et divers sur l'ensemble des acteurs économiques et la région. Abstraction faite des commerçants et des consommateurs qui bénéficient amplement des échanges frontaliers, les autres acteurs économiques connaissent des situations différentes suivant la nature et l'origine des marchandises. Ainsi, le commerce :

- des produits agro-alimentaires d'origine locale paraît bénéfique à la fois pour les producteurs et les Etats.
- des céréales importées (riz et farine de blé) ne profitent qu'à l'Etat camerounais qui en tire des bénéfices à partir des taxes douanières ; parallèlement, il décourage les producteurs de ces deux produits (tant au Nigéria qu'au Cameroun) et met en cause la politique agricole du Nigéria.

La diversité et la nature des effets des échanges frontaliers sur les différents acteurs économiques relancent ainsi le débat qui, à travers cette forme de commerce, interpelle sur la légalité et l'illégalité, l'officiel et le clandestin (ou parallèle). Cette forme de commerce, pour lequel il existe donc une difficulté d'évaluation, à cause de nombreux facteurs -la non fiabilité des statistiques, le caractère très localisé des enquêtes portant plus sur la zone frontalière que sur l'hinterland, l'impossibilité d'analyser un phénomène changeant dans le temps et dans l'espace- est difficilement quantifiable ; et tout ce qui est affiché comme résultats d'enquêtes est assez global et ne constitue qu'un ordre de grandeur. Cependant, deux observations peuvent être faites ;

- les stratégies nationales de développement montrent que ce qui est illégal et clandestin au Nigéria, notamment les flux de riz et de farine de blé, est légal et officiel au Cameroun ;
- au niveau de chaque pays, à la logique des Etats -souvent basée sur les avantages budgétaires- qui qualifient les échanges frontaliers d'activités parallèles et clandestines, s'opposent les considérations socio-économiques des populations concernées.

4. Si l'on exclut les produits en provenance du marché international, le commerce frontalier des produits agro-alimentaires joue un rôle régulateur de l'offre nationale.

5. Dans l'ensemble, l'intensité des échanges et leurs retombées socio-économiques semblent montrer l'exemple d'une forme d'intégration : celle qui s'effectue par le bas, indépendamment des volontés politiques d'Etats.

Au vu des échecs répétés de la plupart des tentatives de regroupements économiques en Afrique¹, l'analyse des échanges frontaliers de produits agro-alimentaires en liaison avec les politiques nationales permet d'intégrer une autre variable dans la problématique de développement économique et rural : les périphéries nationales.

De nos jours, il semble que de plus en plus, tout le monde s'accorde à reconnaître aux échanges frontaliers un rôle dans le processus de développement à condition qu'ils soient mieux organisés (BELAOUANE- GHERARI, 1988).

Les problèmes économiques qu'ont connus de façon marquée le Nigéria et le Cameroun -qui ont conduit à l'application du plan d'ajustement structurel préconisé par le Fonds Monétaire International (FMI)- semblent avoir amené les autorités politiques des deux pays à reconsidérer leurs espaces frontaliers notamment celui de Garoua-Gamboru.

- Du côté nigérian, une rénovation et un agrandissement des marchés frontaliers, et une extension du réseau routier jusqu'aux zones rurales les plus reculées, par les Pouvoirs Publics, facilitent de nos jours l'écoulement des marchandises vers le Cameroun.

- Aussi par arrêté portant n° 446/CAB/PR du 6/8/90, le Président camerounais prend la décision de tenir compte désormais des marchés frontaliers dans le processus de développement économique².

Cet intérêt nouveau porté par les Pouvoirs Publics aux espaces frontaliers, montre le rôle désormais important des échanges qui s'y effectuent dans la définition des politiques économiques et monétaires futures.

II. Perspectives des échanges frontaliers

L'avenir des échanges entre le Nord Nigéria et le Nord Cameroun, du moins leur intensité dépend de l'évolution des politiques nationales. Deux hypothèses sont possibles :

- soit les mesures de politique économique et monétaire sont maintenues, auquel cas les principaux acteurs des échanges frontaliers saisiront toujours des opportunités qui leur sont offertes,
- soit une harmonisation des politiques nationales tenant compte des spécificités socio-culturelles de la zone d'étude est faite et on verra s'établir des formes d'échanges sur la base des avantages comparatifs.

Quel que soit le cas de figure considéré, les échanges à partir des marchés périodiques restent au centre du débat, car ils constituent un élément des supports socio-économiques dont la pérennité aux côtés des structures économiques modernes, témoigne de l'attachement profond des populations à certaines valeurs traditionnelles. En effet, le fonctionnement de ces marchés rappelle encore à bien des égards, l'ancien commerce caravanier qui a marqué le Nord Nigéria et le Nord Cameroun.

Annexes

I. Cartes et tableaux

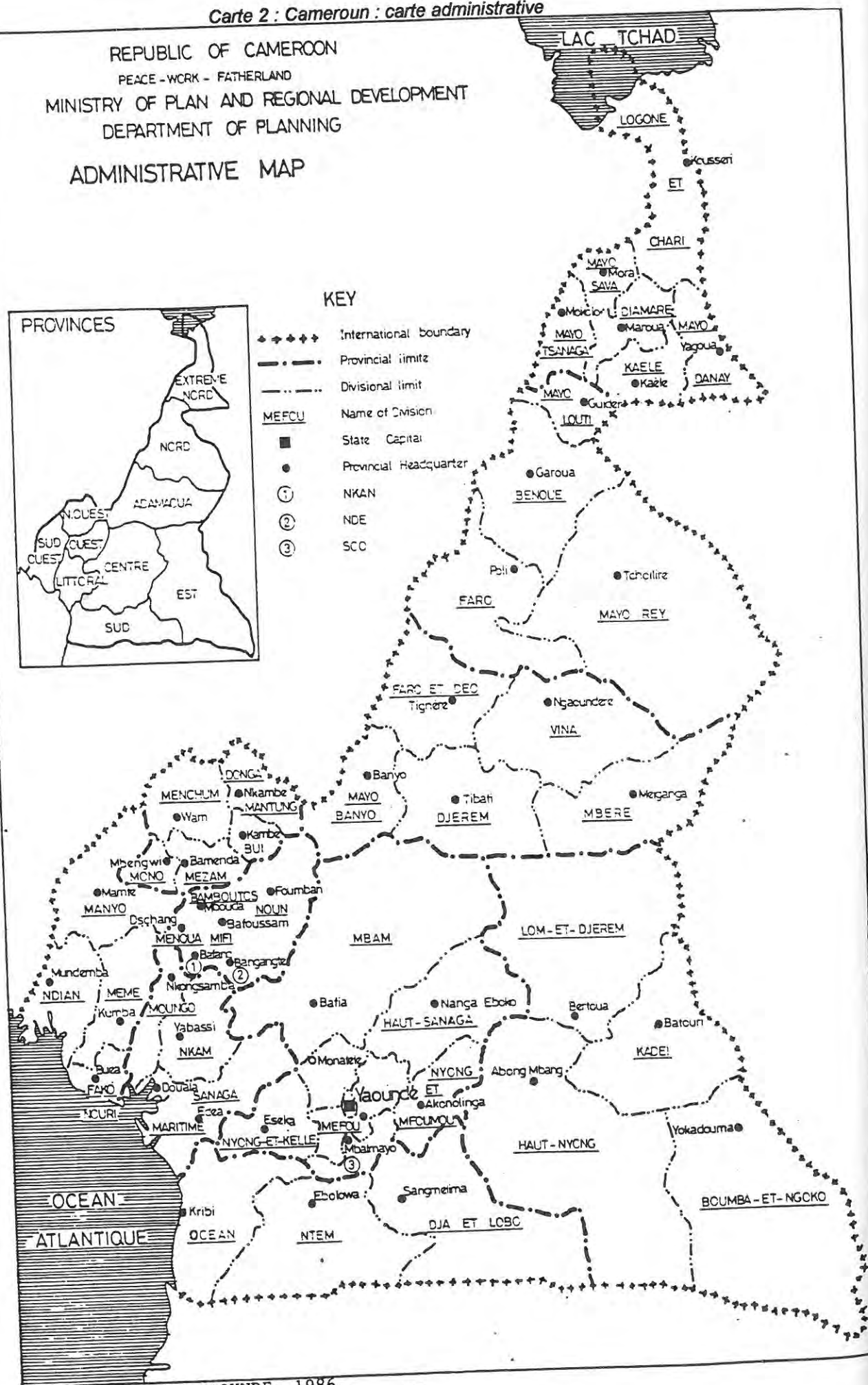
Carte 1 : Nigéria : carte des Etats (découpage territorial de 1992)



¹ Si le développement économique et social était apprécié au nombre des organisations régionales (BELAOUANE - GHERARI, 1988) l'Afrique serait sans doute l'un des continents les plus développés du monde. En 1988, on en dénombrait 37 qui traduisaient la volonté affichée des Etats pour la création d'espaces régionaux, capables de promouvoir le développement du continent.

² Organe d'information officiel de l'Etat camerounais : Cameroun, Tribune du 7/8/1990.

Carte 2 : Cameroun : carte administrative



Source : MINPAT-YAOUNDE, 1986.

Tableau 1 : Pluviométrie au Nigéria

Zones	Etats	1986		1987		1988		Taux de variation (en%) entre			
		Hauteur (mm) (1)	Nbre de jours (2)	Hauteur (mm) (3)	Nbre de jours (4)	Hauteur (mm) (5)	Nbre de jours (6)	(1) et (3)	(2) et (4)	(3) et (5)	(4) et (6)
SUD	Akwa-Ibom	1 540	66	1 091	109	2 223	158	-29,1	65,2	71,2	19,3
	Anambra	1 876	133	1 409	142	1 868	130	-24,9	-6,8	57,4	9,2
	Bendel	2 087	130	1 626	144	2 218	155	-22,1	10,8	45,4	13,2
	Cross-River	2 422	159	1 941	119	1 984	114	-24	-25,2	7,7	-4,2
	Imo	1 165	88	1 439	105	1 943	110	23,5	19,3	35	4,8
	Lagos	919	74	811	130	1 635	121	-11,8	75,7	102	-6,9
	Ogun	1 535	103	1 055	99	1 396	116	-31,3	-3,9	32,3	17,2
INTERMEDIAIRE	Ondo	2 269	165	1 711	142	3 455	161	-24,6	-7,9	101,9	5,9
	Rivers	1 094	68	930	78	834	76	-15	-8,8	-10,3	-2,6
	Benue	961	75	581	62	1 071	75	-39,5	10,7	85,4	21
	Gongola	929	84	891	83	1 188	81	-4,1	3,6	33,3	-2,4
	Kaduna	1 328	89	921	87	1 095	69	-30,6	-6,7	18,9	-20,7
	Kwara	1 153	106	772	83	1 134	93	-33	9,4	46,9	12
	Niger	1 364	105	1 057	116	1 617	102	-22,5	-73,3	53	-12,1
NORD	Oyo	1 207	92	256	28	-	-	-78,8	3,3	-	-
	Plateau	1 559	74	867	95	1 217	108	-44,4	-20,3	40,4	13,7
	Abuja	946	36	698	59	921	75	-26,2	16,7	31,9	27,1
	Bauchi	313	42	302	30	661	43	-3,5	-16,7	118,9	43,3
	Borno	693	55	426	35	1 046	58	-38,5	-9,1	145,5	65,7
	Kano	-	-	-	-	725	-	-	-	-	-
	Katsina	755	-	5325	50	603	34	-29,1	-	12,7	-32

Source : Federal Ministry of Civil Aviation (Meteorological Department), Lagos

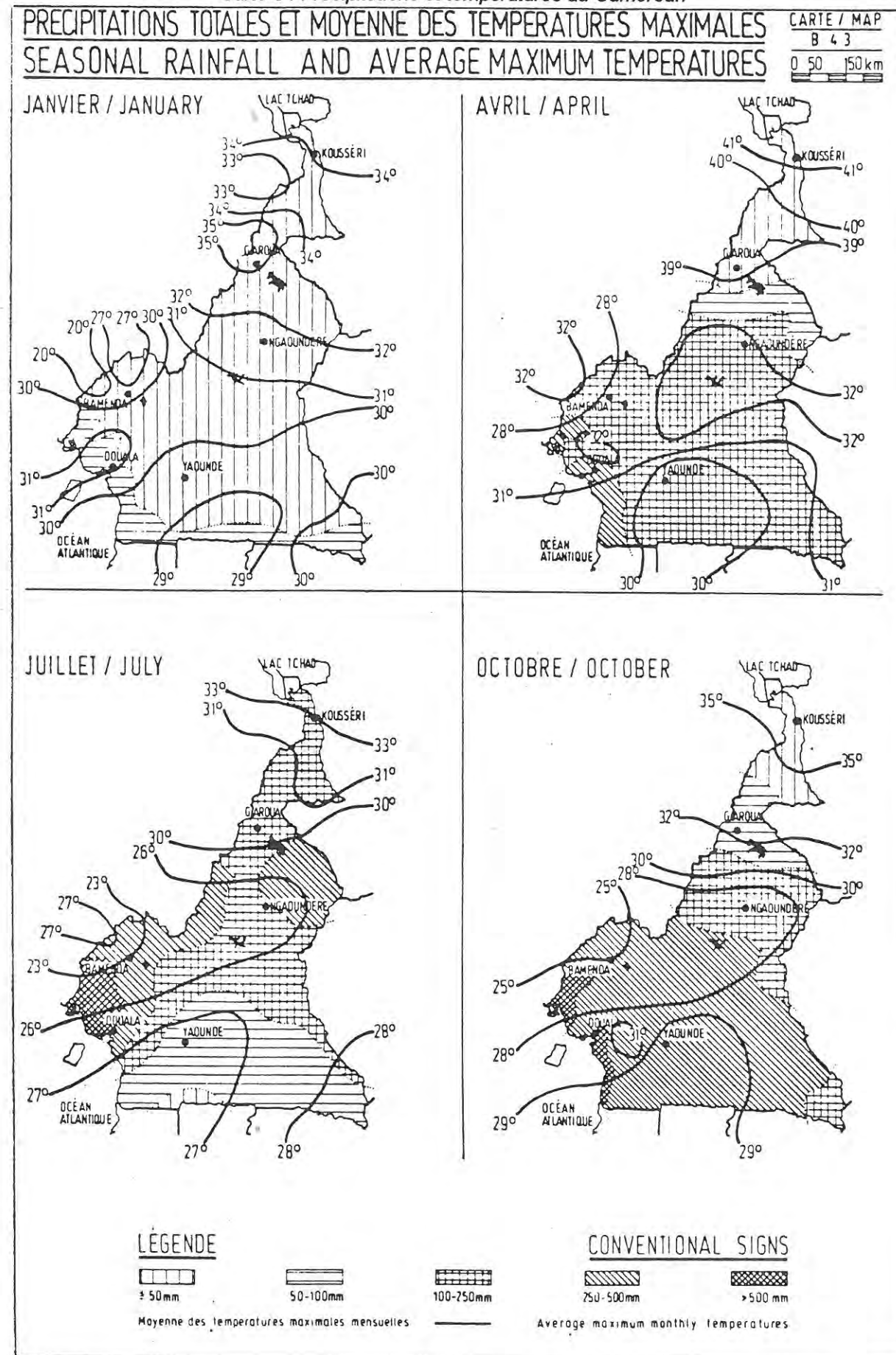
Tableau 2 : Estimation des quantités de marchandises franchissant la frontière les jours ordinaires
(autres que les jours de marché) :
moyenne de déc.88 - jan. 89 et juillet-août 89
(en tonnes)

Produits	BANKI							
	Déc 88-jan 89 (1)		juil-août 89 (2)		% j. de marché (1)		% j. de marché (1)	
	C	N	C	N	C	N	C	N
Riz	-	14	-	8	-	21,5	-	18,2
Farine de blé	-	7	-	6	-	23,5	-	20
Mil/Sorgho	0,8	1	1	0,4	6,6	6,6	5,8	6,66
Maïs	0,6	-	0,6	-	7,5	-	7,5	-
Niébé/haricot	-	0,6	-	0,8	-	6	-	8
Arachide	-	1,6	-	1,5	-	10,6	-	8,8
Igname	2,5	-	3	-	9,3	-	8,5	-
Jus de fruit	0,6	-	0,8	-	8,6	-	11,4	-
Matériaux de construction	0,3	-	0,4	-	10	-	8	-
Boîtes de conserve	0,1	-	0,2	-	10	-	20	-
Autres produits	0,7	-	0,8	-	7	-	11,4	-

Produits	GAMBORU							
	Déc 88-jan89 (1)		juil-août 89 (2)		% j. de marché (1)		% j. de marché (1)	
	C	N	C	N	C	N	C	N
Riz	-	2,5	-	1	-	20,8	-	20
Farine de blé	-	1,5	-	0,5	-	18,7	-	16,6
Mil/Sorgho	0,2	-	0,3	*	6,6	-	6	4
Maïs	0,1	-	*	-	20	-	*	-
Niébé/haricot	-	0,4	-	0,4	-	13,3	-	13,3
Arachide	-	0,7	-	0,4	-	11,6	-	10
Igname	0,7	-	1	-	5	-	5,5	-
Jus de fruit	0,8	-	0,5	-	13,3	-	10	-
Matériaux de construction	0,1	-	0,1	-	10	-	10	-
Boîtes de conserve	*	-	*	-	*	-	*	-
Autres produits	0,3	-	0,1	-	15	-	20	-

Source : Enquêtes de terrain
C : en direction du Cameroun
N : en direction du Nigeria
* quantité négligeable

Carte 3 : Précipitations et températures au Cameroun



Source : Ministère de l'Agriculture - Yaounde

Tableau 3 : Répartition des ménages agricoles par Etats :
nombre de ménages, nombre de parcelles, superficie moyenne des exploitations agricoles

		Nombre de ménages agricoles	Superficie totale en culture (en ha)	Superficie moyenne par ménage (en ha)	Nombre total de parcelles	Nombre moyen de parcelles par ménage
O U E S T	Lagos	230 390	110 613	0,48	280 710	1
	Oyo, Ondo, Ogun (ex. Western State)	655 190	571 870	0,87	1 307 370	2
	Bendel (ex Mid. Western State)	418 330	257 055	0,61	823 280	2
E S T	Rivers	218 400	89 369	0,41	512 300	2
	Cross-River (ex. South-Eastern)	447 760	110 224	0,25	1 024 586	2
	Imo, Anambra (ex. East-Central)	1 381 180	375 559	0,27	3 760 223	3
N O R D	Kwara	236 800	226 552	0,96	417 670	2
	Kano	971 710	1 365 846	1,41	2 074 300	2
	Benue, Plateau (ex. North Western)	606 400	1 228 620	2,03	1 309 660	2
	Niger, Sokoto (ex. North Western)	713 190	1 049 266	1,47	116 960	2
	Borno, Gongola, Banchi (ex. North Eastern)	1 332 250	3 290 260	2,47	2 384 270	2
	Kaduna (ex. North Central)	673 000	900 837	1,34	1 374 840	2
	Total Nigéria	7 884 600	9 572 259	1,21	16 386 199	2

Source : Calculs effectués à partir de : National Agriculture Sample Census of Nigeria 1974-75, de reports on Lands Tenure Inquiries 1974-75 and 1975-76 - Fos, Lagos, 1977. Cf. Philippe (J.) Les caractéristiques de l'agriculture paysanne et ses facteurs de rénovation. In Nouvelles Perspectives de l'Agriculture Nigériane, op. cit., p.91.

Tableau 4 : Répartition des productions agricoles par grande zone géographique

Culture	Production (milliers de tonnes) 1970-71	% de la production par région		
		Nord	Middle Belt	Sud
Mil	3 600	93	7	-
Sorgho	5 110	92	7	1
Riz	450	34	33	33
Maïs	1 190	8	21	71
Blé	6	100	-	-
Total céréales	10 356	80	10	10
Igname	11 700	9	36	55
Manioc	5 810	3	7	90
Taro	2 940	7	2	91
Total tubercules	20 450	7	13	80
Niébé	900	90	3	7
Arachide	1 560	91	4	5
Cacao	300	-	-	100
Palmier à huile	300	-	-	100
Hévéa	60	-	-	100

Source : Laredo (Ph.), les marchés de l'outillage agricole au Nigéria, CFCE, Paris, 1976, p.29

Tableau 5 : Utilisation de la superficie nationale au Cameroun

Exploitation de la surface	Surface km ²	Surface %
Secteur des petits cultivateurs	20 000	4
Secteur en friche	45 000	9
Secteur cash crop	5 000	1
Forêt / forêt tropicale	155 000	33
Pâturage	150 000	32
Reste (fleuve, lacs, villes, etc.)	100 000	21

Source : d'après Institut Géographique National

Tableau 6 : Evolution des superficies consacrées aux cultures vivrières et au coton par la SODECOTON dans les provinces du Nord et de l'Extrême Nord au Cameroun

Produits		Surface cultivée	
		1986-1987	1987-1988
Cultures vivrières	Sorgho	109 400	95 600
	Arachide	-	3 611
	Maïs traditionnel	8 700	12 740
	Maïs intensif	5 298	3 185
	Association maïs-sorgho	707	477
	Riz pluvial (cult. trad.)	183	15
	Riz pluvial (cult. intens.)	444	233
	Niébé	-	276
	Mil	16 400	17 900
Total vivriers		141 132	134 037
Coton		41421	44598
Total		182 553	176 635

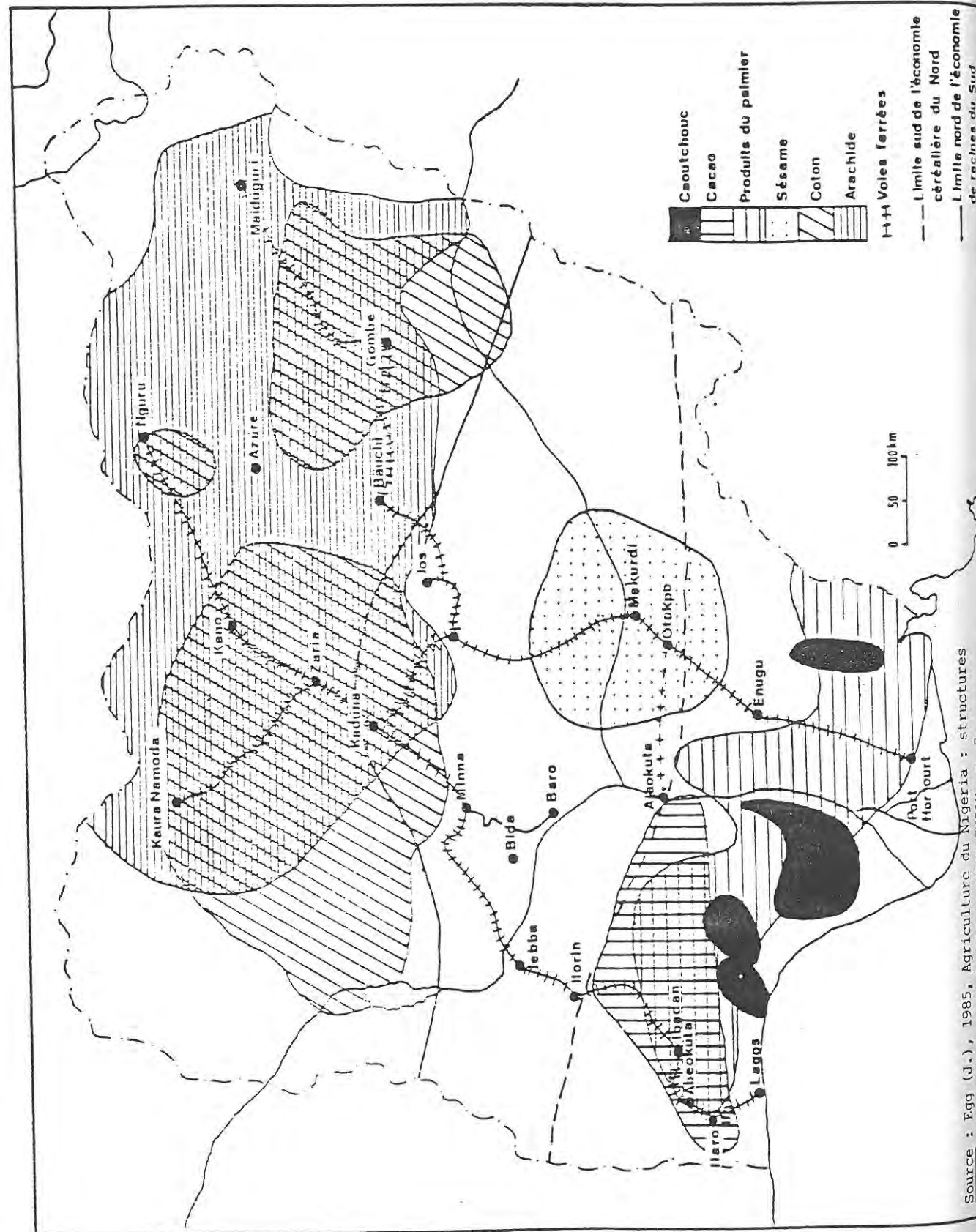
Source : Direction SODECOTON - Maroua

Tableau 7 : Exportations nigérianes et camerounaises de pétrole brut (en milliers de tonnes métriques)

Années	Pays	
	Nigéria	Cameroun
1971	73 317	*
1973	97 975	*
1977	100 596	*
1979	110 639	*
1986	64 847	*
1987	57 410	*
1988	61 737	*
1989	-	*

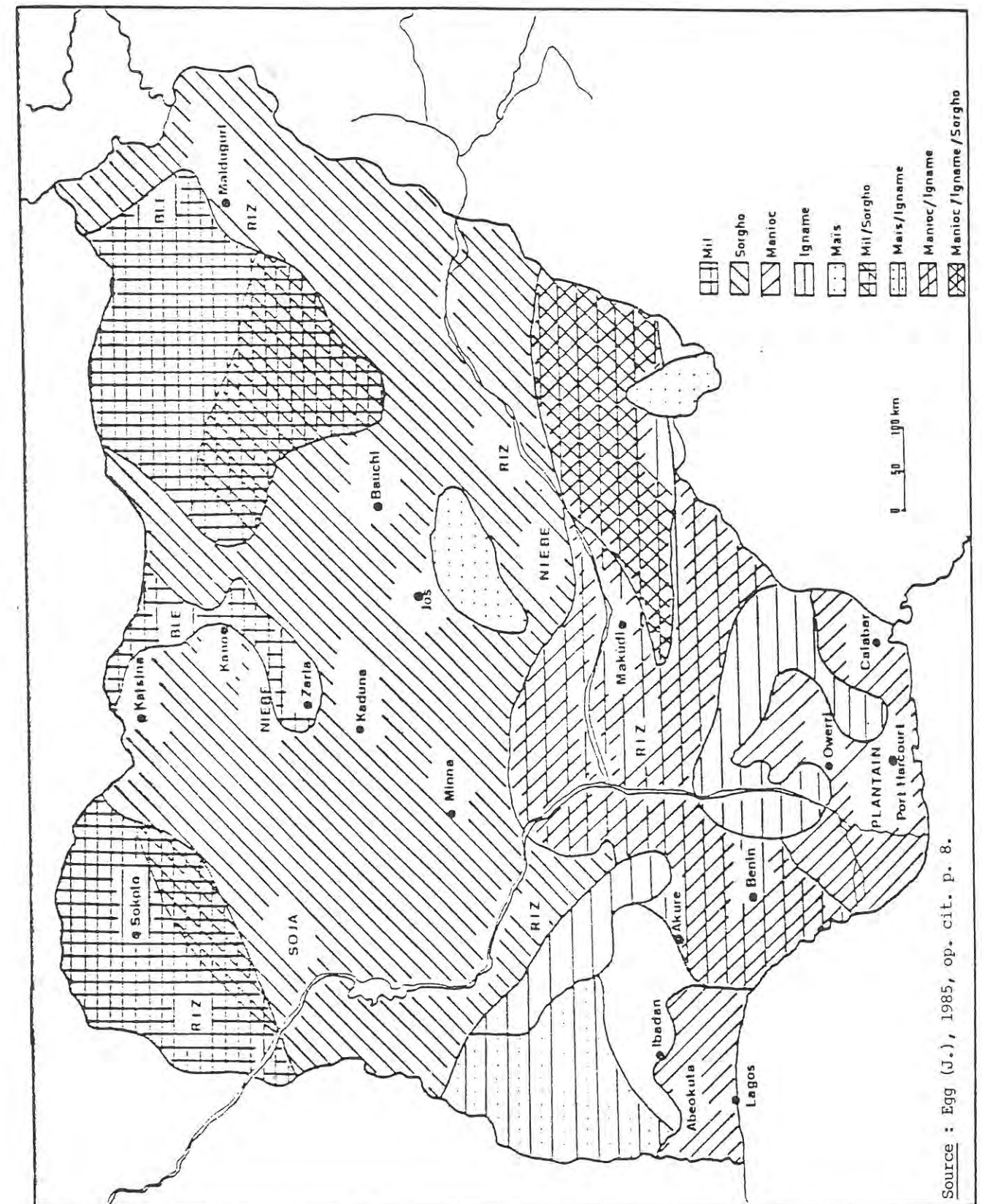
Source : Agence Internationale de l'Energie
(*) n'apparaît pas dans les statistiques

Carte 4 : Cultures destinées principalement à l'exportation au Nigéria



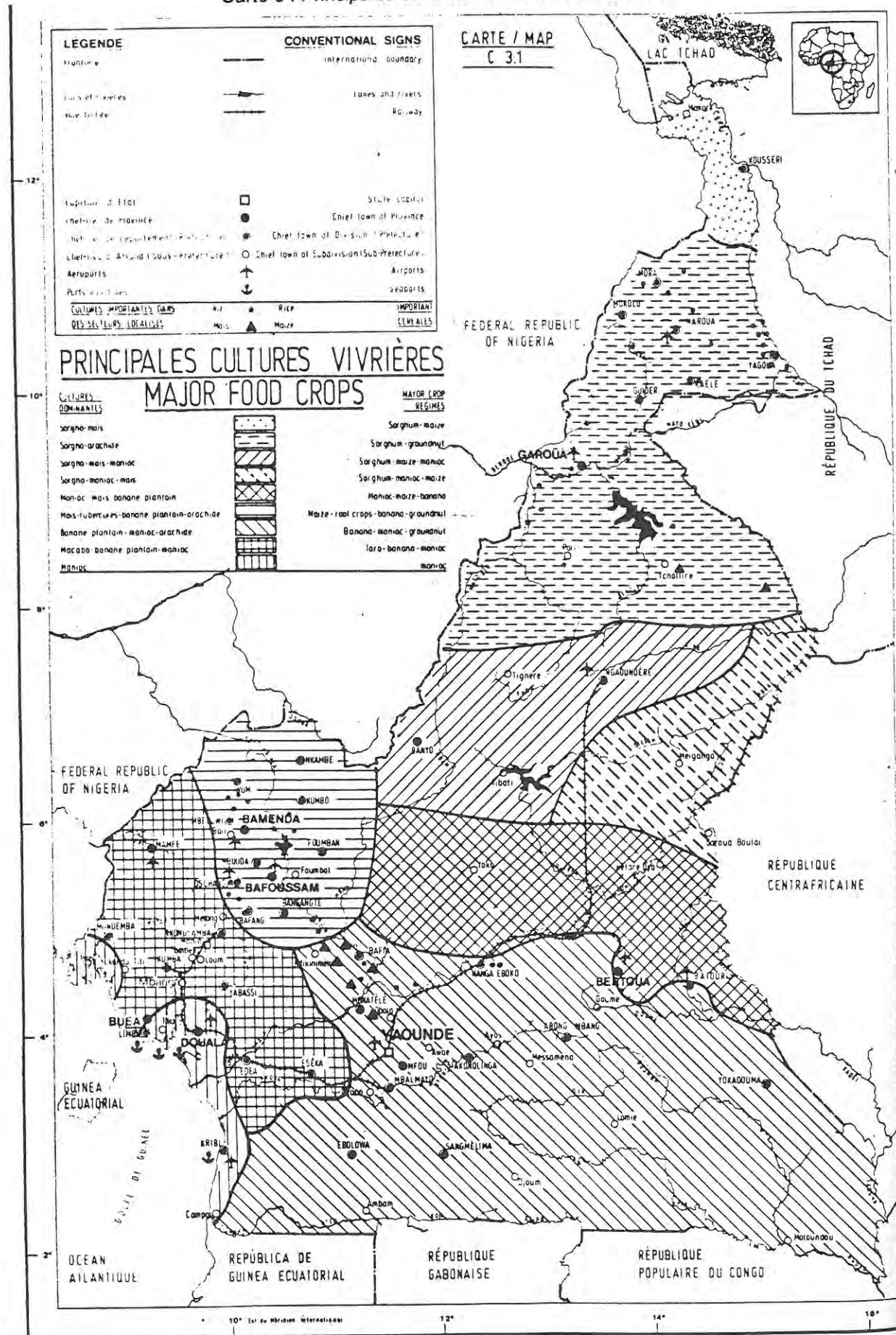
Source : Egg (J.), 1985, Agriculture du Nigéria : structures politiques. Montpellier, INRA-ENSAM, p. 7.

Carte 5 : Cultures vivrières dominantes au Nigéria



Source : Egg (J.), 1985, op. cit. p. 8.

Carte 6 : Principales cultures vivrières au Cameroun



Source : Ministère de l'Agriculture - Yaoundé.

Tableau 8 : Importations de pétrole brut des pays de l'O.C.D.E. en provenance du Nigéria et du Cameroun (1987-1989)

Années	Pays	
	Nigéria	Cameroun
1987	51 716	8 472
1988	56 346	5 854
1989	69 477	-

Source : Agence Internationale de l'Energie

Tableau 9 : Part du pétrole dans les recettes d'exportation du Nigéria (en millions de nairas)

Années	Recettes pétrolières	Recettes totales d'exportation	Part du pétrole brut (%)
1970	255	443	57,6
1971	476	649	73,3
1972	1 176	1 434	82
1973	1 894	2 279	83,1
1974	5 366	5 795	92,6
1975	4 563	4 926	92,6
1976	6 322	6 752	93,6
1977	7 073	7 631	92,7
1978	5 402	6 065	89,1
1979	10 167	10 837	93,8
1980	13 632	14 187	96,1
1981	10 680	11 023	96,9
1982	8 602	8 723	98,6
1983	7 237	7 612	95,1
1984	8 585	8 879	96,7
1985	10 226	10 540	97,1
1986	7 595	7 830	97

Source : Central Bank of Nigeria (1985)

Tableau 10 : Financement des différents projets agricoles entre 1975 et 1980
(en millions de nairas)

Titre du projet	Localisation (Etat de...)	Valeur absolue	%
South Chad Irrigation Project	Borno	60	17,77
Bakolori Project	Sokoto	90	26,65
Mada River Project	Plateau	30	8,90
Gombe Agricultural Development Project	Banchi	7,90	2,33
Gusau Agricultural Development Project	Kaduna	9,04	2,67
Funtua Agricultural Development Project	Kaduna	9,04	2,67
Kwara State Agricultural Project	Kwara	9,04	2,67
Benue-Plateau Agricultural Project	Benue	9	2,66
Katsina Water Resources Development Project	Kaduna	5	1,48
Baga Pold Project	Kano	10	3
Development of Irrigation Farming : Hadeija River Valley	Kano	1	0,30
Dep River Development Project	Kano	0,50	0,14
Kano River Project (Tiga Dam)	Kano	33,188	9,80
Kainji Dam Irrigation Project	Kwara	35,088	10,39
National Accelerated Food Production Project	FDA	13,3236	3,94
East Central State Rice Project	Anambra	3,353	1
South-Eastern State Rice Project	Cross River	2,137	0,63
Itokin Rice Production Project	Ogun	10	3
Total	-	337,6096	100

Source : Third National Development Plan (1975-80) cf. Sanda (A.O) et al, Corporate Strategy for Agricultural and Rural Development in Nigeria, Les Shyradon Ltd, Ile-Ife, 1988, p. 144

Tableau 11 : Financement des projets en cours au Cameroun
(millions de FCFA courants)

Provinces	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	Total
Centre	505	865,8	1 587,3	1 570,9	1 587,3	5 916,3
Est	288,6	1 010,1	360,7	0	0	1 659,4
Extrême-Nord	1 539,6	961,8	0	0	0	2 501,4
Littoral	1 010,1	-	-	-	-	1 010,1
Nord	192,6	192,6	0	0	0	384,2
Nord-Ouest	1 443	1 443	1 443	0	0	4 329
Ouest	2 886	3 607,5	4 040,4	3 246,8	2 886	16 666,7
Sud-Ouest	1 875,9	-	-	-	-	1 875,9
Adamaoua	505	505	505	0	0	1 515,1
Total	10 245,2	8 585,7	7 936,4	4 617,7	4 473,3	35 858,3

Source : MINPAT - Yaoundé

Tableau 12 : Structure des crédits bonifiés accordés par la Caisse de Crédit Agricole (Institutions d'Etat)
(en milliers de nairas)

	Nombre de crédits						Valeur des crédits					
	1986			1987			1988			1986		
	Valeur absolue	Valeur relative		Valeur absolue	%		Valeur absolue	%		Valeur absolue	%	
Elevage												
Volaille	338	6,5		578	3,6		331	1,3		20 535,8	30	
Bétail	331	6,4		285	1,8		342	1,4		3 102,9	4,5	
Pisciculture	16	0,3		103	0,6		262	1,1		1 644,7	2,4	
Autre	46	0,9		142	0,9		193	0,8		2 165,7	3,2	
Sous-total	731	14,1		1 108	6,9		1 128	4,6		27 449,1	40,1	
Production vivrière												
Céréales	3 649	70,1		10 377	64		16 623	67,7		31 051,7	45,4	
Racines, Tubercules	555	10,7		3 297	20,3		4 803	19,6		3 902,2	5,7	
Autres	20	0,4		14	0,1		415	1,7		2 353,6	3,4	
Sous-total	4 224	81,1		13 688	84,4		21 841	89		37 307,5	54,5	
Production d'export												
Huile de palme	9	0,2		20	0,1		13	0,1		2 723,5	2,6	
Caoutchouc	1	0		1	0		1	0		64	0,1	
Cacao	26	0,5		281	1,7		539	2,2		1 597,1	1,6	
Coton	148	2,8		543	3,3		401	1,6		1 569,8	1,5	
Arachide	58	1,1		386	2,4		263	1		2 067,7	2	
Autre	248	4,7		1 413	8,6		1 569	6,4		9 229,7	9	
Sous-total	5 203	100		16 209	100		24 538	100		102 152,5	100	
Total												

Source : d'après les données de Central Bank of Nigeria

Tableau 13 : Evolution des prix du riz SEMRY au Cameroun

Années	Production de Paddy * (milliers de tonnes)	Prix du Paddy garanti au producteur (FCFA/kg) (1)	Prix au détail du riz marchand sur marché libre FCFA/kg (2)	Différences (1) et (2)	
				Valeur absolue FCFA	Valeur relative %
1970	18	-	79		
1971	14	-	58		
1972	15	-	65		
1973	12	-	92		
1974	15	30	107	77	356,6
1975	32	-	-		
1976	36	-	-		
1977	36	37,5	-		
1978	38	38	129	91	339,4
1979	36	43	-		
1980	36	43	-		
1981	53	55	-		
1982	65	55	175	119	216,3
1983	86	62	170	108	174,1
1984	119	62	170	108	174,1
1985	96	78	175	97	224,3
1986	103	78	175	97	224,3
1987	80	78	180	102	230,7
1988	25	62	200	138	322,2
1989	25	45	210	165	466,6
1990	27	45	225	180	500

Source : MINAGRI - MINPAT - Office Céréalier - Enquêtes de terrain

* Il s'agit de la production réalisée par les paysans encadrés par la SEMRY.

Tableau 14 : Les importations de riz selon les sources camerounaises (en tonnes)

Années	ONPC	Syndicats acconiers	Douanes
1982	275080	272080	16705
1983	192134	292389	51168
1984	170124	292389	51168
1985	263849	256295	47755
1986	225006	231634	57882
1987	98756	120458	74871
1988*	88683	-	30815

* sur 8 mois pour la source ONPC, 6 mois pour la douane

Sources :

- ONPC (Office National des Ports du Cameroun), Analyse des activités maritimes de l'ONPC, 1985/87
- Syndicat des acconiers : statistiques du syndicat
- Douanes : statistiques du commerce extérieur

Tableau 15 : Les importations de riz selon les sources internationales (en tonnes)

Années	CNUCED 1	CNUCED 2	FAO DPCI	FAO SSB	USDA
1970	7794	20188		7794	16100
1971	31946	28544		31923	31900
1972	28234	27526		28234	28200
1973	23850	10552		23873	23900
1974	17257	9902		17292	17500
1975	1707	1123		1707	1700
1976	7012	21890		7011	21000
1977	23110	32531		23115	23100
1978	18753	60566		18761	56500
1979	0	218630		41283	221400
1980	20718	249540		20721	230800
1981	0	196139	177000	11039	174200
1982	16706	411290	436000	16706	422200
1983	0	309863	311000	51170	321100
1984	0	283543		31020	317600
1985	0	221686	219000	47720	219000
1986	0	273027		31000	278900

Source : Inventaire provisoire des flux d'importation de céréales des pays d'Afrique de l'Ouest, du Tchad et du Cameroun : IRAM, INRA Montpellier, novembre 1988

Tableau 16 : Evolution des importations de riz du Cameroun selon différentes sources (en milliers de tonnes)

Année	ONPC	Syndicat acconiers	CNUCED	USDA	MIN.	MAX.	Différence
1982	275,1	272,1	411,3	422,2	272,1	422,2	150,1
1983	192,1	292,4	309,9	321,1	192,1	321,1	129
1984	170,1	166,7	283,5	317,6	166,7	317,6	150,9
1985	263,8	256,3	221,7	219	219	263,8	44,8
1986	225	231,6	273	278,9	225	278,9	53,9
1987	98,8	120,5	-	-	-	-	-
1988	133	-	-	-	-	-	-

Source :

ONPC : Office National des Ports du Cameroun

Syndicat des acconiers : port de Douala

CNUCED : données issues des déclarations des pays exportateurs

USDA : série "raisonnée" du département américain de l'agriculture

Tableau 17 : Estimation des réexportations de riz du Cameroun vers le Nigéria
(en milliers de tonnes)

	Importations		Production disponible				Total disponible		Consommation nationale théorique	Transit et Export. Tchad + RCA	Réexportation vers le Nigéria	
	Hyp. basse	Hyp. haute	SEMR Y prod. paddy	SEMR Y dispo riz	Autre prod. riz	Total riz	Hyp. basse	Hyp. haute			Hyp. basse	Hyp. haute
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)			(11)	(12)
1983	192	321	75	8,3	10,3	18,6	211	340	90	20	101	230
1984	167	318	87	24	10,5	34,5	202	353	96	20	86	237
1985	219	264	96	26,5	10,7	37,2	256	301	103	30	123	168
1986	225	279	103	45,3	10,9	56,2	281	335	110	30	141	195
1987	100-120	-	80	35,2	11,1	46,3	146-166	-	118	25	3-23	-

Source :

(1) et (2) : Voir tableau précédent

(3) : Délégation provinciale de l'agriculture (Maroua) et direction de la SEMRY (Yagoua)

(4) Sur la base des hypothèses suivantes :

- 80% de la production SEMRY est exportée jusqu'en 1983, 50% jusqu'en 1985, 20% ensuite,

- le rendement de la transformation du paddy est de 55%

(5) Sur la base de l'hypothèse suivante : la production SEMRY représente 80% de la production totale en 1983 (source BDPA)

(6) (7) (8) Calculs à partir des colonnes précédentes

(9) Valeur de départ = 1983 (source BDPA), extrapolée pour les années ultérieures selon une hypothèse de croissance annuelle de 7%

(10) en 1983, source BDPA (d'après les données portuaires). Pour les années suivantes, estimation à partir des données CNUCED portant sur les exportations à destination du Tchad

(11) (12) : calculs à partir des colonnes précédentes.

Tableau 18 : Volumes de blé et de farine de blé débarqués au port de Douala de 1982 à 1987
selon le Syndicat des Acconiers

Années	Blé	Blé équivalent farine	Farine de blé	Total équivalent farine
1982	40 946	28 662	74 269	102 931
1983	71 544	50 081	80 719	130 800
1984	119 685	83 780	14 742	158 522
1985	87 562	61 293	111 952	173 245
1986	33 707	23 595	150 727	174 322
1987	30 000	21 000	211 984	232 984

Sources : Statistiques du Syndicat des acconiers, Douala

Tableau 19 : Volumes de blé et de farine de blé importés par le Cameroun
selon les douanes de 1982 à 1988

Années	Blé	Blé équivalent farine	Farine de blé	Total équivalent farine
1982	59 830	41 881	-	-
1983	89 791	62 854	28 776	91 630
1984	65 529	45 870	15 639	61 509
1985	29 770	20 830	36 950	57 789
1986	31 405	21 984	65 000	86 984
1987	30 830	25 581	123 300	144 881
1988*	33 749	23 624	-	-

Source : Statistiques du Commerce Extérieur

* sur six mois

Tableau 20 : Bénin : Importations des produits de réexportation

Tonnages importés Port de Cotonou 1000 t	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Tissus et confection	12,9	13,4	6,28	6,18	11,26	14,04	17,25
Fripierie	11,1	11	12,1	10,4	14,86	19,31	24,61
Boissons alcoolisées	0,6*	15	6,6	5,4	8,17	5,19	4,55
Tabac et cigarettes	5	4	4	4	6,25	3,82	4,69
Riz (quantité importée)	60,65	43,51	36,6	78,61	51,54	115,56	352,29
Quantité de riz consommé sur place (1)	16,1	18,246	19,964	22,16	24,6	27,3	30,3
Quantité de riz réexporté vers le Nigéria (2)	44,55	25,27	10,63	56,45	26,94	88,26	322,09

Source : Port automobile de Cotonou

(1) Ces chiffres proviennent d'une étude réalisée par J. IGUE, p.61, INRA-ESR 1985 - De 1984 à 1987 les estimations sont des projections

(2) Estimations

II. Table des cartes et tableaux des annexes

Cartes

- 1 : Nigéria : carte des Etats (découpage territorial de 1992)
- 2 : Cameroun : carte administrative
- 3 : Précipitations et températures au Cameroun
- 4 : Cultures destinées principalement à l'exportation au Nigéria
- 5 : Cultures vivrières dominantes au Nigéria
- 6 : Principales cultures vivrières au Cameroun

Pages

83
84
87
90
91
92

Tableaux

- 1 : Pluviométrie au Nigéria
- 2 : Estimation des quantités de marchandises franchissant la frontière ordinaire (autres que les jours de marché : moyenne de déc. 88 - jan. 89 et juillet-août 89)
- 3 : Répartition des ménages agricoles par Etat : nombre de ménages, de parcelles, superficie moyenne des exploitations agricoles
- 4 : Répartition des productions agricoles par grande zone géographique
- 5 : Utilisation de la superficie nationale au Cameroun
- 6 : Evolution des superficies consacrées aux cultures vivrières et au coton par la SODECOTON dans les provinces du Nord et le l'Extrême Nord
- 7 : Exportations nigérianes et camerounaises de pétrole brut (en milliers de tonnes métriques)
- 8 : Importations de pétrole brut des pays de l'O.C.D.E. en provenance du Nigéria et du Cameroun (1987-1989)
- 9 : Part du pétrole dans les recettes d'exportation du Nigéria (en millions de naïras)
- 10 : Financement des différents projets agricoles entre 1975 et 1980 (en millions de naïras)
- 11 : Financement des projets en cours au Cameroun (en millions de FCFA courants)
- 12 : Structure des crédits bonifiés accordés par la Caisse de Crédit Agricole (Institutions d'Etat) au Nigéria (en milliers de naïras)
- 13 : Evolution des prix du riz SEMRY au Cameroun
- 14 : Les importations de riz selon les sources camerounaises (en tonnes)
- 15 : Evolution des importations de riz du Cameroun selon les sources internationales (en tonnes)
- 16 : Evolution des importations de riz du Cameroun selon différentes sources (en milliers de tonnes)
- 17 : Estimation des réexportations de riz du Cameroun vers le Nigéria (en milliers de tonnes)
- 18 : Volumes de blé et de farine de blé débarqués au port de Douala de 1982 à 1987 selon le Syndicat des Acconiers
- 19 : Volumes de blé et de farine de blé importés par le Cameroun selon les douanes de 1982 à 1988
- 20 : Bénin : importations des produits de réexportations.

85
86
88
88
89
89
89
93
99
94
94
95
96
96
97
97
97
84
84
99

III. Table des tableaux, graphiques et figures du texte

Tableaux

- 1 : Divisions administratives à la frontière Nord Nigéria - Nord Cameroun
- 2 : Effectifs des boutiques et entrepôts selon leur nature dans les principales localités frontalières
- 3 : Effectifs des commerçants inscrits à la Délégation Provinciale du Commerce à Garoua selon leurs activités et appartenance religieuse

12
17
20

- 4 : Relations entre les différents acteurs du commerce frontalier
- 5 : Evolution de l'effectif moyen des opérateurs de change parallèle sur quelques marchés périodiques
- 6 : Evolution de l'effectif moyen des moyens de transport participant aux échanges sur quelques marchés frontaliers
- 7 : Description des circuits frontaliers de commercialisation des produits vivriers locaux
- 8 : Evolution des prix des produits vivriers locaux sur quelques circuits de commercialisation : décembre 88 - janvier 89
- 9 : Evolution temporelle des prix agricoles selon les périodes d'abondance et de pénurie sur certains marchés
- 10 : Description des circuits de réexportation du riz et de la farine de blé en direction du Nigéria
- 11 : Exportations camerounaises en direction du Nigéria
- 12 : Evolution des exportations du Cameroun de janvier à août 1988 à partir de Limani (Banki)
- 13 : Evolution des quantités et origine des produits agricoles et manufacturés exposés sur certains marchés de l'espace Nord Nigéria - Nord Cameroun. Moyenne des jours de marché en déc. 88 - janv. 89 - juillet 89 (produits agricoles par sac d'environ 100 kg et produits manufacturés en tonnes)
- 14 : Estimation des quantités de marchandises ayant traversé la frontière à partir de quelques marchés frontaliers (moyenne des jours de marché)
- 15 : Estimation des quantités de marchandises ayant traversé la frontière à partir de quelques marchés frontaliers (moyenne annuelle : 1989)
- 16 : Structure de la production dans les secteurs d'activités économiques
- 17 : Croissance de la production dans les secteurs d'activités économiques
- 18 : Revenus et structure des principaux produits agricoles exportés entre 1950 et 1967 (en millions de naïras)
- 19 : Evolution des productions vivrières du SCIP dans le contexte national nigérian : de 1983/84 à 1985/86
- 20 : Structure des principaux produits d'exportation (en valeur relative %)
- 21 : Evolution de la production vivrière au Nigéria (en milliards de tonnes)
- 22 : Evolution des allocations budgétaires dans les différents secteurs de l'économie au Nigéria (en %)
- 23 : Evolution de la production vivrière par habitant (en kg)
- 24 : Evolution des importations de céréales au Nigéria (1961-1989) (en milliers de tonnes)
- 25 : Evolution des allocations budgétaires dans les différents secteurs de l'économie au Cameroun (en milliards de FCFA courants)
- 26 : Evolution des principales productions vivrières au Cameroun (en milliers de tonnes)
- 27 : Bilan vivrier au Cameroun en 1978, 1985 et 1990 (en milliers de tonnes)
- 28 : Evolution de la production du riz des trois projets SEMRY
- 29 : Disparités de mesures du commerce extérieur sur les céréales (riz et blé) entre le Nigéria et le Cameroun, et appréciation des flux de réexportation
- 30 : Estimation des réexportations de riz du Cameroun vers le Nigéria (en milliers de tonnes)
- 31 : Evolution des parités de la monnaie nigériane
- 32 : Evolution du cours du naïra sur les différents marchés périodiques
- 33 : Indices composés des prix à la consommation au Nigéria (1975 : base 100)
- 34 : Déterminants des flux frontaliers de produits agro-alimentaires au Nord Nigéria - Nord Cameroun
- 35 : Moyenne de la marge brute des commerçants à travers les circuits de produits vivriers locaux : juillet-août 1989 (en équivalent FCFA par sac d'environ 100 kg)
- 36 : Structure des prix et marges bénéficiaires des importateurs camerounais à Garoua
- 37 : Structure des prix du riz et de la farine de blé et marges bénéficiaires des commerçants opérant à partir de Garoua : juillet-août 1989
- 38 : Evolution des principales productions vivrières dans les différents départements de la province de l'Extrême Nord au Cameroun de 1984 à 1990 (en tonnes)
- 39 : Evolution des superficies des principales cultures vivrières dans les différents départements de la province de l'Extrême Nord au Cameroun de 1984 à 1990 (en hectares)
- 40 : Impact des échanges frontaliers de produits vivriers locaux sur les acteurs économiques

22
23
25
28
31
31
33
35
36
39
40
41
44
45
46
47
48
49
50
51
53
55
55
56
58
62
63
64
67
68
69
71
72
73
75
76
78

Graphiques

1 : Evolution de la production céréalière et financement de l'agriculture au Cameroun	59
2 : Evolution de la production céréalière et financement de l'agriculture au Nigéria	59
3 : Evolution des parités de la monnaie nigériane	65

Figures

1 : Localisation du Nigéria et du Cameroun	10
2 : Evolution des structures politiques traditionnelles jusqu'à la veille de la colonisation	11
3 : Divisions administratives et groupes socio-culturels à la frontière Nord Nigéria - Nord Cameroun	13
4 : Principaux marchés périodiques dans l'espace frontalier Nord Nigéria - Nord Cameroun	16
5 : Réseau de communication	18
6 : Circuits des produits vivriers locaux	30
7 : Circuits de céréales étrangères : riz et farine de blé	34
8 : Principaux flux commerciaux de produits agro-alimentaires	37

Bibliographie

I. Ouvrage de Base

- ABBOTT (J.C.). - Les politiques de la commercialisation et leurs solutions. - Rome : FAO, 1958 - 321 p.
- ALLAIRE (G.) et BLANC (M.). - Politiques agricoles et paysanneries. - Paris : *Le Sycomore*, 1982 - 118 p.
- AUBERT (M.) et al.. - Politiques alimentaires et structures sociales en Afrique Noire. - Paris : PUF, 1985. - 287 p.
- ARCHAMBAULT (E.), GREFFE (X.) et al. - Les économies non officielles. - Paris : *La Découverte*, 1984. - 248 p.
- BADOUIN (R.). - Economie Rurale. - Paris : Armand Colin, *collection U, série Economie et Gestion*, 1972. - 552 p.
- BADOUIN (R.). - Le développement agricole en Afrique Tropicale. - Paris, Cujas, 1985. - 316 p.
- BANQUE MONDIALE. - Financing adjustment with growth in Sud-Saharan Africa - 1986-1990. - Washington : 1986 - 106 p.
- BANQUE MONDIALE. - L'Afrique Sud-saharienne : de la crise à une croissance durable. - Washington : 1989. - 346 p.
- BELOUANE-GHERARI (S.) et GHERARI (H.). - Les organisations régionales africaines. - Paris : Ministère de la Coopération et du Développement, 1988. - 471 p.
- BOYER (R.). - La théorie de la régulation : une analyse critique. - Paris : *La Découverte*, 1987. - 142 p.
- CAUDRON (L.). - Réflexion sur l'agriculture africaine. - Paris : Ministère de la Coopération et du Développement, 1989. - 29 p.
- COUSSY (J.). - Les importations alimentaires urbaines et l'ajustement. - In *Politique Africaine*, n°37, mars 1990.
- DUMONT (R.). - L'Afrique Noire est mal partie. - Paris : Seuil, 1962. - 286 p.
- EGG (J.), LERIN (F.) et TUBIANA (L.). - Rente pétrolière et crise agricole. - *Etudes Rurales* n° 99-100, juillet-août 1985. - 34 p.
- FERRANDO (A.). - L'agriculture : activité essentielle et base de développement. - Paris : *Chiron et Terre d'Afrique*, 1984. - 79 p.
- KLATZMANN (J.). - Les politiques agricoles : idées fausses et illusions. - Paris : PUF, 1972. - 224 p.
- KLATZMANN (J.). - Aide alimentaire et développement rural. - Paris : PUF, 1988. - 163 p.
- LABONNE (M.). - Modalité de planification agricole en Afrique francophone sud-saharienne. - Rome : FAO, 1988 - 163 p.

MALASSIS (L.). - Economie de la consommation et de la production agro-alimentaire. - Paris : Cujas, 1971, tome 1. - 437 p.

O.C.D.E. - Afrique Sud-saharienne : de la crise au redressement. - Paris : 1985. - 375 p.

PERROUX (F.). - Indépendance de l'économie nationale et interdépendance des nations. - Paris : Aubier Montaigne, 1969. - 302 p.

ROSIER (B.). - Structures agricoles et développement économique. - Paris : Mouton, 1985. - 412 p.

TUBIANA (L.). - Le commerce mondial des produits agricoles : de la régulation globale au fractionnement des marchés. - Montpellier : INRA/IAM, 1985. - 32 p.

II. Sur les espaces frontaliers et les échanges régionaux

AMSELLE (J.L.). - Les négociants de la savane. - Paris : Anthropos, 1977. - 289 p.

AMSELLE (J.L.) et al. - Politiques nationales et réseaux marchands transnationaux : les cas du Mali et du Niger - Nord Nigéria. - Paris : INRA/UNB/IRAM, 1988. - 73 p.

ASIWAJU (A.I.). - Partitioned Africans ethnic relations accross Africa's international boundaries 1884 - 1984. - Lagos : Lagos University Press, 1989. - 436 p.

BALASSA (B.). - Avantages comparés et perspectives de l'intégration économique en Afrique de l'Ouest. - In *Cahiers Economiques et Sociaux*, juin 1978. - pp. 108-147.

BATAILLON (C.). - Coopérations et conflits dans les zones frontalières en Amérique Latine. - In *Notes et Etudes Documentaires*, n° 4533 - 4531. - p.31-48.

BELAOUANE-GHERARI (S.) et GHERARI (H.). - Les organisations régionales africaines. - Paris : Ministère de la Coopération et du Développement, 1988. - 471 p.

CALLAIS (J.). - Pôles d'Etats et frontières en Afrique contemporaine. - In *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 138. - 1972.

COUSSY (J.). - Spécificité de la méthode et des résultats de l'approche Espace régional. - Paris : EHESS, novembre 1988. - 9 p.

EGG (J.) et IGUE (J.O.). - Approche des échanges agro-alimentaires entre pays sahéliens et côtiers. - Montpellier : INRA, 1986. - 27 p.

EGG (J.) et al. - De l'espace régional aux espaces régionaux. - Paris : IRAM, 198. - 10 p.

GREGOIRE (E.). - Les Alhaji de Maradi (Niger) : histoire d'un groupe de riches marchands sahéliens. Paris : ORSTOM, collection *Travaux et Documents*, n° 187, 1986. - 228 p.

GREGOIRE (E.). - Les échanges frontaliers entre les régions de Maradi et de Kana. - In *Actes du Séminaire de Cotonou (Bénin)*. - Paris : INRA/UNB/IRAM, 1989. - p. 117-124.

IGUE (J.O.). - Les enquêtes sur les marchés frontaliers : objectifs et démarches. - In *Actes du Séminaire de Cotonou (Bénin)*. - Paris : INRA/UNB/IRAM, 1989. - p. 17-27.

IGUE (J.O.). - Le commerce des produits agricoles dans les périphéries en Afrique. - Bruxelles : EUROSTAT, 1986. - 15 p.

LAMBERT (A.). - Espaces et réseaux marchands au Sénégal : les échanges céréaliers avec la Gambie et la Mauritanie. - In *Actes du Séminaire de Cotonou (Bénin)*. - Paris : IRAM/UNB, 1989. - p. 125-133.

MEAGHER (K.). - Informal and parallel trade in Northwestern Ouganda. - *Actes du Xème séminaire d'Economie Rurale des Régions Chaudes* - Montpellier : CIRAD/MESRU, 1989. - 37 p.

SOULE (B.G.). - Echanges frontaliers de produits agro-pastoraux et dynamisme du monde rural en pays Gourma (Burkina, Ghana, Togo). - Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen (IAM), 1989. - 148 p. - (Thèse Master of Science).

WETOHOSSOU (C.). - La fonction de réexportation céréalière du Bénin et du Togo : un relais entre le marché mondial et l'espace ouest-africain. - Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen (IAM), 1990. - 160 p. - (Thèse Master of Science).

III. Sur le Nigéria, le Cameroun et la zone d'étude

AFRICA INTERNATIONAL. - La fraude au Cameroun, un fléau national. - *Africa International*, n° 217, juin 1989. - pp. I-X.

AHIDJO (A.). - Les objectifs dans le domaine agricole et agro-industriel (Cameroun). - In *Afrique Agriculture*, n° 15. - pp. 19-46.

AMSELLE (J.L.) et GREGOIRE (E.). - Politiques nationales et réseaux marchands transnationaux : les cas du Mali et du Niger - Nord Nigéria. - Paris : INRA/UNB/IRAM, 1988. - 73 p.

BACH (D.C.) et al. - Le Nigéria contemporain - Paris : CNRS, 1986. - 290 p.

BACH (D.C.) et al. - Nigéria : un pouvoir en puissance. - Paris : Karthala, 1988 - 287 p.

BEAUVILLAN (A.). - L'approvisionnement en viande de Maroua et de Garoua. - In *Revue de Géographie du Cameroun*, vol. V, n° 2, 1985. - pp. 98-116.

BEAUVILLAIN (A.). - Nord Cameroun : crise et peuplement. - Rouen : *Thèse de doctorat ès lettres*, 1989. - 625 p.

BOUTRAIS (J.) et al. - Le Nord Cameroun : des hommes, une région. - Paris : ORSTOM, 1984. - 551 p.

CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET CLUB AFRIQUE ANGLOPHONE. - Nouvelles perspectives de l'agriculture nigériane. - *Actes du Colloque du 10 février 1987*. - Paris : CNRS, 1987. - 139 p.

COLLIER (P.). - Oil and Food Security in Nigeria. - Genève : Nations Unies (OIT), 1987. - 38 p.

COMHAIRE (J.). - Le Nigéria et ses populations. - Paris : Complexes, 1979. - 205 p.

COURADE (G.). - Des complexes qui coûtent cher : la priorité agro-industrielle dans l'agriculture camerounaise. - In *Politique Africaine*, n°14. - Paris : Karthala, juin 1984. - pp. 71-91.

DOUYA (E.). - Des dynamiques des filières maïs au Cameroun. - *Actes du Xème Séminaire "Economie Rurale des Régions Chaudes"*. - Montpellier : CIRAD/MESRU, 1989. - 36 p.

EGG (J.). - L'agriculture nigériane dans les enjeux des échanges agricoles alimentaires mondiaux. - Montpellier : INRA, 1985. - 39 p.

EGG (J.). - Note sur les facteurs de l'échange des produits alimentaires entre le Niger et le Nigéria. - Montpellier : INRA/ENSAM, 1985. - 24 p.

EGG (J.), LERIN (F.) et TUBIANA (L.). - Rente pétrolière et crise agricole. - *Etudes Rurales* n° 99-100, juillet-août 1985. - 34 p.

EGG (J.), PHILIPPE (J.). - Structures et politiques économiques. - In *Le Nigeria Contemporain* (sous la direction de BACH (D.C.)). - Paris : CNRS, 1986. pp. 119-165

ENGOLA (O.). - L'approvisionnement en riz du Cameroun ou les limites d'une politique d'autosuffisance alimentaire. - In *Revue de Géographie du Cameroun - Vol. III, n°1*, 1988. - pp. 1-19.

ENGOLA (O.). - Dynamique et perspectives de la riziculture au Cameroun. - Yaoundé : CRED, 1989. - 22 p.

ENOH (C.O.E.). - Human population growth and food resources problem in Nigeria. - In *Philippine Geographical Journal*, vol. XXIX, n° 3 et 4, juillet-août 1985. - pp. 104-123.

FOUDOUOP (K.). - La contrebande entre le Cameroun et le Nigéria. - In *Cahiers d'Outre-Mer*, n°101, janvier-mars 1988. - pp. 5-25.

FORREST (T.). - L'économie politique du régime civil et de la crise nigériane. - In le Nigéria : un pouvoir en puissance (BACH D.C. et al.). - Paris : Karthala, 1988. - pp. 95-130.

GAMMARCHELLA (G.). - Lybiens et Français ou la confrérie senoussie et le commerce transsaharien. - Paris, 1977.

GANKOU (J.M.). - L'investissement dans les pays en voie de développement : le cas du Cameroun. - Paris : Economica, 1985. - 203 p.

GONSALLO (G.). - L'évolution de la SEMRY dans le contexte des échanges régionaux entre le Cameroun, le Nord Nigéria et le Tchad. Montpellier : IAM, 1991 - 149 p. (Thèse Master of Science).

GUMUS (T.). - L'impact des mesures d'interdiction des importations céréalières sur l'agriculture du Sud-Est du Nigéria. Montpellier : Université I, 1989. - 92 p. (Mémoire de DESS).

HARRE (D.), IGUE (J.O.) et ARDITI (C.). - Les échanges marchands entre le Tchad, le Nord Nigéria et le Nord Cameroun. - Paris : INRA/UNB/IRAM, 1990. - 100 p.

IDACHABA (F.S.). - Rural infrastructures in Nigeria. - Ibadan : Ibadan University Press, 1985. - 987p.

IFPRI. - Food needs of developing countries : projection of production and consumption in 1970. - Washington : Research Report n°3.

IGUE (J.O.). - Evolution du commerce clandestin entre le Dahomey et le Nigéria depuis la guerre du "Biafra. - In *Revue Canadienne des Etudes Africaines*, vol. X, n°2, 1976. - pp. 235-257.

IGUE (J.O.). - Rente pétrolière et commerce des produits agricoles à la périphérie du Nigéria : les cas du Bénin et du Niger. - Montpellier : INRA, 1985. - 103 p.

IGUE (J.O.). - Urbanisation, cultures et Etats-Unis. - in *Le Nigéria Contemporain* (sous la direction de BACH D.C.). - Paris : CNRS, 1986, p. 68.

JAMES (I.). - Human mobility in the lake Tchad basin. - In *Annals of Borno*, vol. IV, 1987. - pp. 57-67.

KI-ZERBO (J.). - L'histoire de l'Afrique Noire : d'hier à demain. - Paris : Hatier, 1972. - 702 p.

KOLAWOLE (A.). - The South Tchad Irrigation Project (STIP) and self-sufficiency in food production : myth and reality. - In *Corporate Strategy for Agriculture and rural development in Nigeria* (A.O. Sanda, Ed.). - Ilé-Ifé : les Shyraden Ltd, 1988 - pp. 321-329.

LAMBO (T.). - Nigerian Economy : A textbook of applied economics. - Ibadan : Lidate press, 1987. - 317 p.

NGANDJEU (J.). - Le Cameroun et la crise : renaissance ou blocage ? - Paris : l'Harmattan, coll. Point de vue, 1988. - p 26.

NICOLAS (G.). - Le modèle mobilisateur du "Jihad" dans les conflits du Soudan Central. - In *Cultures et Développement*, vol. XVI, n°3 et 4, 1984 - pp. 583-610.

OGUNBAMERU (B.O.). - Socio-economic impact of the South Tchad irrigation project on participating farmers in Borno State. - In *Annals of Borno*, vol. III, 1986. - pp. 137-145.

OKAFOR (S.O.). - The role of the chief executives in Local Government (Nigeria). - In *Annals of Borno*, vol. III, 1986. - pp. 15-29.

OLAYIDE (S.O.). - Food and nutrition crisis in Nigeria. - Ibadan : Ibadan University Press, 1982. - 179 p.

OLOFIN (S.O.). - Modeling Nigeria's economic development - Ibadan : Ibadan University Press, 1985 - 316 p.

OLUWASANNI (H.A.). - Agricultural and Nigeria economic development. - Ibadan : Oxford University Press, 1986. - 175 p.

OREMADE (T.). - Petroleum profits tax in Nigeria. - Ibadan : Evans Brothers Ltd, 1986. - 208 p.

OYEJIDE (T.A.). - The efforts of trade and exchange rate policies on agriculture in Nigeria. - Washington : IFPRI, *Research Report n°55*, 1986. - 61 p.

OYEP (J.E.). - L'approvisionnement en riz au Cameroun ou les limites d'une politique d'autosuffisance alimentaire. - in *Revue de Géographie du Cameroun*, vol. VIII n°1, s.d., p.8.

PODLEWSKI (A.M.). - La dynamique des principales populations du Nord Cameroun. - In *Cahiers de l'ORSTOM, séries Sciences Humaines*, vol. III, n°4.

PORTER (G.E.). - Periodic rural markets in Borno. - In *Annals of Borno*, vol. III, 1986. - pp. 107-125.

ROUPSARD (M.). - Nord Cameroun : ouverture et développement. - Paris X : *Thèse de Doctorat de 3ème cycle*, 1987. - 515 p.

SALE (M.P.). - Les marchés du Logone et du Chari - In *Revue de Géographie du Cameroun - Vol. III, n°2*, 1982. - pp. 24-25.

SANDA (A.O.) et al. - Corporate strategy for agricultural and rural development in Nigeria. - Ilé-Ifé : Les Shyraden Ltd., 1988. - 414 p.

SEIDENSTICKER (W.). - Notes on the history of Yerwa (Maiduguri). - In *Annals of Borno*, vol. 1, 1983.

THE QUATERLY JOURNAL OF ADMINISTRATION. - Special issue on the challenge of rural development in Nigeria. - *The Quaterly Journal of Administration*, vol. XX, n°3-4, avril-juillet 1986. - 214 p.

VALLEE (O.). - La dimension monétaire des échanges entre les pays du Golfe du Bénin (Nigéria, Bénin, Togo). - Paris : INRA/UNB/IRAM, 1988. - 66 p.

VALLEE (O.). - Système naïra et crise financière. - In Nigéria : un pouvoir en puissance (BACH D.C. et al.). - Paris : Kharthala, 1988 - pp. 39-51.

IV - Documents administratifs

CAMEROUN (République du). - Programme général des échanges pour l'année 1979. - Yaoundé : Ministère de l'Economie et du Plan, 1979. - 34 p.

CAMEROUN (République du). - Vème plan quinquennal de développement économique, social et culturel. - Yaoundé : Ministère de l'Economie et du Plan, 1981. - 393 p.



CIHEAM
Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier
Série "Thèses & Masters"

Numéros parus

- 1/ **Fernandez Canadas (Priscilla)**, 1987.- *Les importations de céréales pour l'alimentation animale en Espagne : l'impact de l'entrée dans la CEE.*- 135 p.
- 2/ **Koutsou (Stavriani)**, 1988.- *Impact de l'émigration sur les systèmes agraires et le marché foncier (Etude comparative de deux villages de la Thrace du Nord-Est de la Grèce).*- 102 p. + ann.
- 3/ **Bokias (Efthimios)**, 1988.- *Le marché des oléagineux en Grèce : enjeux et perspectives.*- 89 p. + ann.
- 4/ **Brum (Argemiro Luis)**, 1988.- *L'évolution et les tendances du marché du soja. Le rôle de la CEE.*- 189 p. + ann.
- 5/ **Deybe (Daniel)**, 1989.- *Politiques agricoles et érosion des sols en Argentine : une méthodologie pour leur analyse.*- 95 p.
- 6/ **Vicien (Carmen)**, 1989.- *Les modèles de simulation comme outil pour la construction de fonctions de production : une application à la mesure de l'efficacité de la production agricole.*- 133 p.
- 7/ **Brunschwig (Gilles)**, 1990.- *Systèmes d'élevage extensif d'altitude dans les Andes Centrales du Pérou.*- 368 p. (200 FF)
- 8/ **Bravo (Gonzalo)**, 1990.- *Méthodes d'appréhension de la diversité d'exploitations agricoles (propositions pour un renouvellement de la démarche suivie à l'INTA, Argentine).*- 96 p.
- 9/ **Dorado (Guillermo)**, 1990.- *Fonctionnement technico-économique et gestion de l'exploitation agricole dans une perspective de développement (propositions théoriques et méthodologiques pour la région pampéenne de l'Argentine).*- 82 p. + ann.
- 10/ **Segre (Andrea)**, 1990.- *Dynamique de la consommation et du système agro-alimentaire italien.*-207 p.
- 11/ **Malorgio (Giulio)**, 1990.- *Etude comparée des résultats technico-économiques de la production spécialisée de viande bovine dans deux zones difficiles française et italienne.*- 112 p.
- 12/ **Ait-Alhayane (Khadija)**, 1990.- *Les représentations du désert et de la désertification en Afrique du Nord.*- 87 p.
- 13/ **Soulé (Bio Goura)**, 1992.- *Echanges frontaliers de produits agro-pastoraux et dynamisme du monde rural en pays Gourma (Burkina-Faso - Ghana - Togo).*- 113 p.
- 14/ **Perucca (Clorinda)**, 1992.- *Diagnostic paysager des systèmes de production paysans de la province de Misiones-Argentine.*- 133 p.
- 15/ **Farolfi (Stefano)**, 1992.- *Dynamique de la disponibilité et de la consommation alimentaire dans les pays de l'Europe de l'Est : le cas de la Pologne.*- 170 p.
- 16/ **Ladjili (Khaled)**, 1992.- *Hydraulique paysanne - hydraulique étatique : économie de l'agriculture irriguée au Cap-Bon (Tunisie).*- 252 p.
- 17/ **Blaskovic (Hana)**, 1992.- *Une analyse du système de production agricole socialisé dans la région continentale de la Croatie et les possibilités de réorganisation : tentative d'utilisation des modèles.*- 130 p.
- 18/ **Luzietoso (Nguala)**, 1992.- *Les enjeux du développement agricole au Zaïre : modernisation et transformation des sociétés lignagères dans la vallée de l'Inkisi.*- 89 p.
- 19/ **Hacherouf (Adelmadjid)**, 1993.- *Evolution historique et comparative de la consommation alimentaire dans les pays du Maghreb Central. Algérie - Maroc - Tunisie.*- 135 p.
- 20/ **Temri (Leïla)**, 1993.- *Analyse concurrentielle d'un secteur aquacole.*- 92 p.
- 21/ **Maronicolaki (Maria)**, 1993.- *Facteurs déterminants des performances des industries agro-alimentaires grecques en matière d'exportation.*- 131 p.
- 22/ **Arfa (Lamia)**, 1994.- *Les exportations agro-alimentaires tunisiennes vers le marché de la CEE: évolution, compétitivité et perspectives.*- 112 p.
- 23/ **Martinez Santamarta (Alvaro)**, 1994.- *Les innovations dans la filière huile d'olive en Espagne.*- 100 p.
- 24/ **Afouda (Alix)**, 1994.- *Politiques nationales et échanges frontaliers de produits agro-alimentaires entre le Nord Nigéria et le Nord Cameroun : exemple de l'espace Garoua-Gambaru.*- 108 p.

Numéros à commander au Bureau des Publications - CIHEAM-IAMM

3191, route de Mende - BP 5056
34033 Montpellier Cedex 1 (France)

Tél. : 67 04 60 00

Fax : 67 54 25 27

prix : 75FF (le numéro), sauf mention contraire

Politiques nationales et échanges frontaliers de produits agro-alimentaires entre le Nord Nigéria et le Nord Cameroun

AFOUDA Alix Servais Oyeniran

Résumé : Après le commerce caravanier qui, pendant la période précoloniale, a dynamisé l'ensemble du Nord Nigéria et du Nord Cameroun, l'avènement de la colonisation et des indépendances, qui s'est traduit par le tracé d'une frontière, a favorisé l'essor d'une nouvelle forme de commerce, les échanges frontaliers, qui portent sur une gamme variée de marchandises, dont les produits vivriers locaux (mil, sorgho, maïs, niébé, haricot, arachide, riz) et les céréales importées (riz, farine de blé). L'intensité des transactions dépend des disparités de politiques agricoles, monétaires, et de commerce extérieur entre le Nigéria et le Cameroun. Mais la grande partie des échanges qui s'effectuent d'un pays à l'autre n'est pas comptabilisée par les Etats. Ce fait procède de l'organisation des activités commerciales et de la stratégie des commerçants avec leurs hommes de main. En raison du manque à gagner pour le Trésor Public, les échanges frontaliers sont qualifiés d'informels, de parallèles, d'illégaux, de clandestins... Pourtant, ils ont, à bien des égards, des effets directs et induits positifs qui se traduisent dans la région notamment par une circulation monétaire, une augmentation de la production et une polarisation spatiale. La question qui se pose désormais est de savoir s'il faut apprécier l'impact de ces échanges en fonction des intérêts budgétaires des Etats, ou du point de vue des avantages socio-économiques des populations.

Mots-clefs : Politique agricole; Commerce international; Produit alimentaire; Développement régional; Secteur informel; Intégration frontalière; Cameroun; Nigéria.

Abstract: After the caravan trade which has energized during the precolonization period the whole of northern Nigeria and northern Cameroon, the advent of colonization and of the independences, followed by a frontier layout, encouraged the expansion of a new kind of trade, the border trade, for a range of products including local food crops (millet, sorghum, maize, niebe, beans, peanuts, rice) and imported cereals (rice, wheat flour). Trading intensity depends on the disparity of the agricultural, monetary and foreign trade policies between Nigeria and Cameroon. But most of the trade between these countries is unrecorded by the states. This is due to the peculiar trade organization and to the tradesmen's strategies with hired men. Because of the loss of earnings for the Treasury, border trade is said to be informal, parallel, illegal, and clandestine. However, from many points of view, they have positive, direct and induced effects especially at regional level through money circulation, production increase and spatial focusing. Henceforward the question is whether the impact of border trade is to be appreciated according to the budgetary interests of the different states or taking into consideration the populations' socio-economic advantages.

Key words: Agricultural policies; International trade; Foods; Regional development; Informal sector; Border integration; Cameroon; Nigeria.

ISBN : 2-85352-1370

Prix : 75 F



Centre International de Hautes Etudes
Agronomiques Méditerranéennes